



PB-PPIB-00802
BELGIE(N)-BELGIQUE
P913840
BUREAU DE DÉPÔT
CHARLEROI X



Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

PÉRIL NUMÉRIQUE ET BIG DATA

Pages 10 à 16



Illustration : Léandre

« Le premier qui dit la vérité,
il doit être exécuté »

Annie Thonon • Page 6

Psychanalyse de l'EVRAS

Kenny Cadinu • Pages 8 et 9

TRIUMVIRAT

Hervé Krief • Pages 18 et 19

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



9 772294 082000

14

SOMMAIRE

L'ignorance et la guerre :
marché lucratif

Alexandre Penasse / Page 2

Espèce en danger, suicide programmé !

Marie-Ange Herman / Page 3

Libérer la société civile et sa créativité

Propos recueillis par Daniel Zink / Pages 4-5

« Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté »

Une Passion de 4.175 jours

Annie Thonon / Page 6

Éco-terroristes ?

Philippe Godard / Page 7

Psychanalyse de l'EVRAIS

Kenny Cadinu / Pages 8-9

DOSSIER

Péril numérique et Big Data

Dossier coordonné par Kaarle Parikka / Page 10

BIG DAT(ADN)

Kaarle Parikka / Page 11

Le Big Data et la Servitude

Entretien avec Roland Gori / Pages 12-13

Numérisation de l'École,
le pacte faustien d'excellence

Bernard Legros / Pages 14-15

Le crédit social en Union européenne :
des portefeuilles d'identité au passe sanitaire mondial

Victorien Solae / Pages 15-16

De l'ère coloniale à l'ère des colonies
qui ont réussi : des Amériques au Pacifique
en passant par la Palestine

Jean-Luc Pasquinet / Page 17

TRIUMVIRAT

Hervé Krief / Pages 18-19

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 19

Vivre et habiter en pratiquant l'autonomie

Christian La Grange / Page 20

Le pape remet les couverts écologistes

S. Kimo / Page 21

Brèves

pages 21-22

Vu, lu, entendu

Pages 22-23

Dilemme

Jean-Guy Divers / Page 24

L'ignorance et la guerre :
marché lucratif

Aucune guerre n'a jamais été menée au service du bien commun, même si ceux qui tiraient les ficelles, « tous ces gros qui font la foire » et ne connaissent pas la misère des tranchées, disaient la faire au nom du peuple. « Patriotisme », « ennemi commun », « grandeur de la Nation »... ne sont que les illusions utiles qui permettaient aux belligérants de trouver un sens pour prendre le risque d'aller perdre leur vie ou d'être estropiés. Financiers et marchands de canons n'allaient pas dire à ceux qui s'entre-tuaient qu'ils se sacrifiaient pour accroître leur fortune et leurs privilèges... Ils aiment la guerre, mais ce ne sont pas eux qui la font. On se souvient du réalisateur Michael Moore, dans son documentaire *Fahrenheit 9/11* (2004), interpellant en rue des sénateurs mal à l'aise, qui avaient voté l'invasion américaine de l'Irak (en 2003), leur demandant s'ils étaient d'accord de remplir un formulaire pour que leur progéniture participe à l'effort de guerre : « Évidemment, pas un seul membre du Congrès ne voudrait sacrifier son fils pour la guerre en Irak » ! Sur les 530 membres du Congrès, seul un avait un enfant soldat en Irak. Ils envoyaient les mômes des pauvres, les leurs poursuivant leurs prestigieuses études : « Cela m'a toujours étonné que les mêmes personnes condamnées à vivre dans les pires quartiers de la ville, d'aller dans les pires écoles et ceux qui ont le plus dur, soient toujours les premiers pour défendre le système. Ils servent leur pays pour que nous-mêmes n'ayons pas à le faire ». Victimes aussi des médias de masse qui vendent la guerre et inventent des héros, créant des parents fiers de leurs enfants défenseurs du drapeau... sauf quand on leur apprend que celui-ci est mort au combat, et que d'un coup ils saisissent le réel, comme cette mère : « L'ignorance des gens est ce qu'il y a de pire, parce qu'ils ne savent rien, les gens pensent savoir, mais ce n'est pas comme ça, je pensais savoir mais je ne savais rien ».

Avant cela, pour justifier la première invasion de l'Irak, la compagnie de relations publiques Hill & Knowlton avait mis en scène l'histoire des bébés koweïtiens en couveuse tués par les soldats irakiens. Celle qui avait témoigné en pleurs devant une commission du Congrès des États-Unis, Nayirah, 15 ans, n'était autre que la fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington Saud bin Nasir Al-Sabah. Cette affaire ne signait que la continuation d'un système de propagande bien rôdé, où chaque nouveau mensonge s'accompagne de l'oubli du mensonge qui l'a précédé. Ainsi, même révélés, les boniments d'aujourd'hui, estampillés du sceau de la vérité à l'époque, sont occultés par ceux qui les colportent, évitant que ce faux-vrai désormais vrai-faux puisse semer le doute et amener le sujet à ne plus avaler la bouillie médiatique. Les Première et Seconde Guerre mondiale, carnages évitables ; Pearl Harbour ; Hiroshima et Nagasaki ; l'assassinat de JFK ; Vietnam ; les coups d'État organisés par la CIA en Amérique latine, en Asie, en Europe ; Afghanistan, Libye, Syrie... n'assurent pas cette prise de conscience utile à rejeter les vérités médiatiques, que ce soit celle du 11 septembre 2001, et plus récemment de Covid-19 ou de Nord Stream 1 et 2. Ainsi persistent impunité, massacres, mensonges.

En 2020, ce sont les « mêmes » qui fabriqueront le contexte favorable à la « guerre » contre le Covid. Marc Van Ranst, expert adoubé par les gouvernements et les multinationales pharmaceutiques, avait quelques mois auparavant expliqué au Chatham House, club privé, « véritable institution au service des multinationales² », comment créer une pandémie médiatique : « Le premier jour est très important : le premier jour, vous commencez votre communication avec la presse, avec la population. Il faut le

faire correctement, cela signifie que vous devez communiquer avec une seule voix et un seul message [...]. Vous devez être omniprésent ce premier jour ou les premiers jours pour attirer l'attention des médias. Quand vous faites ça, vous pouvez profiter de ces premiers jours pour avoir une couverture complète du terrain et ils n'iront pas à la recherche de voix alternatives. Et ensuite vous pouvez transmettre le message, et si vous le faites ainsi, notre pays est prêt pour la gestion de la pandémie, mais c'est bien sûr une surestimation grossière. Mais il est crucial de le faire pour rentrer dans une pandémie »³.

Ce qui ne prit pas avec H1N1 en 2009 prendra avec Covid-19. Dans la forme de départ que doit avoir toute bonne recette pandémique-médiatique comme la décrit Van Ranst, on voit ainsi en plein JT, alors qu'un journaliste débite la messe quotidienne (lits d'hôpitaux occupés, malades, morts...), des images en toile de fond montrant des patients jeunes sur des lits d'hôpitaux, qui toussent... Or, il s'avérera que ces patients sont de faux patients, des acteurs et que « ces images ont été achetées à la société Shutterstock »⁴ pour illustrer le narratif.

Autre contexte, même procédure : guerre sanitaire ou militaire, il faut fabriquer l'opinion. Ainsi, concernant le Proche-Orient – sans évidemment oublier qu'il y a un dominant et un dominé, un occupant et un occupé, une 4^{ème} puissance militaire mondiale face à des combattants qui ne constituent pas une armée – on peut élargir notre réflexion et considérer que les Israéliens ne sont pas les ultimes bénéficiaires de cette guerre, mais que ce sont au contraire les politiciens fascistes comme Netahanyou et ceux qu'il sert : les multinationales. Les médias aux ordres n'évoquent donc pas l'opposition de nombreux citoyens israéliens aux bombardements de civils enfermés dans Gaza faits en leurs nom : il ne faudrait pas laisser penser que Palestiniens et Israéliens puissent s'entendre, cela irait à l'encontre des desseins de l'élite ; un ennemi désigné, une haine viscérale pour l'Autre sont le terreau sur lequel croissent leurs profits.

Et cela ne changera guère avec des médias aux ordres créant leur réel.

Alexandre Penasse

1. Tiré de la chanson de Craonne, auteur anonyme dans les tranchées de 1914-18.

2. Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus. États, capital et médias à l'heure de la mondialisation*, EPO, 2003.3. <https://www.kairospresse.be/les-bons-conseils-de-marc-van-ranst-en-cas-de-pandemie/>4. Voir à 4min57 https://www.youtube.com/watch?v=HH_JWgJxLM&ab_channel=Cecin%27estpasuncomplotKairos – Journal antiproductiviste
pour une société décenteJournal de réflexion, d'investigation et de
changement, sans pubPériodique bimestriel / Paraît en février, avril,
juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLESTirage : ce numéro a été
tiré à 5.000 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue des Bégonias, 32
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
(ap@kairospresse.be)

Secrétaire de rédaction : Bernard Legros

Graphisme : Studio Noir & Clair

Relecteurs

Janine, Nadia, Alain, Stéphane, Annie, Colette,
Amélie.Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.),
David Tong (D.T.), Michel Weber (M.W.), Alain
Adriaens (A. A.) François Massoulié (F.M.),
Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu (KC), Kaarle
Joonas Parikka (KJP).

Ont contribué à ce numéro

Marie-Ange Herman, Philippe Godard, Jean-Guy
Divers, Paul Willems, S. Kimo, Annie Thonon,
Michel Laloux, Jean-Luc Pasquinet, Victorien
Solae, Roland Gori, Dominique Verlinden,
Christian La Grange, Luk Vervaeet.Les articles n'engagent que la responsabilité
de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais
tomber !

Illustrations :

Léandre, Antoine Demant, Louise Hendrickx,
Christophe Nottet, Aurélie Garnier, Noir&Clair,
Mickomix, Barbara Lemarchal, Roland De Wind,
Cassou, Christian La Grange.

Espèce en danger, suicide programmé !

Commençons par une question judicieuse : « [...] Pourquoi la société mondiale produit-elle autant de maladies dont elle ne veut pas, tout en dépensant beaucoup pour contrarier leurs effets¹ ? ». Il est très difficile de répondre sans se pencher un tantinet sur l'histoire de la santé publique et parallèlement sur les ravages des industries pathogènes que nous connaissons aujourd'hui.

Qu'entend-on par industries pathogènes ? Ce sont bien évidemment tous les fabricants de produits chimiques, les manufactures d'alcool, de tabac, les industries utilisant une énergie fossile et au sommet de cet échafaudage mortifère, les entreprises de denrées alimentaires ultra-transformées. Nous, les consommateurs, nous nous précipitons chaque jour pour nourrir le monstre à l'origine de notre chute².

Un peu d'histoire. Au cours des siècles, la notion de santé publique a évolué de façon aléatoire jusqu'à une époque récente où les gouvernements s'en inquiètent. Mais pour la même raison que la médecine ne commence pas quand la science s'en est emparé, le concept de santé publique ne peut être daté avec précision. Pour les Romains, pour les Arabes, construire un système d'égouttage, équiper les grandes villes de latrines, etc. relevait déjà de la santé publique. Nous ne parlerons pas ici des luttes contre les grandes épidémies du Moyen-Âge, des premières quarantaines, des interdictions en tous genres, mais remarquons tout de même que ce sont ces fléaux qui ont poussés les gouvernements à s'intéresser à la santé et à prendre des mesures adéquates avec moult réglementations³.

Alors pourquoi et comment sommes-nous arrivés au bord de la falaise, mais surtout pourquoi continuons-nous d'avancer en sachant (ou pas) que nous allons nous fracasser sur les rochers en bas ? Répondre à cette interrogation est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît. Car la santé dépend de plusieurs facteurs déterminants comme la biologie, la médecine, l'environnement, notre métabolisme, notre comportement, et chaque item contient des centaines de causes possibles pour nous garder en bonne santé ou nous rendre malades⁴. Laissons de côté la biologie et la médecine pour nous pencher plus précisément sur l'environnement, notre métabolisme et notre comportement. Ces trois facteurs sont inextricablement mêlés. « [...] Qu'est-ce que la santé ? Nous l'ignorons, nous n'en connaissons que l'absence ! Et pourtant elle est au centre de nos préoccupations individuelles et collectives⁵ ». Nul n'ignore que la pollution de l'environnement est une catastrophe planétaire et une des plus grandes « tueuses » à l'échelle mondiale (cancers, maladies cardiovasculaires, bronchopneumopathies, asthme, etc.). On omet souvent cette pollution, elle n'est que très rarement incriminée dans les pathologies car c'est la société qui en est responsable et pas les individus pris en tant que tels. Notre métabolisme joue un rôle non négligeable dans notre état de santé. « [...] Le métabolisme désigne les transformations de matière et d'énergie à l'intérieur des organismes. Il s'agit de notre machinerie personnelle. Ce sont les réactions physiques et chimiques en nous qui produisent ou dégradent⁶... ». Notre comportement et notre environnement influencent notre métabolisme et apportent un déséquilibre dans cette « machinerie ». Notre attitude, plus les risques environnementaux, nous rend malades et nous tuent prématurément. Bien évidemment, le métabolisme est différent pour chaque personne, ainsi que nos attitudes.



font partie de notre quotidien sans que nous en ayons conscience. « [...] on peut en trouver dans des produits de soins, des savons et les cosmétiques, des produits de nettoyage, des détergents, dans des pesticides, dans notre alimentation, dans l'eau de pluie ou du robinet, les plastiques et les emballages, les vêtements, les objets électroniques, il y en a même dans les équipements médicaux et dans les jouets⁷ ». Ils sont inévitables et pénètrent notre corps par où ils peuvent : bouche, yeux, poumons, peau... avec les conséquences que nous connaissons, mais que nous préférons bien souvent ignorer. Car nous continuons à utiliser joyeusement du bain moussant, du déodorant bourré d'aluminium, à nous badigeonner de crème solaire, à pulvériser d'insecticide la moindre araignée ou mouche que nous croisons, à faire briller nos sols à grands coups de Monsieur Propre^{MD} ou d'assouplir notre linge et de le parfumer avec les « fraîches vagues bleues » ou « fleurettes violettes » artificielles, cachées sous le packaging étudié pour nous séduire par nos « amis » les industriels ! Évidemment nous ne pouvons échapper à l'air que nous respirons, mais là aussi nous alimentons l'hydre vorace en achetant toujours plus de véhicules, plus de gadgets électroniques, plus de vêtements chinois...

cit, etc. Le poison le plus « violent » est le sucre et cela les cadors de l'alimentation l'ont bien compris ! Comme le sucre est addictif, alors quasi aucun produit comestible n'y échappe ! Camouflé derrière les plus trompeurs appareils (enfants pétants de santé dévorant un Kinder^{MD} ou dévorant une tartine de Nutella^{MD}, bandes de copains levant leur verre de coca ou grignotant des chips et autres saucisses apéritives, etc.), il envahit nos foyers sans bruit en provoquant une foulditude de désordres dans nos organismes. Ne prenons que l'obésité et le surpoids. L'obésité qui est en hausse dans le monde entier est un cas à part. C'est un marqueur métabolique, mais aussi une maladie chronique. En dehors des facteurs héréditaires qui sont prouvés, il existe une vulnérabilité personnelle contre laquelle les individus ne peuvent agir. Mais... la qualité et la quantité d'aliments absorbés, ainsi que la pratique ou non d'exercices physiques jouent un rôle capital dans l'explosion du phénomène. L'obésité est aggravée par la mondialisation, l'urbanisation et la technologie⁸. Cette maladie entraîne une multitude d'autres problèmes comme le diabète, l'hypertension, les maladies cardiaques contre lesquels nous déployons une panoplie de médicaments sans aller gratouiller là où cela fait mal ! C'est-à-dire notre attitude face à la nourriture. Pizzas, hamburgers, plats préparés, viandes marinées, pâtisseries industrielles, boissons « zéro », etc. ont encore de beaux jours à vivre ! Comme dit plus haut, nous ne sommes pas égaux devant nos assiettes. Ce n'est pas parce que nous affichons une taille mannequin ou une souplesse d'acrobate que notre sang n'est pas gorgé d'urée ou de sucre, ce n'est pas parce que notre fécondité est au top que nos enfants ne porteront pas dans leurs gènes une kyrielle de perturbateurs endocriniens et autres allergies ! « [...] Mais l'homme est ainsi fait qu'il ne comprend son destin qu'en subissant son impitoyable loi⁹ ».

Le « suicide » de notre espèce avance masqué ! Paradoxalement nous dépensons des fortunes pour empêcher la dégringolade inévitable (médicaments, compléments alimentaires en tout genre, huiles essentielles, plantes régénératrices, etc.). Deux des plus grandes industries au monde, l'agro-alimentaire et la pharmaceutique, ce couple infernal, se livrent une bataille sans merci pour encore et toujours engranger plus de profit. L'une créant du business pour l'autre ou... inversement !

Marie-Ange Herman

LA POLLUTION

L'histoire de la pollution suit un chemin parallèle à celui de la croissance économique. Les entreprises polluent parce que c'est moins cher de produire « salement » et ce qui compte pour ces magnats de l'industrie, ce sont les espèces sonnantes et trébuchantes qui tombent dans leur escarcelle. Tout est pollué ! L'eau, l'air, le sol... et notre corps ! Que ce soit par rejet de déchets ou sous-produits industriels ou que ce soit par les milliers de produits chimiques qui

L'ALIMENTATION

L'industrie s'est emparée de nos casseroles. La globalité de ce que nous ingérons est, aujourd'hui, le fruit des usines de transformation alimentaire. Les industriels altèrent de plus en plus les aliments et les éloignent de leur état naturel, et ce avec notre bienveillante complicité ! Et on sucre, on sale, on graisse, on donne du moelleux ou du croustillant, on colore ou on décolore, on acidifie ou on adou-

1. Jean-David Zeitoun, *Le suicide de l'espèce*, Denoël, 2023, p. 45.
2. Baruch, *Piqûre du taon*, Vérone, 2022.
3. <https://www.biusante.parisdescartes.fr/pdf>. Consulté sur Internet le 17/10/23.
4. *Ibidem*.
5. É. Ancelot, *Pour en finir avec Pasteur*, Résurgence, 2010, p. 207.
6. J.D. Zeitoun, *Le suicide de l'espèce*, op.cit., p. 35.
7. *Ibidem*, p. 95.
8. S. Kumanyika & W. H. Dietz, *Solving populatin-wide obesity- progress and future prospects*, NEJM, 2020. .
9. Baruch, *Piqûre du taon*, op. cit., p. 31

Libérer la société civile et sa créativité ou devenir enfin des démocraties.

ENTRETIEN AVEC MICHEL LALOUX

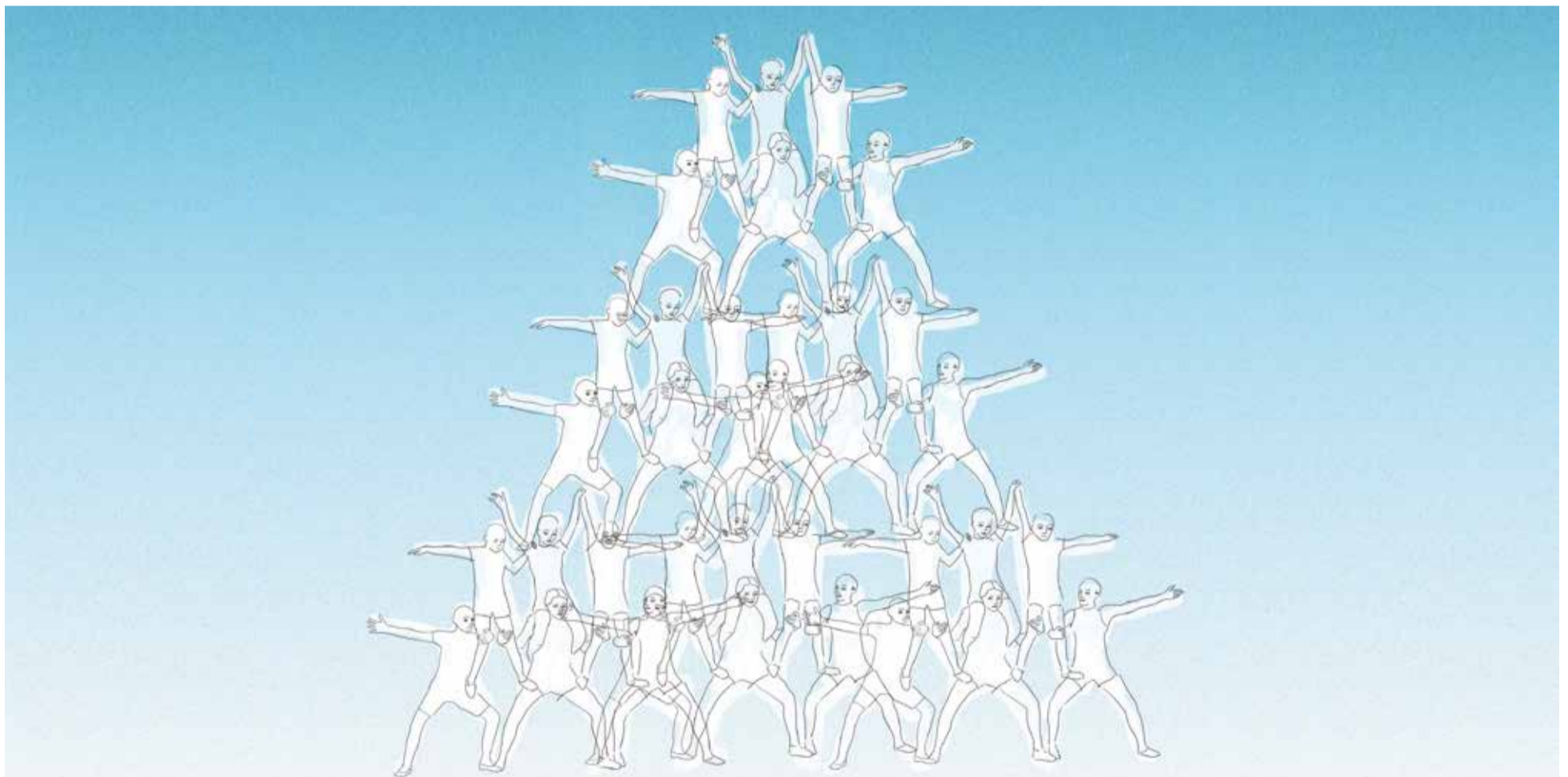


Illustration : Louise Hendrickx

Pédagogue et économiste, Michel Laloux investigate depuis de nombreuses années des voies pour dépasser les impasses de nos sociétés, au niveau politique comme économique. Pour lui, une clé est un vrai transfert du pouvoir exécutif à la société civile. Dans ses publications et séminaires, il examine en détail comment les choses pourraient être alors gérées, et toutes les potentialités d'un tel chemin.

Une question que beaucoup poseront : les sociétés seraient-elles mieux gérées, si elles l'étaient par l'ensemble des citoyens eux-mêmes, plutôt que par les gouvernements ?

La question à poser serait plutôt : les gouvernements gèrent-ils les choses ? Et serait-il possible de les gérer plus mal encore ? Je pense que le problème est justement la croyance que nous aurions besoin d'une gestion à partir du « haut ». On voit que cela ne fonctionne pas, mais on persiste à croire que si nous avions la bonne personne, cela fonctionnerait. Or, en observant un peu les choses, on s'aperçoit que les innovations viennent des initiatives de gens du terrain. On devrait donc analyser ce qui fonctionne, dans ces initiatives. Si l'on parlait de là, non seulement les choses seraient bien mieux gérées, mais on arriverait à des économies de moyens énormes, car le centralisme coûte extrêmement cher, pour des résultats infimes.

Beaucoup, cependant, craignent qu'il y ait des dérives, notamment en matière de respect des lois, entre autres dans les domaines des services publics ; ils demanderaient qui assurerait ce respect et traiterait les dérives, en l'absence d'autorité centrale.

J'inverserais la question : je demanderais plutôt ce qu'il s'agirait de faire pour que, si des problèmes apparaissent, ils puissent être corrigés. Et plus les structures sont petites et locales, plus les choses peuvent être facilement solutionnées. À l'inverse, quand on veut centraliser et uniformiser, bien souvent, cela mène plutôt à la généralisation des erreurs... Il s'agit plutôt de trouver des modes d'organisation tels que la société civile elle-même puisse avoir son droit de regard. Il ne s'agit pas de partir de recettes ou de programmes, car les choses doivent pouvoir être construites progressivement, mais on peut tout de même déjà indiquer des voies.

Avant d'en venir à la question des dérives, il faut d'abord évoquer une première fois le rôle central des associations. C'est en effet par celles-ci que la société civile peut développer ses propres initiatives et institutions, en particulier ses propres services publics – qu'il s'agisse d'écoles, de médias, d'institutions consacrées à la santé...

Concernant les risques de problèmes, maintenant, un moyen d'y faire face est la création de conseils de veille, dont chacune de ces institutions pourrait être dotée. Dans ces conseils siègeraient notamment des membres d'ONG liées au domaine chaque fois concerné, des praticiens de ce domaine, ainsi que des membres d'associations d'usagers du service public dont il s'agit.

En effet, on ne voit pas en quoi les politiciens auraient de quoi veiller au bon fonctionnement des services publics ; car, en général, ils n'ont pas de compétences, dans les matières concernées. Notamment du fait qu'ils passent d'un domaine à l'autre et sont, par exemple, tantôt ministre de l'Agriculture, puis de la Santé, puis de l'Éducation... De plus, ils sont inféodés à des partis, ce qui parasite leurs décisions.

Les compétences se trouvent bien plutôt du côté des praticiens ; et concernant les dysfonctionnements, les usagers sont spécialement à même de les repérer, puisqu'ils les subissent. De tels conseils

pourraient donc bien mieux veiller au bon fonctionnement des services et imaginer des solutions aux problèmes.

Si l'on prend le domaine de l'enseignement, par exemple., de tels conseils rassembleraient donc avant tout des enseignants et des parents.

« Bien souvent, centraliser et uniformiser mène plutôt à la généralisation des erreurs... »

L'enseignement est justement l'un des domaines où l'on craint des dérives ; on pense notamment aux écoles se reliant à une certaine confession religieuse, ce qui peut impliquer un risque d'approches doctrinaires. Et beaucoup pensent que si ces institutions sont autonomes par rapport à un gouvernement, se fixent leurs propres règles, les risques seraient grands.

À ce sujet, il faut d'abord faire observer que les règles et visées que se fixe une école doivent être en accord avec la législation du pays ; et le plus souvent, les législations existantes donnent déjà de quoi stopper les dérives doctrinaires, notamment. Quant à la veille au respect de ces législations, celle-ci pourrait tout à fait être assurée par les conseils mentionnés.

Et au sujet des dérives encore, il ne faudrait surtout pas croire qu'il n'y en a pas, dans les services publics gérés par l'État, ou que ces dérives y seraient bien gérées. Au contraire, elles sont bien souvent mises sous le tapis. C'est ce que dénonce une nouvelle fois un livre tout récent, de Patrick Romain, ancien directeur d'école : *Omerta dans l'éducation nationale – les chefs d'établissements sortent du silence*'.

LIBÉRER LA SOCIÉTÉ CIVILE ET SA CRÉATIVITÉ

Propos recueillis par Daniel Zink

Plus largement, ce qui nous manque, c'est l'imagination sociale : voir qu'il y a un problème et imaginer des solutions, au lieu de considérer que c'est l'État qui va arranger cela.

Mais si les services publics étaient gérés par de nombreuses associations, n'y aurait-il pas un risque d'éparpillement, de perte de la possibilité d'avoir une vue d'ensemble ?

Pour remédier à ces risques, il y a la possibilité de créer, dans chacun des domaines concernés, des cercles de coordinations, qui rassembleraient des membres des différentes institutions de la société civile – là aussi, par domaine chaque fois. Pour que ces cercles ne soient pas trop larges, il pourrait y en avoir plusieurs par région. Ils pourraient notamment favoriser la communication autour des initiatives réussies, des analyses éclairantes de problèmes rencontrés dans les institutions...

Et pour revenir aux craintes par rapport à la légalité : les institutions de services publics de la société civile seraient soumises à un cahier des charges, qui aurait bien sûr à respecter la loi, et qui serait associé à des labels ; par exemple, un label d'École de la Société Civile. (Les cahiers des charges pourraient être élaborés à un niveau national, mais toujours avec des praticiens, usagers et autres connaisseurs du domaine concerné, comme par exemple des chercheurs.) Et ces labels seraient attribués par les conseils de coordination. Chaque institution de service public de la société civile aurait son propre conseil de veille et des audits contrôlèrent la conformité des activités des institutions avec les cahiers des charges, donc le fait que les institutions font bien ce qu'elles disent faire. Les rapports de l'institut d'audit seraient remis au conseil de veille et au conseil de coordination. Les choses pourraient se faire de façon rigoureuse et exigeante, avec des délais précis associés aux demandes de résolution de problèmes. Et en cas de non-résolution dans les délais, l'institution perdrait son label. Mais tout cela se ferait donc par la société civile elle-même seulement, par ses gens de terrain, ses usagers de services publics, ses chercheurs, etc., sans intervention d'institutions d'un gouvernement central.

Dans une interview, on ne peut présenter ces choses que de façon générale. Je détaille toute cette organisation dans mes livres *Démocratie évolutive*² – pour les écoles de la société civile –, et *Dépolluer l'économie*³ – pour ce qui concerne le service public de la monnaie, et les nouvelles formes d'institutions monétaires que je propose. Les spécialistes d'autres domaines pourraient s'inspirer de ce modèle, qui est aussi décrit dans les *Rencontres civiles*⁴.

Un mot d'explication sur le terme « civilien » ?

Je le préfère à celui de citoyen, car ce qu'on appelle citoyenneté est associé à l'ancien système, à ce qu'il faut dépasser. Le citoyen est – ou est devenu – celui qui délègue ses pouvoirs, qui reste passif. Le mot « civilien » permet de souligner la nécessité que ce soit la société civile qui prenne les choses en main.

Pour en revenir aux coordinations, par qui et de quelle façon leurs membres seraient-ils choisis ? Seraient-ils désignés par des élections ?

Nous avons trop l'habitude de penser en termes électoraux. Si l'on reprend l'exemple lié au domaine de l'enseignement, les professeurs qui les composeraient pourraient être choisis au sein des écoles-mêmes, par leurs collègues, par des processus de concertation. Idem concernant des parents, ceux-ci pourraient être choisis au sein des associations de parents, par les membres de ces associations.

Ces idées de gestion et création de services publics par la société civile me semblent mener plus loin les recherches de différents socialistes libertaires, qui ont souvent du mal à dépasser le principe de la délégation, malgré leurs efforts dans ce sens. Par exemple, Bakounine, tout en développant des approches très intéressantes, continue à parler de parlements et en particulier de communes, sans qu'on voie clairement la différence avec les instances de ce genre qui existent actuellement.

Il est intéressant de donner une place importante à la commune notamment, de partir de là quand c'est possible, mais le problème est qu'on la conçoit en général de manière classique ; c'est-à-dire comme un mini-gouvernement central, composé lui aussi de gens auxquels on délègue nos pouvoirs, de politiciens qui vont faire les choses à notre place. Mais ce dont il s'agit, là aussi, c'est de donner la possibilité de l'initiative ; par exemple, si l'on prend les centres culturels communaux, encore une fois, il n'y a aucune raison pour que ce soient les bourgmestres qui les gèrent, ils n'ont la plupart du temps aucune compétence pour cela. Là aussi, des associations de la société civile pourraient gérer ces organismes ; idem pour les bibliothèques, chaque organisme et initiative pourrait être géré, là aussi, par une association rassemblant praticiens du domaine et usagers, notamment.

Et pour sortir de la logique de la délégation, il y a aussi les possibili-

tés comme le fléchage individuel de l'impôt ; c'est-à-dire la possibilité de choisir vers quels domaines va l'argent de nos impôts – dans le respect de règles s'assurant que les différents domaines importants soient alimentés. Par exemple, on pourrait alors décider que la part de nos impôts consacrée au financement de la recherche ira au développement de techniques agroécologiques, plutôt que d'OGM. Et le même principe pourrait être appliqué avec les impôts que doivent payer les entreprises. Leurs travailleurs pourraient là aussi décider de l'orientation de ces fonds.

Extrêmement intéressant, d'autant que je ne connaissais pas l'idée de donner cette possibilité aux entreprises aussi...

Oui, et cela aurait le grand avantage, également, de redonner une vraie motivation aux employés du secteur marchand, car ils sauraient alors qu'une grande partie des bénéfices produits par leur travail alimenterait des domaines et projets qui font sens pour eux. Et ces modes de fonctionnement stimuleraient bien sûr fortement l'intérêt pour les enjeux sociaux, la volonté de s'informer sur eux et de les comprendre.

Notons au passage que des législations existantes permettent déjà ce genre de choix, jusqu'à un certain point, du fait de la part d'impôt dont on est exonéré, quand on fait un don à un organisme d'intérêt public. Cette possibilité manifeste déjà une certaine confiance en le citoyen, quant à sa capacité d'orienter de façon responsable une part au moins de ses impôts.

Ce qui nous rappelle d'ailleurs que, malgré tout ce qui va mal dans nos systèmes, différents dispositifs sains existent déjà ; et qu'il ne faut donc pas tout jeter, mais aussi développer davantage ce qui va déjà dans de bonnes directions.

« Un des droits les plus fondamentaux : le droit au référendum d'initiative législative. Car le développement de la législation par la société civile devrait être au cœur de la démocratie »

Une question importante, en lien avec tout cela, est celle de la création des lois. Qui s'en occuperait, s'il n'y avait plus d'institutions étatiques centrales ?

Là aussi, il s'agit de parvenir à ce que ce soit la société civile qui puisse prendre cela en charge. Et il s'agit même d'une des conditions essentielles aux changements dont on parle. Cela devrait être en fait un des droits les plus fondamentaux : le droit au référendum d'initiative législative (et pas à des faux-semblants comme l'Initiative Citoyenne Européenne). Car le développement de la législation par la société civile devrait être au cœur de la démocratie. Plus précisément, il s'agirait d'un double droit : celui de proposer des lois, et celui d'en demander l'abrogation.

Notons encore que, là aussi, le système actuel permet déjà certaines choses. Par exemple, quand une association crée un règlement interne, ou encore des cahiers des charges, justement (comme c'est le cas par rapport à certains labels agroécologiques, par exemple)..

Mais beaucoup craindraient sans doute un risque d'inflation législative.

L'inflation législative est un gros problème, dans les systèmes actuels déjà, et il faudrait en effet y remédier. Mais la clé serait à chercher du côté de l'esprit dans lequel les lois sont élaborées. L'essentiel serait que celles-ci se limitent le plus possible à créer des cadres, à ne pas prescrire de manière prédéterminée. Car c'est cette prescription déterminée qui provoque la multiplication des lois. Mais avant tout, cette forme plus générale des lois est essentielle pour donner la possibilité de l'initiative, d'un développement plus libre et adapté aux situations concrètes. Cette manière ouverte d'aborder les lois et exigences a été très bien développée par la philosophe Simone Weil, dans son livre *L'enracinement*⁶ où elle inverse le rapport entre droits et obligations ; elle y montre que les lois sous forme d'obligations, paradoxalement, permettent plus de liberté que celles sous forme de droits. L'idée est de mettre les acteurs dans l'obligation de trouver eux-mêmes des solutions, plutôt que de leur prescrire une solution prédéterminée.

Par exemple, concernant la désignation de membres des conseils et des coordinations évoqués plus haut, l'idée serait de dire que les institutions de la société civile auraient l'obligation de fournir des membres à ces instances, mais en les laissant libres vis-à-vis de la manière de remplir cette obligation, donc notamment vis-à-vis de la manière dont la désignation aurait lieu.

J'imagine aussi que ce n'est pas dans tous les cas l'ensemble de la société civile qui doit se prononcer sur une proposition de loi,

comme dans l'exemple des cahiers des charges créés par une association.

Oui, tout dépend des niveaux et domaines ; si une loi concerne le niveau national, c'est l'ensemble de la société civile qui aura à se prononcer, mais dans d'autres cas, les choses peuvent avoir lieu au niveau régional, ou dans un secteur précis. Et plus on parvient à régler des choses au niveau local, moins on aura besoin de grosses institutions ou démarches.

En procédant ainsi, et aussi en développant des lois plus ouvertes que déterminées, on atteindrait en fait un grand allègement, car les moyens et financements nécessaires à des parlements centraux sont considérables.

Mais surtout, dans l'esprit des réflexions qui précèdent, cela permettrait un développement des lois par les connaisseurs et les usagers des nombreux domaines concernés par ces lois ; donc, disons-le une fois encore, par des personnes connaissant de l'intérieur les domaines en question, les situations réelles et leurs évolutions.

À propos des différents domaines, et de domaines qu'on ne relie pas d'habitude, à ce genre d'approches, tu as aussi évoqué les banques.

Oui. Ce sujet demanderait de grands développements, mais on peut dire, déjà, qu'on pourrait tout à fait envisager un système monétaire international qui soit géré par la société civile, donc des banques qui seraient des services publics. Et qui, ainsi, ne feraient pas payer d'intérêts.

Tu as mentionné qu'il y a plusieurs conditions nécessaires à ces changements et évolutions, dont l'une serait le droit d'initiative législative civile. Quels seraient les autres ?

La deuxième condition essentielle, de mon point de vue, est aussi un droit, celui d'expérimentation civile. Ce droit implique qu'il soit possible de déroger à certaines lois – dans des limites raisonnables –, afin d'avoir les mains suffisamment libres pour tester de nouvelles initiatives, de nouveaux modes de fonctionnement. Là aussi, un droit de ce genre existe déjà, en France, mais sous une forme encore trop restrictive.

Pour terminer, je dirais qu'il s'agit d'oser penser autrement, d'oser sortir de la boîte des démocraties centralisées qui sont des modèles complètement usés. Il s'agit de prendre conscience de toute la créativité, de toutes les potentialités de transformation qui se trouvent dans la société civile, mais qui sont si souvent paralysées par ce vieux système.

Propos recueillis par Daniel Zink

Comme mentionné, pour l'accès aux *Rencontres civiles* (développées en coopération avec Stéphane Lejoly, conseiller en économie sociale et coordinateur de la Ceinture alimentaire de Charleroi) : civiliens.info (sur les services publics de la société civile, voir les rencontres 2 et surtout 19B, sur la page civiliens.info/galerie-video – vidéo – ou civiliens.info/podcast – audio).

Pour un développement écrit, voir en particulier : *La Démocratie Évolutive* (Yves Michel, 2007) et *Dépolluer l'économie* (Démocratie Évolutive, 2014).

Site de Michel Laloux (actuellement en remaniement, mais devrait être bientôt à nouveau accessible) : democratie-evolutive.fr

1. Le Cherche-Midi, 2023.

2. Yves Michel, 2007.

3. Éd. Démocratie évolutive, 2014.

4. Discussions approfondies sur ces enjeux, sous formes vidéo et audio. Il s'agit ici des Rencontres n° 2 et surtout 19B, accessibles sur cette page en vidéo civiliens.info/galerie-video et sur cette page en audio : civiliens.info/podcast

5. Pour un plus de détails sur cette idée, voir aussi, dans *Kairos* 53, « Nos démocraties peuvent-elles devenir démocratiques ? »

6. Gallimard, 1949 pour la 1^{ère} éd.

« Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté »

Une Passion de 4.175 jours



et pas seulement les « Supermax », SAM, ADX, etc, peuvent prendre ces mesures, qui violent tant les lois américaines qu'internationales, et sont qualifiées de tortures par les observateurs de l'ONU, des médecins, des psychiatres. Et c'est ce qui attend Julian Assange s'il est livré aux USA par la Grande-Bretagne.

« La publication par WikiLeaks de documents classifiés sur la guerre en Irak et en Afghanistan et des dossiers [...] Guantanamo, a suffi à qualifier Assange de " combattant ennemi ". Assange est ainsi devenu un des prisonniers politiques de la « guerre contre le terrorisme » qui fait rage depuis les attentats de New York le 11 septembre 2001. Ensuite, ces mêmes autorités qui demandent l'extradition d'Assange et ces mêmes médias qui lui tournent le dos préparent déjà de nouvelles guerres [...]. L'élimination d'Assange est avant tout un message à quiconque envisagerait à l'avenir de divulguer et/ou de publier des documents militaires classifiés »².

Ainsi, le traitement qui sera réservé à Assange, ce « cyber-terroriste »⁴ pourrait ressembler à celui de Nizar Trabelsi (rien à voir avec le combat d'Assange, bien sûr). Et la servilité abyssale de la Belgique qui conseille les autorités US, en planifiant avant le procès en Belgique une demande d'extradition aux States, n'a rien à envier à celle de la Grande-Bretagne pour Assange. Trabelsi, footballeur tunisien marié à une belge, est arrêté le 14 septembre 2001, (tiens tiens, pure coïncidence... 3 trois jours après les attentats de New York) pour avoir préparé, pas effectué, une attaque contre la base militaire belgo-américaine de Kleine-Brogel (c'est le site WikiLeaks qui révèle la présence d'armes nucléaires à Kleine-Brogel, jamais admise officiellement : un câble diplomatique de septembre 2009 émanant de l'ambassade des États-Unis en Belgique mentionne explicitement la présence d'armes nucléaires en Belgique⁵). Il avoue, est condamné au maximum, 10 ans, les purge... mais reste deux ans de plus en prison, le temps d'attendre la demande d'extradition des USA selon la promesse faite à ceux-ci par le procureur fédéral belge Yernaux ! La Cour européenne des droits de l'homme interdit cette extradition, mais la Belgique et la ministre de la Justice, Annemie Turtelboom, s'assoient dessus et Trabelsi se retrouve en route pour les États-Unis dans un avion de la CIA, le 3 octobre 2013... Il restera 10 ans enfermé à l'isolement dans les conditions dénoncées plus haut, sans être jugé, jusqu'à ce 14 juillet 2023 où il sera acquitté par un jury fédéral. Mais pas pour autant libéré ! Alors qu'il demande à rentrer en Belgique auprès de sa famille, les autorités américaines le maintiennent en détention dans un centre fermé des services de l'immigration, toujours dans les mêmes conditions inhumaines. Aujourd'hui placé dans une cellule en sous-sol et sans fenêtre, souffrant de troubles divers, dont un diabète non soigné, il a commencé, à la mi-septembre, une grève de la faim et de la soif. Transporté dans un hôpital et réhydraté de force, il a ensuite été replacé en cellule. Et la Belgique, si fervente de la démocratie et de la liberté, ne lève pas le petit doigt pour demander le retour de celui dont elle a bafoué les droits et volé 22 ans de vie... Ce manque d'humanité pose question bien sûr, mais démontre surtout que la politique l'emporte sur la loi et la justice, niés et violés au nom de la guerre contre le terrorisme.

Assange devrait être félicité pour son action d'utilité publique, et les criminels qu'il dénonce devraient se retrouver devant un tribunal comme à Nuremberg, mais un tribunal des peuples. Si les États, les instances internationales et les médias ne soutiennent pas suffisamment Julian Assange, ce sont les citoyens qui doivent le faire. La pression populaire est le dernier recours pour les faire sortir de leur indifférence et sauver la vie de celui qui se bat pour nous depuis toutes ces années.

Annie Thonon

Quand vous lirez ces quelques lignes, ce 24 novembre 2023, cela fera 14 ans, soit 596 semaines, soit 4.175 jours, que Julian Assange est cerné par des murs, sans jamais poser le pied sur le moindre brin d'herbe, ni prendre un verre à une terrasse de café, ni respirer l'air de la campagne, ni faire une partie de ballon avec ses enfants... 4.175 jours dont 1.651, quatre ans, dans une prison de haute sécurité : Belmarsh près de Londres, Grande-Bretagne, pays « démocratique » qui kidnappe et maintient en isolement, sans charge, dans une cellule de 3 m sur 2 m, 22 h sur 24 h, avec une seule petite fenêtre donnant sur un mur gris, « surtout ne pas laisser voir un coin de ciel, un rayon de soleil, un oiseau qui passe », un homme qui n'a tué personne, violé personne, mis personne en danger. Un homme qui n'a fait que son travail de journaliste honnête en exposant au grand jour, via WikiLeaks, ce qu'il faut nous cacher : les crimes de guerre, l'espionnage de toute la planète, les violations incessantes des droits de l'homme commis par les États-Unis. Pour ce crime de lèse-majesté, les É-U exigent son extradition, et les britanniques, en bons valets, s'activent depuis quatre ans pour leur obéir... Qu'importe s'il risque là-bas 175 ans d'enfermement en isolement total jusqu'à la mort dans le goulag américain...

Ce n'est que depuis la persécution d'Assange, et en dépit du silence honteux des médias, que le voile se lève un peu sur le régime pénitencier américain. C'est le pays qui emprisonne le plus au monde, tant en chiffre absolu que par rapport à sa population. Aux USA il y a aujourd'hui près de deux millions de prisonniers¹. Parmi eux 120.000 prisonniers², « ni parmi les vivants, ni parmi les morts » qui peuvent rester de quelques jours à plusieurs dizaines d'années confinés en isolement sensoriel total. Toutes les prisons

WIKILEAKS ET GAZA

Le 19 septembre 2007, le cabinet israélien déclarait Gaza « entité ennemie » et la soumettait à un blocus total. Gaza devenait littéralement une prison où la population palestinienne purgeait une peine collective et d'où il était impossible de s'échapper. En droit international, cette punition collective, s'appelle « crime de guerre ».

En rendant public un mail de l'ambassade américaine à Tel Aviv du 3 novembre 2008, classifié secret, WikiLeaks dévoilait le plan criminel israélien de pousser l'ensemble de la population de Gaza au bord de la famine. Ce mail disait ce que personne ne devait savoir : « Des officiels israéliens nous ont confirmé à plusieurs reprises qu'ils ont l'intention de maintenir l'économie à Gaza au bord de l'effondrement mais sans la détruire complètement ».⁶

Les États-Unis étaient donc bien au courant de ce qui constitue un crime de guerre. Depuis le blocus aucune usine ou entreprise ne s'installait ni ne pouvait fonctionner à Gaza, faute d'énergie et de matière première accessibles. Une personne sur deux y est sans emploi. Gaza devenait un ghetto où la faim, les enfants sous-alimentés, les hôpitaux sans médicaments devenaient la norme...

Quelques semaines après la publication du courriel par WikiLeaks, le Comité international de la Croix-Rouge alarmait le monde sur la situation à Gaza : « Sous-alimentation chronique pour 70 % des 1,5 million d'êtres humains de la bande de Gaza ; 46% des enfants souffrent d'anémie parce que leurs parents ne sont pas capables de les nourrir suffisamment ; accroissement alarmant du retard dans le développement, et des troubles mentaux, surdités largement répandues parmi les enfants par suite des franchissements du mur du son par les avions survolant Gaza à basse altitude... ». Dès 2012, l'Organisation des Nations unies (ONU) estimait que ce territoire deviendrait « invivable » d'ici à 2020 si le blocus imposé par Israël, avec la collaboration de l'Égypte, n'était pas levé. L'année 2020 est passée, comme toutes les autres.

Le 7 octobre 2023, le ghetto s'est levé.

Luk Vervaeet

« Qui Suis Je? Je me suis battu pour la liberté et j'ai été privé de toute liberté.

Je me suis battu pour la liberté d'expression et on m'a refusé toute expression.

Je me suis battu pour la vérité et je suis devenu l'objet de mille mensonges. »

Julian Assange, 10 avril 2019

Pour aller plus loin : <https://www.freeassangebelgium.be/>

1. <https://www.prisonpolicy.org/reports/pie2023.html>.

2. <https://solitarywatch.org/2023/05/23/new-report-finds-more-than-122000-people-in-solitary-confinement-in-the-united-states/>.

3. Luk Vervaeet « Ni parmi les vivants, ni parmi les morts » chap Cellule 1 pages 92-93 Antidote Publishers 2022

4. <https://www.youtube.com/watch?v=ZuQW0US2sJw>

5. « Wikileaks: la présence d'armes nucléaires à Kleine-Brogel confirmée noir sur blanc » [archive], sur Le Soir Plus

6. https://wikileaks.org/plusd/cables/08TELAIV2447_a.html

Éco-terroristes ?

L'actuel usage du néologisme « éco-terrorisme » ne représente pas seulement une errance parmi d'autres, un nouveau mensonge des gouvernants et des médias. Utiliser un terme aussi chargé historiquement et idéologiquement, et surtout militairement, suggère des perspectives préoccupantes, à moins que nous sachions nous réapproprier, vite désormais, les mots qui ont du sens.

Chacun sait que le « terrorisme » en tant qu'idée politique a été inventé sous la Révolution française, à la fois par Danton (« Soyons terribles pour éviter au peuple de l'être ! ») et ses futurs bourreaux jacobins. Saint-Just est, en la matière, celui qui a fondé les principes du terrorisme politique d'État¹. Plus tard, lorsque les collaborateurs de l'État français de Pétain qualifiaient les résistants de « terroristes », il s'agissait pour ses agents – ministres et journaux collaborationnistes –, en reprenant le qualificatif de « terroristes », de discréditer leurs ennemis et de pouvoir ainsi leur appliquer une politique... de terreur. Révolution française ou nationale, la constante ne changeait pas : la terreur se justifiait par une situation d'exception – et peu importe que cela ait été vrai ou pas puisque seule compte pour l'État la légalité, et qu'il est en dernière instance celui qui définit ce qui est légal via le pouvoir judiciaire...



qui font semblant de ne pas comprendre ce qui se joue là.

L'éco-terrorisme, si ce terme a un sens, devrait signifier « terroriser les écosystèmes » ou « terroriser au nom de l'écologie ». Dans aucun des deux cas, lesdits « éco-terroristes » selon les médias *mainstream* et l'État ne le sont. C'est une évidence. En revanche, les forces de répression « terrorisent les écosystèmes » au sens où, en défendant des mégaprojets insensés, elles défendent l'appropriation privée de la planète, et sa destruction au nom d'un profit injustifiable devant les générations à venir. Quant à « terroriser au nom de l'écologie », là encore, c'est l'État qui justifie un niveau très élevé de violence au nom de la conception productiviste à outrance de sa politique « verte ». Car les États continuent de prétendre mener des politiques écologiques « réalistes »... et mentent ouvertement. Les responsables du désastre échapperont-ils au jugement des générations futures ?

Illustration : Léandre

Lors des années de plomb en Allemagne et en Italie, le qualificatif de « terroristes » a surtout servi à maquiller le fait que, si terreur il y avait, elle ne venait en tout cas pas de ceux qui en étaient accusés. En effet, quoi que nous pensions des erreurs politiques de la Fraction Armée rouge allemande ou des Brigades rouges italiennes, ces organisations n'ont pas « terrorisé » la population : elles n'ont ciblé que des personnes précises. Rien à voir avec la Terreur de 1793-1794 ni avec celle de la collaboration avec les nazis.

Il s'agissait, pour les États concernés, de mettre en place une politique dite antiterroriste, visant à resserrer l'éventail des libertés et, donc, en dernière analyse, à terroriser... leurs propres citoyens ! Telle est l'une des origines de la montée du sentiment d'insécurité dans ces pays. Car l'antiterrorisme n'a jamais eu pour but d'arrêter les terroristes ; cela, c'est l'affaire des services de police. L'antiterrorisme est avant tout un discours, porté par les gouvernants et les médias dominants à leurs ordres, qui veut nous faire croire que les groupes dits terroristes frappent n'importe qui n'importe où. À partir du moment où ce discours est accepté par la population, il devient un mode de pensée consensuel. Une idéologie. L'antiterrorisme est une idéologie justifiant les restrictions des libertés des citoyens². Qui plus est, cette violence montée en épingle par les médias « de masse » permet de faire oublier l'autre violence, quotidienne, banale et destructrice, qui imprègne les rapports sociaux et économiques issus du capitalisme, du productivisme à outrance.

respectés lors de la répression à Sainte-Soline, par exemple. Surtout : sa violence n'est absolument pas légitime² pour des raisons cruciales : disproportion de la répression par rapport à la violence des manifestants ; la violence d'État sert à couvrir des « actes de destruction du futur », comme le sont, entre autres, la création de mégabassines.

Puisque la violence utilisée par l'État contre les prétendus éco-terroristes est illégitime, plaçons notre combat sur le terrain le plus radical, qui est le fond politique et la légitimité éthique de notre action.

Nous rejetons l'agro-industrie, les mégabassines, telle méga-entreprise ou tel mégaprojet, au nom d'une idée émancipatrice que nous avons de l'avenir, des générations futures, de la survie et de la vie de cette planète et des êtres vivants qu'elle abrite dans les écosystèmes dont ces êtres vivants ont besoin. Nos luttes actuelles, y compris notre usage de la violence, s'inscrivent dans une logique de libération du futur, tandis que la violence de l'État n'exprime que sa crainte que l'avenir lui échappe.

NOUS SOMMES LA TERRE QUI SE DÉFEND

Nous ne nions pas que l'utilisation de la violence pour faire valoir des revendications écologistes aboutit, dans le contexte actuel d'augmentation généralisée de la violence, à viriliser certains comportements d'opposants dits « radicaux ». Le raisonnement est à peu près le suivant : « Être radical, c'est ne laisser aucun terrain à l'État, c'est l'affronter partout, y compris au niveau de ses forces de répression. » Y compris lorsque le niveau d'affrontement imposé par l'État, sur le plan « militaire », se situe bien au-delà des forces du mouvement. Comme si le meilleur moyen de vaincre la politique détestable et dictatoriale des États actuels, engagés dans la course à la destruction de la planète par épuisement de ses dernières ressources, était de se placer sur le terrain où l'État est le plus puissant !

Nous ne sommes ni des éco-terroristes ni des Khmers verts. Face aux insultes de l'État, si nous nous réappropriions le vocabulaire et que nous affirmions que les éco-terroristes, ce sont les États et leurs robocops aux ordres ? (Piètres exemples de virilité, soit dit en passant, car c'est tout sauf viril de noyer sous les gaz lacrymogènes des milliers de citoyens sans masque pendant que les robocops sont eux-mêmes suréquipés). Sans oublier les médias dominants

L'ENJEU ? L'AVENIR !

L'usage par l'État et ses soutiens du terme d'éco-terroristes est l'aveu de son incapacité à entendre les moindres revendications au nom de l'avenir. Face aux agressions de l'État et du système productiviste et extractiviste contre la planète, la désespérance monte dans nos rangs. Une sorte de nihilisme s'empare de beaucoup de prétendus radicaux, qui pensent arrêter la violence de l'État en l'affrontant sur son terrain militaire. Or, nous devons affronter des États servis par des médias aux ordres, alors que nous avons accumulé quelque retard sur le terrain du langage. Donc de notre capacité à dessiner et faire naître d'autres futurs que celui que nous imposent les maîtres du monde et la Mégamachine. Nous aurions tout intérêt à faire de la réappropriation des mots l'un de nos axes fondamentaux, et à revendiquer nos actions en faveur de la planète, sabotage et autres, au nom de valeurs politiques émancipatrices. N'est-ce pas par cette voie que nous élargirons nos rangs et sortirons de l'entre-soi ? L'équité de traitement de tous les êtres vivants, la simplicité volontaire, le refus du progrès ne sont pas des lubies d'attardés politiques. Revendiquons-les ! Ouvertement, et pas en cachette comme cela se passe encore trop souvent ou dans des cercles restreints.

Que l'État soit devenu illégitime est une caractéristique du type de « dictature démocratique » que nous subissons. Face à lui, nous sommes écologistes au sens où la liberté et l'émancipation de l'humanité sont une part d'une politique de préservation du monde vivant. L'écologie ne peut être que radicale car elle est une politique qui émet des solutions globales, « intégrales » comme disent les Sud-Américains, à la fois légitimes, cohérentes, réalistes et réalisables.

Philippe Godard

UNE VIOLENCE D'ÉTAT ILLÉGITIME

Ce que vise l'usage désormais incessant du terme « éco-terroriste » est d'aboutir à la criminalisation de toute action à visée écologique qui utiliserait la violence et même de toute manifestation qui « nécessiterait », aux yeux de l'État, l'usage de ses forces de répression les plus radicales, robocops et armée (en France, la gendarmerie est un corps de l'armée et a utilisé un blindé contre les zadistes de Notre-Dame-des-Landes).

Cependant, nous ne pouvons pas limiter notre analyse de l'« éco-terrorisme » à ce constat. Car quelle réponse apporter à l'usage désormais intensif de ce terme ?

L'État se prétend le seul détenteur de la violence « légale donc légitime ». Sa violence n'est même plus légale ! Ainsi, l'État français utilise contre sa propre population des armes interdites par les conventions internationales ; ses policiers utilisent leurs armes de manière dangereuse – les angles de tir minimaux n'ont pas été

1. Lire notamment, dans les *Œuvres complètes* de Saint-Just, son « Rapport au nom du Comité de Salut public sur les factions de l'étranger » présenté à la Convention lors de la séance du 23 ventôse an II (p. 722 et suivantes de l'édition Champ libre, 1984).

2. C'est ce que nous avons montré dans *Du consensus au terrorisme*, Golias, 2016, nouvelle version en italien : *Il consenso nell'epoca del terrorismo*, Elèuthera, Milan, 2018.

Psychanalyse de l'EVTRAS¹

Le 16 septembre dernier, la RTBF publiait un torchon¹ digne des reportages les plus conspirationnistes au sujet de l'EVTRAS² et du réseau qui reliait prétendument les divers critiques de ce guide³. Nous proposerons dans cet article un décryptage, non pas de ce qui constitue une injure au journalisme, mais du seul sujet qui mérite un véritable compte-rendu.

Avant de présenter au lecteur une analyse du Guide⁴ dont nous avons parcouru (non sans peine) les 303 pages⁵, il semble nécessaire de lever le voile sur les malentendus qui règnent au sujet de la sexualité infantile. La psychanalyse repéra, au début du XX^e siècle, ce qui était alors considéré comme un scandale pour la bourgeoisie : il existe une sexualité dès l'enfance⁶. Encore faut-il comprendre ce dont il s'agit dans la mesure où il n'est bien entendu pas question de confondre sexualité adulte et sexualité infantile.

Il est important de préciser que le sexuel n'est pas forcément lié aux organes génitaux : il existe en effet d'autres zones corporelles⁷ par l'intermédiaire desquelles la pulsion trouve à se satisfaire⁸. Le but de la vie sexuelle consiste à obtenir un gain de plaisir à partir d'une de ces zones. Dans ce sens, il est difficile de soutenir qu'il n'existe pas, chez l'enfant, les indices d'une activité sexuelle. Les trois caractéristiques de cette activité : 1. elle apparaît par étayage sur une des fonctions vitales du corps ; 2. elle est auto-érotique et 3. son but est sous la domination d'une zone érogène (oral, anal, etc.)⁹.

Un autre psychanalyste contemporain de Freud nous éclaire de sa précieuse lanterne. Dans son article *Confusion de langue entre les adultes et l'enfant*, Sandor Ferenczi montre à quel point il existe une différence fondamentale entre le sexuel infantile et celui de l'adulte : si un jeu d'enfant peut prendre des formes érotiques, cela sera toujours au niveau de la tendresse. L'adulte, au contraire, y ajoute de la passion et peut donc inconsciemment être vecteur d'effraction traumatique dans son approche avec l'enfant.

Muni de ces quelques repères, nous pouvons commencer l'analyse du guide EVTRAS. Chaque partie du texte en italique en est une reprise mot à mot. Les soulignages sont de nous. Le reste du texte également¹⁰.

Le guide propose des « balises » pour aider les intervenants à « appréhender adéquatement les interrogations de chaque enfant ». En outre, l'EVTRAS se définit de la sorte : « processus éducatif qui implique notamment une réflexion en vue d'accroître les aptitudes des jeunes à opérer des choix éclairés favorisant l'épanouissement de leur vie relationnelle, affective et sexuelle et le respect de soi et des autres (p. 11) ». Nous serons bien entendu attentifs au langage aseptisé et managérial employé tout au long du guide. Celui-ci « présente notamment les habilités à acquérir lors de chaque apprentissage », habilités étant entendues comme « les savoir-faire que les élèves devront acquérir ». L'ensemble du guide est divisé en plusieurs rubriques et sous-rubriques par tranches d'âge (la première étant les 5-8 ans¹¹).

Les présentations étant faites, nous proposons au lecteur de le décortiquer en 8 thématiques.

1) CAPITALISME ET LANGAGE MANAGÉRIAL

L'EVTRAS s'inspire de la définition de la santé donnée par l'OMS. Comme nous allons le voir, ceci n'a rien d'anodin : « La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social ». Le guide ajoute : « La sexualité, tout comme la santé, doit être considérée comme une ressource positive, et abordée de manière positive en lien avec ses différents aspects (physiques, mentaux, sociaux) ». Ici se dévoile la logique interne : celle qui est spécifique au capitalisme, système dans lequel les individus sont usités comme de vulgaires ressources « positives » pour la croissance. « L'EVTRAS, dans une perspective de promotion de la santé, est réfléchi de manière positive et globale, et vise à fournir des ressources aux

enfants et jeunes qui leur permettront de s'épanouir en considérant la vie relationnelle, affective et sexuelle comme un ensemble de ressources permettant d'atteindre un état complet de mieux-être » (p.13). La sexualité est ici réifiée : il s'agit d'une ressource, c'est-à-dire d'un moyen permettant d'atteindre une fin, à savoir un complet mieux-être. Définir la santé comme « état de complet bien-être » fait par ailleurs plus volontiers référence au domaine du religieux (voir des drogues) que de la science.

Estime de soi. Connaissances (9-11 ans). Les bénéfices/avantages de l'amitié et de l'amour (p.53). Parler de bénéfices dans ce cadre correspond à une vision utilitariste des sentiments humains dans laquelle l'amour et la solidarité sont instrumentalisés et capitalisés pour le « bien » de tous. De plus, en s'adressant aux enfants de 9 ans au sujet du sexuel, le guide ne respecte pas la période de latence.

2) EFFRACTION PSYCHIQUE

Sentiments et émotions (5-8 ans). Connaissances/savoirs : les sentiments amoureux, les premiers amours, amours secrètes, béguins (p.40). Demander à un enfant de 5 ans de connaître les « amours secrètes » n'est pas approprié. Il s'agit d'une projection inconsciente de l'adulte sur l'enfant de ses propres fantasmes d'adultère.

*Le consentement et l'intimité (5-8 ans). Apprentissage : comprendre les notions de consentement et de l'intimité et leur importance (p. 84). L'âge légal pour avoir des relations sexuelles est 16 ans. Il est de fait inapproprié de parler de la notion de consentement à un enfant de 5 ans. Habilités/savoir-faire : être capable de dire « non » en vue de préserver son intimité et son intégrité physique et morale (psychique). Y compris être capable de dire « non » au côté intrusif du guide ? Attitude/savoir-être : reconnaître que l'intimité sexuelle est précieuse ; respecter le « non » d'autrui même s'il y a eu consentement au départ. Dans la mesure où un enfant de 5 ans ne peut, légalement et psychologiquement, pas donner son « consentement au départ », cette rubrique est interpellante à plus d'un titre (voir *La confusion des langues* de Ferenczi).*

Amour, amitié, sexualité (5-8 ans). Apprentissage : comprendre [...] la sexualité. Habilités/savoir-faire : illustrer, à l'aide d'exemples concrets, comment l'amitié, l'amour et la sexualité se vivent et s'expriment dans sa vie d'enfant, en ce compris les différentes orientations sexuelles et/ou romantiques ; savoir expliquer avec ses propres mots ce que signifie la sexualité globale, utiliser le langage sexuel (p. 183). Si nous n'avons jamais été traumatisés par les cours d'éducation sexuelle reçus à l'école, les balises du guide sont inappropriées pour un enfant de 5 ans. La sexualité infantile est gravement confondue avec la sexualité adulte.

Les différentes étapes de la grossesse (5-8 ans). Le guide se justifie : les enfants qui n'acquièrent pas de connaissances sur la grossesse et la naissance inventent leurs propres explications, souvent basées sur des mythes (p. 268). Ces mythes infantiles ont une fonction précise : protéger la psyché de l'enfant d'un Réel potentiellement effrayant. L'EVTRAS démontre ici sa complète méconnaissance du psychisme infantile et dévoile bien malgré lui qu'aucun psychologue digne de ce nom n'a été convoqué pour sa rédaction.

3) AUTORITÉ PARENTALE

L'EVTRAS encourage les enfants à se détacher de l'autorité parentale. Il mentionne, dans un lapsus révélateur : « En plus des échanges entre professionnels, certaines personnes ressources des enfants

et des jeunes (parents, tuteurs et tutrices, etc.) pourront contribuer, s'ils-elles-iels en ont l'envie, de manière informelle au développement de la vie relationnelle, affective et sexuelle de leurs enfants ». Heureusement que, dans sa grande bonté, le guide autorise les parents à éduquer leur progéniture.

Modification volontaire/involontaire du corps (12-14 ans). Attitudes et savoir-être : reconnaître la pression négative de l'entourage (famille, ami-es, petit-es ami-es, etc.) et savoir comment y faire face ou comment parvenir à s'en détacher (p. 112). Le guide fait certainement référence tout aussi bien aux excisions qu'aux modifications transsexuelles. Primo, il est pernicieux d'amalgamer les deux. Secundo, le guide suggère qu'un enfant de 12 ans désireux d'entamer une démarche de transition hormonale devrait pouvoir se dégager de l'autorité des parents. Aurait-il la prétention de se substituer au Surmoi parental ? Dans tous les cas, il dénigre la limite et participe à la fabrication d'adultes atomisés maintenus en enfance psychique dont la finalité de l'existence sera la réalisation de toutes les envies. Le capitalisme s'en lèche d'ores et déjà les babines.

4) AUTODÉTERMINATION

Identité de genre et expression de genre (9-11 ans). Connaissances/savoirs : importance de l'autodétermination (p. 162). Une note en bas de page explique de quoi il retourne : « Le droit à l'autodétermination est un droit humain fondamental. Celle-ci reconnaît à chacun-e, indépendamment de son âge, de sa culture et de sa situation personnelle et sociale, la liberté de choisir sa vie sexuelle et relationnelle, de prendre ses propres décisions concernant sa santé sexuelle et reproductive ainsi que d'adopter les comportements qui en découlent, dans le respect des droits d'autrui¹² ». Un enfant de deux ans (ou, pourquoi pas, un nourrisson) pourrait, selon le guide, prendre des décisions en toute indépendance. Ce passage atteste de sa perversion, dans la mesure où il dénie l'une des deux dimensions fondamentales de l'espèce humaine, à savoir la différence générationnelle (l'autre, la différence sexuelle, étant elle aussi malmenée, à vrai dire).

5) TECHNOLOGIE

L'EVTRAS mentionne que les enfants doivent être capables de « repérer des stéréotypes de genre dans les personnages principaux de films, dessins animés, séries, jeux vidéo, publicités, etc. ». Bref, il encourage les bambins 2.0 à dire amen à tout ce que fabrique depuis plus ou moins dix ans l'industrie *Walt Disney* qui, par soucis de non-discrimination, discrimine à tout va¹³. *Pornographie et clichés (12-14 ans). Apprentissage : comprendre les usages de la pornographie, ses avantages et inconvénients (p. 210). Le guide pourrait-il expliquer en quoi consistent les avantages de la pornographie et pourquoi juge-t-il utile d'enseigner ceci à un enfant de 12 ans ?*

Risques et opportunités (5-8 ans). Apprentissage : comprendre les risques et opportunités liés à l'utilisation des outils numériques, en particulier les réseaux sociaux (p. 283). Le serpent se mord la queue : afin de prémunir les enfants contre la sursexualisation véhiculée notamment par les techniques numériques, l'EVTRAS encourage les enfants à utiliser les dites techniques numériques au lieu de préserver le plus longtemps possible de ce fléau. Le système technicien¹⁴ semble bel et bien s'émanciper de l'homme. Sécurité et outils numérique (12-14 ans). Habilités/savoir-faire : firter avec d'autres jeunes sur Internet/en ligne de manière sûre (p.288). Ici, l'EVTRAS incite aux liaisons virtuelles, participant de fait à la noble entreprise postmoderne d'aseptisation des relations humaines.

6) LIBÉRALISME

Consentement (15-18 ans). Apprentissage : prendre conscience que le consentement est indispensable pour un comportement sexuel sain, désiré, agréable et consensuel avec un·e ou plusieurs partenaires (p.89). Signe des temps libertins, l'EVRAS encourage sans les nommer les partouzes. Heureusement, le guide est garant de la Loi. Connaissances/savoirs : les facteurs (dynamiques de pouvoir, alcool et autres substances, violences sexuelles) qui rendent le consentement impossible à donner (p.90). Pour l'EVRAS, toute relation sexuelle entretenue sous l'effet d'une substance telle que l'alcool n'est pas consentie et représentée par conséquent d'un point de vue légal un viol, ce qui paraît quelque peu fallacieux. En somme, le guide dit ceci : « baiser à plusieurs, tu peux. Mais pas si t'as bu ». L'idéologie bourgeoise brassant perversion et puritanisme se dévoile tant et plus.

7) IDÉOLOGIE VS SCIENCE

L'ensemble du guide se prétend neutre et non idéologique. Pourtant, l'EVRAS se révèle plus dogmatique que scientifique. Les premiers mots de l'Evras concernent l'écriture inclusive adoptée dans le recueil (p. 9) : « Dans un objectif d'inclusivité, de lisibilité et de compréhension (sic), nous avons fait le choix d'utiliser l'écriture inclusive dans la rédaction du Guide pour l'EVRAS (...). Dès lors, voici une rapide explication des règles d'écriture inclusive que nous avons adoptées : Utilisation des pronoms " il ", " elle " et " iel " ou " ils ", " elles " et " iels " pour inclure un maximum de personnes. Le " iel-s " est une contraction du " il-s " et du " elle-s ". Ce pronom n'est pas genré et convient alors aux personnes qui ne s'identifient ni au genre féminin ni au masculin. Il peut aussi désigner les deux à la fois ». Le lecteur est prévenu : le décodage du texte risque d'être ardu. « Lors d'utilisation de termes tels que femme*, fille*, homme*, garçon*, cela réfère à toute personne s'identifiant comme tel·les. Ce sera mentionné par une astérisque¹⁵ dans ce document. Les démarches de l'EVRAS se fondent sur des valeurs de respect, d'égalité, d'accueil des différences et d'ouverture à l'autre. Elles visent à apporter une information fiable, impartiale ». Après cette longue description anti-discrimination (qui discrimine néanmoins les dyslexiques qui auront beaucoup de peine à déchiffrer un tel baratin), on ne peut pas vraiment dire que l'EVRAS soit particulièrement impartial.

Dans son lexique (p. 25), le guide fait référence à l'hétéronormativité : « En d'autres termes, c'est lorsqu'on considère que l'hétérosexualité va de soi, et qu'elle est utilisée par principe en référence. Ce Guide pour l'EVRAS se veut inclusif et non hétéronormatif ».

Le guide suggère qu'il est amoral de considérer l'hétérosexualité comme principe de référence. Il encourage, par souci de non-discrimination, la stigmatisation des personnes qui ne pensent pas comme lui. « Anatomie mâle/femelle (12-14 ans). Connaissances/savoirs : organes sexuels femelles et intersexués internes : 2 trompes utérines (anciennement appelées trompes de Fallope) » (p. 110). Ah bon ? Depuis quand ? Pourquoi ? Qui a décidé ce changement de terminaison ? Nous n'avons trouvé aucune référence, ni sur Internet, ni dans notre dictionnaire papier, qui indiquerait que « trompes de Fallope » soit un terme suranné. Peut-être que celui-ci est, d'un point de vue strictement phonétique, trop proche de « salope » et que cela a perturbé les inconscients quelque peu capricieux des auteurs du guide.

« Orientations sexuelles LGBA+ (9-11 ans) » (p. 168). Où sont passés les T Q et I ? Cet oubli n'est-il pas discriminant (ou peut-être représente-t-il un acte manqué révélateur d'une transphobie latente de la part des auteurs du guide) ? « LGBTQIA+ et discrimina-

tions (9-11 ans) (p. 173). Tout le monde est là, ouf ! Connaissances/savoirs : l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie, la transphobie, le sexisme, l'intersexophobie, l'acephobie, etc. ». Et l'hétérophobie ? « Attitudes/savoir-être : reconnaître l'impact positif des modèles LGBTQIA+ et l'importance de pouvoir identifier tous types de modèles positifs de manière à permettre à tous et toutes de s'identifier à des modèles qui leur correspondent ». Voici un exemple typique du langage managérial qui gangrène le fascicule. De plus, quel humain non encore complètement soumis au procès de réification déployé par le capitalisme (et toute orientation sexuelle confondue) ne se sentirait pas insulté à l'idée d'être assimilé à un modèle, « positif » ou non ?

« Les moyens d'avoir un enfant (9-11 ans). Apprentissage : prendre conscience qu'il existe plusieurs façons d'avoir un·e enfant » (p. 271). Le guide fait référence, sans les nommer, à des procédés qui choisissent et instrumentalisent les corps (PMA et GPA). Il ringardise, pour Le meilleur des mondes¹⁶, le bon vieux acte d'amour et participe au déclin des pulsions de vie.

l'EVRAS vise l'autonomie (A=non A)²⁰où (hétéronomie = autonomie). « Puberté et fertilité (12-14 ans). Connaissances/savoirs : fertilité des personnes ayant un utérus : ovulation, cycle menstruel. Fertilité des personnes ayant un pénis : production de spermatozoïdes » (p. 121). Voici un cas limpide de Novlangue : personnes ayant un utérus pour ne pas dire femmes et personnes ayant un pénis pour ne pas dire hommes. « Identités de genre et expressions de genre (9- 11 ans) : attitudes/savoir-être : développer son esprit critique face à la pression normative » (p. 162). En exhortant à développer l'esprit critique, l'EVRAS va à l'encontre de l'idée véritable d'un quelconque développement de l'esprit critique. De plus, le guide, même s'il feint ne pas l'être, fait partie intégrante de la pression normative qu'il suggère de critiquer. Le lecteur se retrouve ici confronté de plein fouet à un exemple particulièrement interpellant de discours paradoxal. « 12-14 ans. Connaissance/savoirs : le plaisir individuel, le plaisir partagé et le plaisir de(s) l'autre(s) ; la masturbation, l'intimité ». Ici, l'EVRAS suggère que parler dans un groupe de l'acte le plus intime qui soit pour un jeune adolescent (la masturbation) revient à respecter son intimité.



8) NOVLANGUE ET PARADOXALITÉ¹⁷

Comme tout outil dogmatique et totalisant, le guide EVRAS est orwellien¹⁸. Il renverse le réel en usant de discours paradoxaux (l'idéologie, c'est la neutralité). Il s'agit d'un modèle schizo-phrénogène propre à rendre l'autre fou¹⁹. Il utilise une novlangue (« hétéronormativité ») qui, tel l'arsenic, a pour effet la nécrose de ce dans quoi il s'écoule (ici le psychisme). Le guide indique : « L'EVRAS vise à soutenir la généralisation de l'EVRAS (en somme, le Guide à la prétention de s'auto-engendrer, ce qui représente un fantasme que l'on retrouve spécifiquement dans la psychose) dans l'enseignement ordinaire, spécialisé et dans les secteurs de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse, en apportant aux intervenant·es des balises communes pour favoriser l'autonomie des jeunes ». C'est donc par le dogme que

CONCLUSION

L'EVRAS est non seulement intrusif mais il emploie de plus un discours opératoire, managérial et paradoxal. Il s'agit d'une langue aseptisée et vidée de sa poésie qui risque d'être véhiculée aux enfants par l'intervenant, ce qui est peut-être l'aspect le plus inquiétant du guide. Nous avons visionné, pendant la rédaction de cet article, l'émission « The Voice Kid » à la télévision. Nous est alors venue à l'esprit l'idée que la société postmoderne devient incestuelle. Cette notion n'est pas à confondre avec l'inceste. Le psychanalyste Paul-Claude Racamier la définissait de cette façon : « Incestuel qualifie ce qui dans la vie psychique individuelle et familiale porte l'empreinte de l'inceste non fantasmé, sans qu'en soient nécessairement accomplies les formes génitales²¹ ». Le but de cet écrit n'est évidemment pas de réaliser une longue description théorique du concept. Que le lecteur retienne néanmoins ceci : l'incestualité découle d'une incapacité à fantasmer. Il s'agit d'un agir non agir relié à la paradoxalité. Il brouille les pistes ainsi que les différences sexuelles et générationnelles. L'exemple le plus typique est celui d'une famille dans laquelle l'intimité de chacun des membres n'est pas respectée (par exemple, la mère va aux toilettes en laissant la porte ouverte). Il règne dans ces environnements une forme de surexcitation sexuelle constante par laquelle l'inceste est réalisé sans être réalisé. L'indifférenciation y règne en maître. « The Voice Kid » est infecté des effluves de l'incestualité lorsque les (pseudos) stars de la chanson usent de leur pouvoir de séduction envers l'enfant afin que celui-ci décide de rejoindre l'une ou l'autre de leur équipe. De même, l'EVRAS sursexualise le rapport à l'infantile. Il dénie les différences sexuelles et générationnelles de telle façon à ce que les moutards soient psychiquement positionnés à la même place que les adultes. Il n'est pas question de prétendre, comme d'autres le font, qu'il existe des groupes pédophiles et sataniques tirant les occultes ficelles de ce traquenard. Nous souhaitons tout du moins dévoiler l'attitude inconsciente de l'EVRAS qui consiste à dénier l'inconscient. C'est ce qui le rend malheureusement peut-être plus pernicieux encore que toute initiative consciente. In fine, l'EVRAS est un symptôme d'un phénomène plus vaste que lui, à savoir l'embourgeoisement total de la société²² par lequel une parfaite étreinte entre perversion et puritanisme assure, main sur le cœur, la satisfaction des appétits les plus vulgaires de toutes les « classes » confondues.

Kenny Cadinu

1. <https://www.rtb.be/article/complotistes-extreme-droite-et-adeptes-de-theories-pedocriminelles-voici-le-reseau-des-desinformateurs-sur-l-evras-en-belgique-11256548>
 2. Guide de l'Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle, en Belgique.
 3. Tout porte à croire que l'article, non signé, a été rédigé par un stagiaire. Ou alors par Sacha Daout.
 4. La majuscule n'est pas de nous mais du guide lui-même.
 5. Le guide en question est accessible sur le site de l'EVRAS : <https://pactepourunenseignementd'excellence.cfwb.be/wp-content/uploads/2023/09/Annexe-3guideEVRAS-V4.pdf>
 6. Sigmund Freud, *Trois essais sur la théorie sexuelle*.
 7. Les zones érogènes.

8. En clair, indépendamment de la nutrition, nous prenons tous plaisir à manger. Même un bébé.
 9. Sigmund Freud, *Abrégé de psychanalyse*.
 10. D'autres rubriques issues du guide que nous ne retrouverons pas dans cet article sont également problématiques.
 11. Contrairement à ce que prétendent les mass médias, le guide n'a pas pour simple vocation d'être enseigné en 6^{ème} primaire et 4^{ème} secondaire.
 12. Pourtant, le guide ne voyait pas d'un très bon œil que les enfants s'inventent des mythes (p. 268). En gros, les gosses peuvent s'autodéterminer, pour peu que cela soit fait en suivant la voie tracée par le guide.
 13. Dans le sens où les castings sont clairement destinés à promouvoir les acteurs de couleurs ou les héros féminins. Voir, par exemple, les nouveaux Star Wars.

14. Voir l'œuvre de Jacques Ellul.
 15. Un astérisque !
 16. Voir le roman d'Aldous Huxley.
 17. Voir notre travail sur les discours paradoxaux, consultable à partir du 37^{ème} numéro de *L'Escargot déchaîné* : <https://www.escargotdechaîne.be/>
 18. Voir le roman *1984*.
 19. Voir le livre du psychanalyste américain Harold Searles, *L'effort pour rendre l'autre fou*.
 20. Voir Paul-Claude Racamier, *Les schizophrènes*.
 21. *L'inceste et l'incestuel*.
 22. Nous y reviendrons dans notre prochain article qui traitera de la *Métamorphose du bourgeois* de Jacques Ellul.

Péril numérique et Big Data

Chaque transition du support de l'information a été accompagnée de bouleversements sociétaux. Le passage de la tradition orale à l'écrit (dans la société occidentale, vers IV-V^e siècle, quand la reliure des livres se généralise¹, l'invention de l'imprimerie en 1450 par Gutenberg et aujourd'hui, le passage à l'ère numérique amorcé à la charnière des années 1970-80². La fameuse toile s'est créée à partir de « NSFNET » (une série de réseaux mise en place par la National Science Foundation pour l'échange scientifique), lui-même issu du « ARPANET » (système de télécommunication de la Défense des États-Unis)³. Depuis, l'accès au « World Wide Web » (www) s'est démocratisé, donnant naissance à un tout nouvel espace social. Cette transition nécessite un stockage de l'information sous format numérique dans des serveurs, ce qui implique par conséquent une transformation de cette information. Il s'agit de ce que les anglophones appellent la « digitalisation », dérivée de *digit* (= chiffre), provenant du latin *digitus* (= doigt, ce qui est quelque peu paradoxal, puisque dans l'espace numérique, plus rien n'est palpable). Ce nouvel univers virtuel émerge, accompagné de beaucoup d'inconnues, suscitant autant d'espoirs que de consternation. Un parallèle pourrait être fait avec la colonisation de nouveaux espaces géographiques : certains y voient des opportunités de s'épanouir, d'autres de s'enrichir.

Ce dossier discute certains enjeux de cette numérisation de la société. Le sujet étant très vaste, nous ne pouvons évidemment pas couvrir le « péril numérique » dans son entièreté : l'espionnage numérique, le web profond avec ses réseaux de criminalité, le *hacking*, la cryptomonnaie, les « œuvres d'art » numériques se présentant sous forme de *jeton non fongible* (NFT), etc. Dans ce dossier, nous nous sommes concentrés sur deux aspects : d'une part sur ce que l'on appelle l'*habitus* (terme sociologique qui pourrait se traduire par une « manière d'être » – voir l'article *Le Big Data et la Servitude* de Roland Gori dans ce dossier) et d'autre part les données numériques. Les deux sont étroitement liés. En effet, la société adopte un nouveau comportement face au monde numérique – tout le monde est constamment connecté – et cela génère de manière ininterrompue des données sur la toile, donnant naissance au *Big Data*. Ce que les anglophones appellent le *Big Data* (ou « données massives » en français) répond à trois caractéristiques principales : le volume, la vitesse et la variété⁴. En effet, la quantité de données sur le web est absolument gigantesque et ne cesse d'être générée, partagée et capturée avec une vitesse spectaculaire. La nature de ces données est très diversifiée : texte, web, images, vidéos, mails, enregistrements audio... Le *Big Data* constitue donc une source quasi inépuisable d'informations qui peut être exploitée par ceux qui le désirent, à condition qu'ils aient les outils nécessaires pour traiter

ces données. Qu'il s'agisse d'entreprises privées qui s'en servent pour s'enrichir ou de gouvernements qui les utilisent à des fins de surveillance ou de contrôle, nous fournissons toutes ces données (volontairement et bien malgré nous) et d'une certaine façon nous donnons le bâton pour nous faire battre. L'indice se trouve d'ailleurs déjà dans le terme « donnée » ! Il est logique ce que l'on « donne » soit « reçu » par quelqu'un d'autre !

La raison d'être de ce dossier est d'attirer l'attention sur cet *habitus numérique* qui pousse la société à tout digitaliser et d'explorer les menaces de l'exploitation de ces données, en espérant susciter chez le lecteur une réflexion sur des moyens d'éviter un monde numérique dystopique, afin de pouvoir naviguer dans l'océan de données tout en évitant les icebergs !

Dossier coordonné par Kaarle Parikka

1. À quand remonte le plus vieux livre en France ?, Radio France, 1^{er} juin 2022.

2. <https://www.cairn.info/les-100-mots-des-telecommunications--9782130574767-page-89.htm>

3. Glowinski J., "History, structure, and function of the internet", in *Seminars in Nuclear Medicine* 1998, pp. 28 (2) & 135-144.

4. <https://www.cnil.fr/fr/definition/big-data>



BIG DAT(ADN)

Nous vivons une époque d'évolutions scientifiques où les chercheurs ne cessent d'avancer dans le décryptage du génome humain. Le séquençage du génome humain a été entamé en octobre 1990 et s'est terminé en avril 2003¹. À partir de cette date, le monde a basculé de l'ère « génomique » à l'ère « post-génomique »². Bien souvent, les termes « génétique » et « génomique » sont utilisés de manière interchangeable, les deux disciplines se consacrant à l'étude de l'ADN. La différence est liée à une question d'échelle : la « génétique » consiste en l'analyse des gènes *individuels* et de leur implication dans l'hérédité alors que la « génomique » s'intéresse à des *ensembles* de gènes (ou à leur totalité) et à leurs interactions environnementales, impliquant généralement de ce fait de grandes bases de données³. La complexité et l'ampleur des données nécessitent des approches théoriques, de la modélisation mathématique et de l'analyse en utilisant des outils informatiques. Par conséquent, parmi les branches de la biologie qui étudient la génomique (et la génétique) figurent ce que l'on appelle la *biologie computationnelle* (ou *biologie numérique*) ainsi que la *bioinformatique*. Que cela soit en biologie ou en médecine, les bases de données génétiques et génomiques ne cessent de s'accroître et cette tendance s'accroît avec la démocratisation des prix des séquençages. En effet, si le coût du séquençage du tout premier génome humain entre les années 1999 et 2000 a été estimé à 300 millions de dollars, les prix sont descendus à 15.000 dollars en 2010 et sont actuellement estimés à 600 euros⁴. Ces données constituent une mine d'or à ceux qui pourraient les exploiter, mais de quel intérêt parle-t-on ?

D'abord, il y a ce que l'on pourrait considérer comme une « exploitation intellectuelle » qui concerne la recherche scientifique. Les bases de données servent à des fins d'analyses, d'hypothèses, d'expérimentations, de modèles etc. À titre d'exemple, l'Institut de Pathologie et de Génétique (IPG) à Gosselies, où j'ai travaillé dans le passé, réalise de la recherche biomédicale sur les génomes humains. L'objectif est d'une part de chercher des gènes responsables de maladies héréditaires dans le génome de patients et d'autre part de découvrir de nouveaux gènes (ou ensembles de gènes) qui pourraient expliquer certaines maladies. De tels gènes sont par exemple *BRCA-1* et *BRCA-2* qui sont des « suppresseurs de tumeurs ».

Quand des mutations apparaissent dans ces gènes, le patient a plus de risques de développer un cancer du sein car une défaillance cause une perte de surveillance laissant la porte ouverte au développement du cancer (qui peut se développer...ou non). Les chercheurs de l'IPG cherchent également chez des patients atteints d'autisme des causes génétiques, dont certaines ont déjà été identifiées. Les troubles de l'autisme constituant un spectre, avec une symptomatologie et un diagnostic complexe, la tâche d'identifier des causes génétiques est ardue. Mais il est important de comprendre que la croyance commune consistant à penser qu'un gène équivalait à un symptôme est erronée. S'il existe des exemples où un gène bien précis peut être tenu responsable d'une condition bien précise (comme par exemple le gène CFTR, dont la mutation est responsable de la mucoviscidose), la majorité des gènes agissent en symphonie. Par conséquent, un dysfonctionnement dans un gène passera peut-être inaperçue. En d'autres termes, une fausse note d'un musicien dans un orchestre ne sera probablement pas perçue par le public (si tant est que le musicien en question ne fasse pas de solo). C'est pourquoi les bases de données génomiques constituent une source d'information cruciale, qu'il s'agisse de recherches biomédicales ou tout simplement de l'étude de génomes de limaces par des zoologistes.

L'influence de notre patrimoine génétique ne se limite pas aux traits physiques. Dans son livre *Blueprint*⁵, Robert Plomin décrit la façon dont notre comportement est lié à notre génome, sur des

résultats acquis pendant toute sa carrière. Plomin est un psychologue généticien qui a étudié l'influence des gènes sur le comportement humain sur plusieurs centaines de jumeaux identiques (dont les génomes sont donc 100 % identiques) ainsi que sur des enfants adoptés. Certains de ses sujets d'étude ont été suivis pendant plus de 40 ans ! Le sujet est à la fois passionnant et inconfortable, étant donné qu'il relance un vieux débat sur le déterminisme (biologique) et la liberté humaine (ou libre arbitre)... Sans parler qu'il contredit la pensée dominante chez les sociologues qui attribuent plus d'importance aux interactions sociales qu'à la génétique. Parmi les messages principaux de Plomin figurent le fait que les gènes orientent fortement notre comportement, mais d'une manière beaucoup plus complexe que précédemment envisagée. Il remet en question la

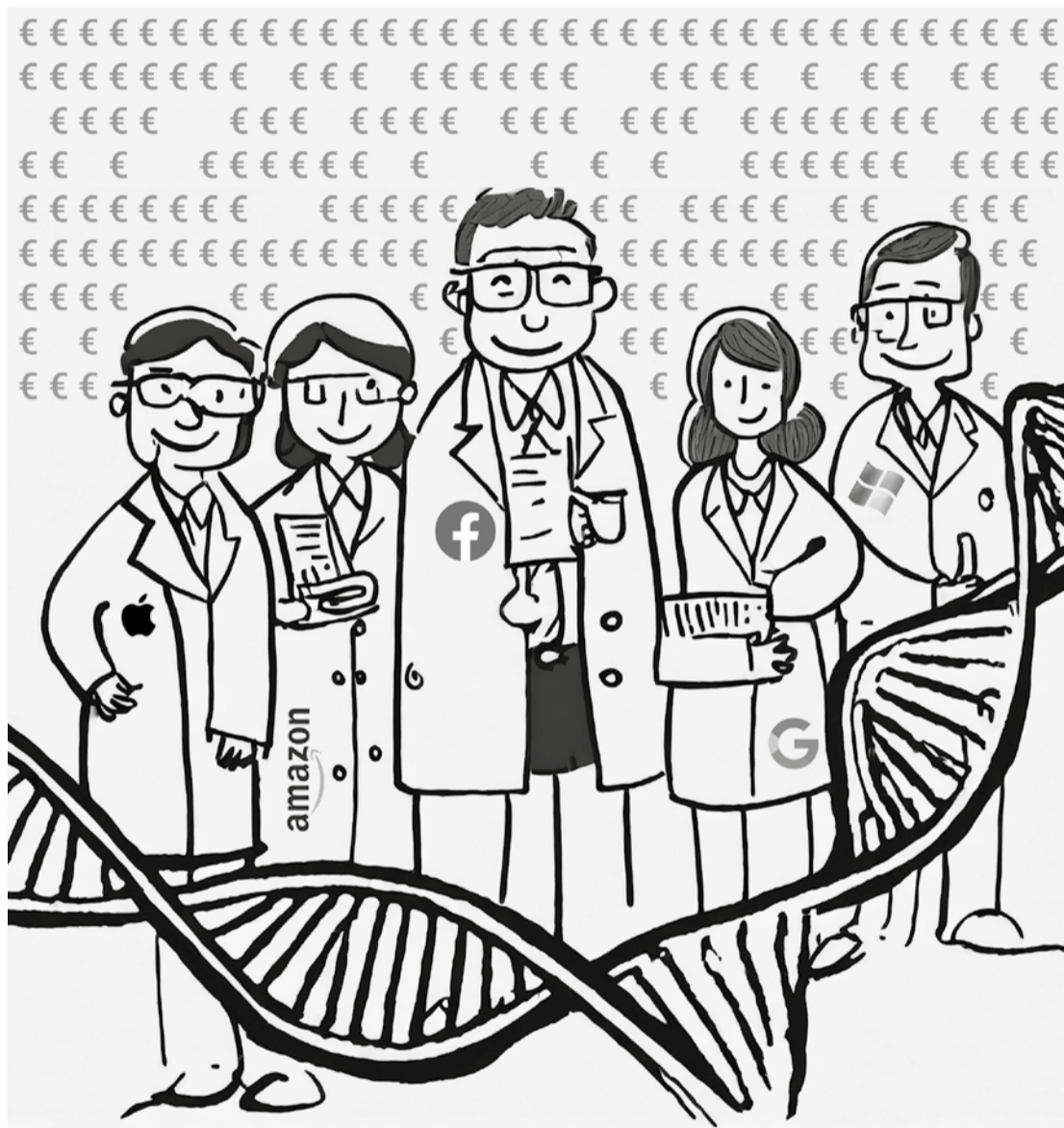
et économiques. Les GAFAM (c'est-à-dire les géants du web : Google (Alphabet), Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft) se servent de nos données pour s'enrichir. Je pense que la prochaine étape du Big Data concernera les données génomiques, c'est-à-dire de notre ADN (« Big DatADN »). Que l'on demeure sceptique par rapport à l'influence des gènes sur notre comportement ou pas, l'information génétique suscite un grand intérêt dans plusieurs domaines, dont par exemple le secteur médical (et le Big Pharma), les compagnies d'assurances, les banques et enfin les gouvernements dans un contexte de crédit social (voir l'article « Le crédit social en Union européenne : Des portefeuilles d'identité au passe sanitaire mondial » de Victorien Solae dans ce dossier). Malheureusement, l'exploitation des données génétiques a déjà commencé. Il existe

des entreprises d'études généalogiques, comme MyHeritage, AncestryDNA ou 23&Me qui proposent une analyse de l'ADN du client pour un montant inférieur à 100 euros. Le client achète un kit, puis réalise un frottis (similaire aux auto-tests covid) et l'envoi à l'entreprise qui, après analyse, dévoile nos origines ethniques. Si cela peut être très intéressant en soi, le devenir de nos données par la suite reste flou et doit susciter la méfiance. Des pays comme la France ont interdit ce type de tests, mais en Belgique, cela n'est pas le cas. MyHeritage a d'ores et déjà une base de données avec 13 milliards d'enregistrements historiques (voir le site « lebigdata.fr » pour une revue excellente sur le sujet⁶). Un risque est que ces entreprises puissent être rachetées (comme cela a été le cas pour MyHeritage qui a été acquise par Francisco Partners, une entreprise d'investissement dans le domaine de la technologie⁷, la propriété des données étant transférée à d'autres entreprises avec éventuellement des chartes de protection de données moins strictes. Ces firmes peuvent également subir des fuites de données (cela fut également le cas pour MyHeritage), ou peuvent tout simplement choisir de vendre leurs données, puisqu'elles en sont légalement propriétaires. L'entreprise 23&Me a vendu, il y a quelques années, la quasi-totalité des données génétiques de ses 5 millions de clients à l'industriel pharmaceutique GlaxoSmithKline⁸.

La nature de la récolte des données n'est pas cloisonnée, mais complémentaire : les données économiques (nos données bancaires, ...), sociales (réseaux sociaux, ...), génétiques, etc. combinées formeront un tout qui permettra à ceux qui les détiennent

d'avoir une vision effroyablement complète et pointue sur les identités et les agissements des individus. Qu'il s'agisse d'intérêt économique ou de contrôle totalitaire, les individus en paieront la facture.

Kaarle Parikka



dichotomie génome/environnement en le caractérisant comme une fausse opposition : les gènes (et le corps) sont en constante interaction avec l'environnement. En fin de compte, l'environnement influence les gènes tout comme les gènes influencent l'environnement. Parmi les exemples que j'ai trouvés intéressants figure la propension à la lecture. Des jumeaux identiques séparés dès la naissance et vivant dans des familles d'accueil différentes ont non seulement le même poids au même âge (indépendamment de la qualité et de la quantité de la nourriture fournie), mais ils présentent également des comportements similaires comme la tendance à lire ! S'il n'existe pas de gène de « lecture de livre », la curiosité est probablement un trait de caractère qui s'hérite ; et une des manifestations possibles de la curiosité est la lecture de livres. Il en va de même pour l'hérédité de quotient intellectuel (QI). Que le QI soit une mesure d'intelligence pertinente (je ne le pense pas) n'est pas le sujet de cet article, mais plutôt le fait que l'hérédité ne soit pas réduite à des traits physiques. Cela peut paraître polémique, pourtant les parents ont toujours pris plaisir à identifier chez leurs enfants des traits de caractères hérités d'eux-mêmes. Dans des cas plus spécifiques, on observe un lien direct entre le comportement et les désordres génétiques (comme la trisomie 21). Ces exemples du quotidien démontrent que l'hérédité ne se limite pas aux traits physiques. Et cela nous mène au second type de profit que l'on peut tirer des bases de données génomiques : l'argent.

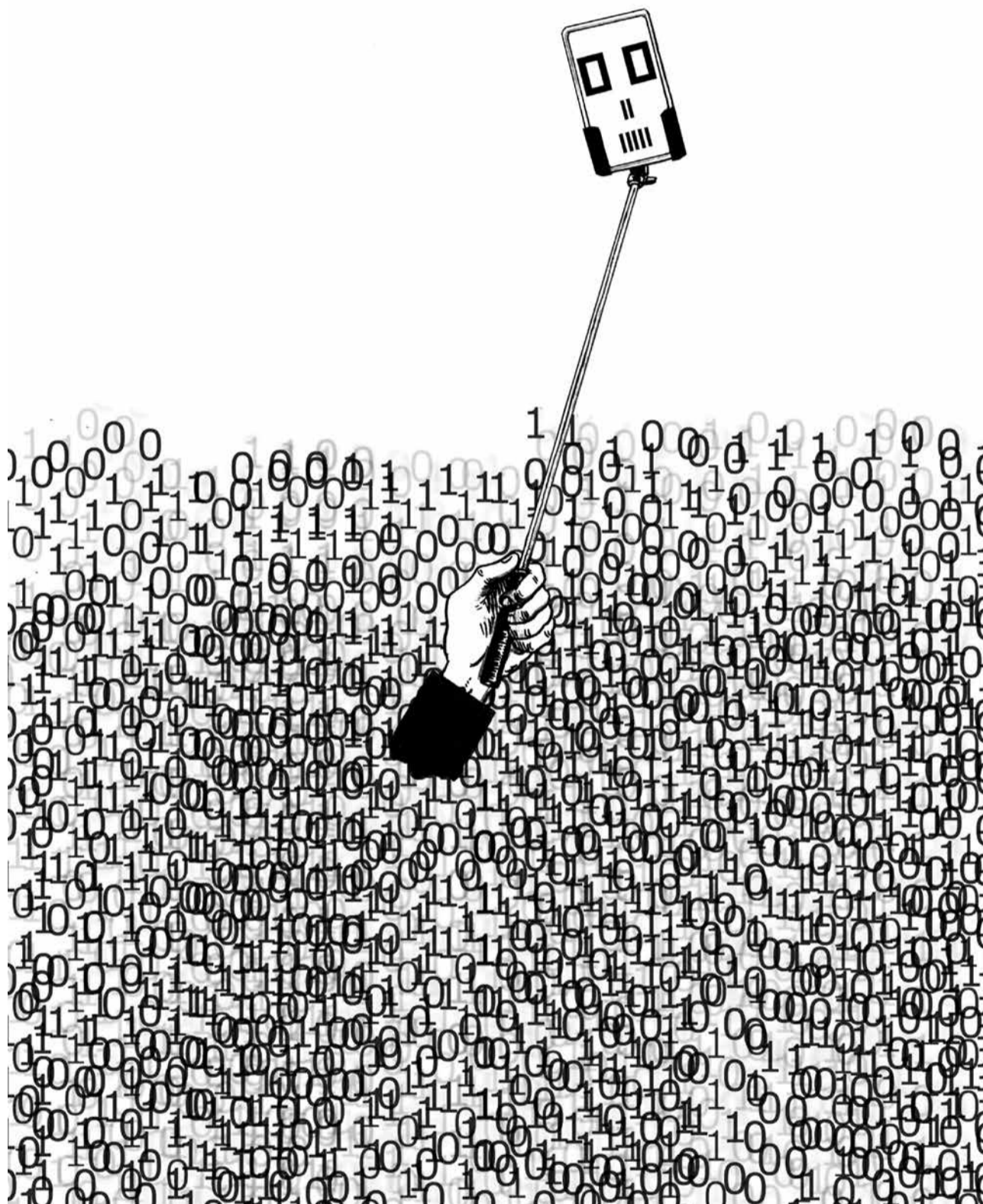
L'expression « Big Data » concerne surtout les données sociales

- <https://www.genome.gov/human-genome-project>
- de Castex, Elisabeth. « Laurence Perbal, Gènes et comportements à l'ère post-génomique », Paris, Vrin, Coll. Pour demain, 2011, 176 p. », Corps, vol. 14, no. 1, 2016, pp. 157-160. et Holmes C., Carlson S. M., McDonald F., Jones M., Graham J., *Exploring the post-genomic world: differing explanatory and manipulatory functions of post-genomic sciences*, New Genet Soc. 2016 Jan 2;35(1):49-68.
- Ibid.*
- The cost of sequencing a human genome.* <https://www.genome.gov/about-genomics/fact-sheets/Sequencing-Human-Genome-cost>
- Blueprint: How DNA Makes Us Who We Are*, Penguin Books Ltd., 2018, (ISBN 9780241282076)
- <https://www.lebigdata.fr/myheritage-deep-nostalgia>
- Ibid.*
- <https://www.lebigdata.fr/top-fuites-de-donnees-2019>
- Tests ADN : une vente de données crée la polémique.* Les Échos, 8 août 2018.

Le Big Data et la Servitude

Entretien avec Roland Gori*

Illustration : Mickomix



gestion totalitaire des individus et des populations. Au moins à première vue, tant que l'on feint d'ignorer les véritables pouvoirs qui demeurent en coulisses. Car effectivement l'information vaut de l'or, elle partage avec l'argent cette qualité d'abstraction, soustraction du sensible, de la chair, du concret, qui permet de faire prévaloir la valeur d'échange sur la valeur d'usage. Et d'entrer ainsi dans une nouvelle version du capitalisme que l'on nomme le « capitalisme financier ». Contrairement à ce que dit le Pr Ouellet, l'alliance entre le temps, l'argent et l'information est évidente. La communication en temps réel permet de plonger les objets du monde sensible et du vivant dans un bain algorithmique qui les dissout pour les convertir en produits financiers aptes à accroître une logique de profit comme jamais auparavant. Les informations deviennent un *capital* exploitable par des pouvoirs politiques et financiers comparable aux ressources économiques et génétiques des populations. Il n'empêche que c'est leur conversion en produits financiers qui est indissociable du temps gagné ou perdu.

Vous reprenez dans *La fabrique de nos servitudes*³ le terme d'*habitus* conceptualisé par Pierre Bourdieu. Pouvez-vous nous en décrire l'application à l'usage des appareils numériques qu'en fait la population ?

Le terme d'*habitus* conceptualisé par Bourdieu est une notion majeure à l'interface de la sociologie et de la psychologie. Il s'agit de la disposition à se représenter le monde, les autres et soi-même et à y agir selon certaines formes symboliques acquises dans les relations sociales, au premier rang desquelles les relations familiales et scolaires, intériorisées comme habitudes devenues des styles de vie et de pensée. Il est essentiel d'insister sur ce point : l'expérience pratique du monde, l'action des agents sociaux, leurs croyances et leurs représentations découlent de leur ajustement permanent entre les réalités objectives sociales et ces structures symboliques incorporées (les *habitus*). Les normes sociales sont aussi des catégories de penser, de juger et d'agir. Ce terme d'*habitus* a été conceptualisé par Bourdieu comme « schème de conduite ». Il signifie à l'origine « mode d'être ou d'agir », « manière de se comporter ». L'*habitus* est cette sorte de sens pratique qui permet aux individus de s'adapter aux situations de manière infra-consciente, quasi immédiate, comme un joueur de tennis qui, sur un court, se positionne automatiquement et se soumet aux règles du jeu sans avoir à y penser. Les jeux sociaux sont des jeux qui se font oublier en tant que tels par le pouvoir de ce que Bourdieu nomme l'*illusio*. Cette capacité provient de l'intériorisation, de l'incorporation psychiques de structures sociales établissant une complicité ontologique du sujet avec les attentes collectives du champ dans lequel il se trouve. Bourdieu montre avec précision, à partir de l'étude des paysans du Béarn confrontés aux manières des villes, comment l'incorporation des structures sociales ne passe pas par la conscience mais par la façon de tenir et de porter le corps. C'est dans cette incorporation des mœurs que s'enracine l'*habitus* qui guide l'ajustement quasi-immédiat des pratiques individuelles et collectives à l'ordre social. Au cours de l'histoire d'un individu, d'un groupe ou d'une société, se forment parfois des décalages qui peuvent aller jusqu'à des tensions et des contradictions douloureuses. Les *habitus* se trouvent alors *contrariés* par les nouvelles exigences sociales, elles exigent des individus de devoir réajuster leurs schèmes d'action et de jugement. Dans les moments de *crise* et de *transition* que Bourdieu a parfaitement décrits, apparaît ce phénomène autant social que psychologique des « *habitus* *clivés* ou *déchirés* ». Le sociologue, à partir de ses travaux sur les travailleurs algériens, a montré le décalage entre des dispositions héritées de traditions et le mode de production capitaliste imposé par le colonialisme, par exemple. L'*habitus* clivé est à l'œuvre dans les moments de changement qui contraignent à adopter de nouvelles conduites, ou encore lorsqu'un individu est déchiré par des dispositions éthiques et culturelles en provenance de deux champs. C'est exactement ce qui est en train de se passer aujourd'hui avec l'introduction des nouvelles technologies dans le champ social et la fabrique d'un « homme computationnel ». Là se trouve la « fracture numérique »

K : Jean-François Ouellet, professeur en marketing à HEC Montréal, déclare que « dans l'ère numérique actuelle, c'est l'information en temps opportun, et non le temps, qui est de l'argent »¹. Pourtant, les entreprises privées ne sont pas les seules à s'intéresser au trafic de données qui accompagne la numérisation de nos sociétés. Quelles menaces identifiez-vous dans l'usage qu'en font les gouvernements ?

RG : La menace d'une société de contrôle total des comportements. Non à proprement parler un contrôle total des individus, mais un contrôle total des informations. Les individus deviennent les supports des informations qu'ils produisent, en le sachant ou sans le savoir. Cette emprise sur les flux des informations dans lesquels les individus sont emportés est devenu le moyen de les asservir, de les contrôler, de les surveiller, de les normaliser et de les transformer en marchandises. Cette surveillance des informations sur

lesquelles les pouvoirs prennent la main transforme les subjectivités et les soumet à une violence matérielle et symbolique. Cette manière de mener leurs conduites fait de nos sociétés actuelles des « sociétés de contrôle » au sein desquelles l'information devient un moyen de donner des ordres sans en avoir l'air. Les individus doivent accepter ces règles du jeu social qui sont autant de fabriques de servitude pour pouvoir être autorisés à entrer dans les danses et les gymnastiques collectives. Aujourd'hui, les informations tendent à devenir les véritables cibles des pouvoirs. Seules importent les informations captées, confisquées, prélevées, traitées par les États, les GAFAM et tous les partenaires de la vie économique, sociale, politique, culturelle, personnelle. C'est une nouvelle manière sociale et subjective d'exister. Les populations sont invitées à se soumettre, de gré ou de force à une culture qui a lâché la proie du vivant pour l'ombre des vérités algorithmiques. L'intelligence artificielle (IA), qui n'a d'intelligence que le nom², est devenue l'arbitre et le garant d'une

entre les classes sociales, les générations et les territoires. Une partie des humains est née avec la lecture numérique du monde et les connexions technologiques façonnant leurs actions et leurs manières d'être, d'autres ont acquis les deux cultures, analogique et digitale, et parviennent à les faire co-exister, d'autres encore sont « déchirés » entre les deux types d'habitus et en souffrent plus ou moins intensément. Ce long préambule pour bien comprendre l'importance de ces nouveaux habitus que produisent les nouvelles technologies dans les relations sociales et les styles de pensée. On ne saurait comprendre les recompositions des forces sociales, des champs culturels, des vecteurs politiques d'émancipation et de servitude sans préalablement prendre la mesure des changements d'habitus que produisent les lectures numériques du monde. Il y a une colonisation numérique de nos cultures et de nos habitus hérités du XX^e siècle qui est tout à fait comparable aux colonisations des mondialisations capitalistes du passé. La langue numérique nous tient à la patte par le fil des nouvelles technologies, à commencer par la « cybernétique » qui est aussi un art de gouverner, une « conduite des conduites » permettant de surveiller, de contrôler et de normaliser. Cette « cybernétisation » totalitaire de nos sociétés de contrôle avait été anticipée par Guy Debord : un « *contrôle perfectionné sur tous les aspects de la vie des gens, réduits à une passivité maximum dans la production automatisée comme dans une consommation entièrement orientée selon les mécanismes du spectacle, par les possesseurs de ces mécanismes* ». Incroyable vision prophétique énoncée en 1962 ! Cette cybernétisation de nos sociétés de contrôle permet de placer les humains sur des « autoroutes de servitude » où ils sont en permanence surveillés et contrôlés sans être enfermés. Et, comme toujours dans la modernité, les pouvoirs présentent ces changements dans l'exercice des métiers comme *un progrès et une émancipation*, alors même que dans les pratiques professionnelles il s'agit bien souvent d'une plus grande standardisation des actes, une prolétarisation des professionnels dont les règles de « bonnes pratiques » confisquent le savoir et le savoir-faire. C'est de cette manière que le *taylorisme*, appliqué au départ dans les usines de production à la chaîne, s'est étendu à l'ensemble des métiers. Que ce soit dans l'enseignement, la recherche, le soin, la culture, l'information, le travail social, la justice, les professionnels sont de plus en plus contraints par des protocoles et du « droit mou » (recommandations, certifications, évaluations) qui les dépossèdent de leurs capacités créatrices et de leurs initiatives « ouvrières ». Nous vivons dans des sociétés où la densité des normes, leur enflure et leur inflation, emprisonnent les individus dans un tissu, un réseau duquel il est de plus en plus difficile de se libérer. La force du numérique a été d'amplifier cette normalisation sociale en la rendant de plus en plus dense, brutale et invisible. Toutes les évaluations mises en place dans nos métiers accroissent au nom de l'efficacité et de la rentabilité cet esclavage des individus contraints à répondre à des scores et à des indicateurs quantitatifs de performance bien souvent établis par des gestionnaires et des consultants qui ignorent le métier.

Cet impérialisme du numérique compromet aussi la démocratie dont l'invention est celui d'un espace partagé de paroles et de débats contradictoires. À force de concevoir les humains comme des « logiciels », à l'image de la politique d'éducation de l'ex-ministre français de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, la notion même d'individu disparaît au profit de « profil bio-computationnel », de « faisceaux d'informations », de « somme de compétences », bref un organisme instrumental sans poésie et sans imagination. L'habitus qui en résulte est révélé par la pathologie des *otaku* et des *hikikomori*, ces « ermites de masse » de notre civilisation. Il s'agit de jeunes hommes, le plus souvent, qui vivent quasi-uniquement dans un « logis » informatique, refusent les pratiques sociales ordinaires, et organisent leurs vies quotidiennes de manière hyper-technique. Il s'agit véritablement de pratiques de vie alternatives au sein desquelles le cyberspace est préféré au monde réel et concret, où les technologies informatiques et vidéoludiques se substituent aux relations de chair, où le fétichisme de l'image permet une vie sexuelle et sociale « médiatique ». Une communauté « médiatique » et impersonnelle peut venir se substituer à la famille et aux amis. Le lien social n'est pas rompu, il est restreint en somme à l'usage de la « télécommande » dans les relations aux autres membres de la communauté médiatique. Les affinités électives avec les nouvelles technologies sont évidentes : l'appropriation du monde et des êtres se fait de manière « virtuelle ». Ces comportements aboutissent chez les adolescents et les jeunes adultes à une démission sociale, à une *désertification* des rapports humains. Le mot, *Hikikomori*, signifie « se retrancher » en japonais, Le symptôme commun à tous ces « cas », graves ou légers, réside dans le retrait social, le décrochage scolaire ou professionnel au profit des connexions numériques. Cette « phobie sociale » concerne moins l'angoisse du monde extérieur que l'implication relationnelle et affective qu'il requiert. Ce qui est évité, ce qui mobilise l'angoisse et exige le retrait réside dans le contact humain avec un autre fait de chair et de sang, un autre singulier, concret et forcément mystérieux. Cette évasion dans un monde interconnecté dans lequel les êtres virtuels sont préférés aux êtres de chair et de sang, devient plus fréquent qu'on ne le croit. Sans verser dans une pathologie sociale avérée et repérée, nombre de comportements relationnels et sociaux attestent de

cette appropriation numérique du monde et des autres aux dépens du vivant. Il faut bien comprendre que cette désertification sociale est en même temps l'habitus d'un *vide ontologique* dans lequel l'être humain se perçoit comme un « paquet d'informations » dépourvu de corps et de sensibilité.

Cet habitus est inculqué très tôt avec la numérisation des écoles. Que voyez-vous comme moyen de prévention contre l'implantation de cet habitus ?

Il s'agit d'en finir avec le totalitarisme numérique que reflètent aujourd'hui les formes sociales des évaluations avec leurs indicateurs quantitatifs de performances et les tests débiles imposés depuis le plus jeune âge. Max Weber disait que nous croyons aux chiffres comme d'autres civilisations ont cru aux esprits. Il faut mettre un terme à cette dangereuse illusion qui consiste à croire que la qualité n'est qu'une propriété émergente de la quantité. Il a été constaté avec les « rituels » des évaluations scolaires censées mesurer les connaissances que les résultats des élèves s'améliorent au fur et à mesure des passations des tests sans garantie d'une augmentation du niveau. Qu'est-ce qui s'améliore ? Le niveau de connaissance des élèves ou leur adaptation aux tests ? Un chercheur en sciences de l'éducation, Robert Linn⁴, a montré que les indicateurs des évaluations scolaires avaient toujours tendance à voir leurs résultats s'améliorer une fois qu'on les avait mises en place. Il retrouve le même scénario dans des enquêtes réalisées en milieu scolaire : les résultats s'améliorent les premiers temps au fur et à mesure que les élèves s'adaptent aux efforts que le test exige. Les incitant parfois à des stratégies de triche, puis passée la nouveauté, les enseignants comme les élèves s'en désintéressent et les indicateurs baissent. Nous avons besoin de nouveaux principes méthodologiques pour approcher le réel laissé au rebus des philosophies positivistes et des méthodes objectivistes. À distance d'une conception « instrumentale » de la connaissance et de ses objets, nous avons besoin d'une approche qui respecte la variété, la singularité, l'opacité, le multiple, l'incertain, le complexe. Ce serait une nouvelle manière d'être « réaliste » que de reconnaître au réel cette place et cette fonction. Pour cela il nous faut réhabiliter les valeurs du langage, de la parole et du récit, prendre soin de la biodiversité des savoirs et des pratiques qui donnent le monde. Le monopole aujourd'hui des langues algorithmiques sur l'ensemble de nos activités humaines constitue un risque majeur de révéler et de partager le monde dans un langage de « robots », esclave idéal de l'ontologie capitaliste. À moins que nous rappelant que « *Rien n'est Vrai, tout est vivant*⁵ », nous ne parvenions à redonner aux valeurs vernaculaires un droit de cité, créolisant la langue des robots avec un « *état poétique du monde* », restituant à la diversité des langues le pouvoir de chacune de révéler ce qui manque aux autres. Le code des algorithmes ne connaît jamais tout ce que l'humain a acquis à la mamelle de sa nourrice, tout ce qui bruisse dans les constructions embrouillées des peuples, les prononciations rugueuses des parlers vernaculaires, des accents plus ou moins harmonieux de la diversité des langues, les aphasies propres à chacune. Pas de parfum enivrant, d'odeurs suaves ou nauséabondes dans la langue des algorithmes, pas de mensonge non plus ou d'envoûtement, nul besoin d'appât. Le langage algorithmique s'en dispense puisqu'en lui-même il est déjà le leurre auquel son utilisateur se prend.

Pour Zygmunt Bauman « nous faisons volontairement beaucoup de choses que les pouvoirs totalitaires cherchaient à imposer par la force et la violence ou la peur. La modernité liquide a inventé de nouvelles manières de nous ôter notre liberté de décision dans des proportions que les régimes totalitaires n'avaient même pas rêvés. »⁶. Cette servitude se repose-t-elle uniquement sur la paresse des personnes qui livrent leurs données ?

La censure à notre époque prend une nouvelle forme, elle n'interdit pas, elle empêche, elle oblige et contraint en nous obligeant à choisir librement ce qui a déjà été décidé pour nous. Les pouvoirs manipulent, aident de manière plus ou moins « douce » mais toujours insidieuse les citoyens dans leurs prises de décision par des « coups de pouce » adroitement distribués. C'est ce que l'on nomme la pratique des « nudges », soit les « coups de pouce », inspirée de l'économie comportementale et de ses *stratégies d'influence sociale*. Il s'agit moins d'en appeler à la raison critique des citoyens en débattant de façon argumentée dans un espace démocratique que d'agir sur leurs *comportements*. L'exemple parfait de nudge est la grosse mouche noire dessinée près du siphon dans les urinoirs qui réduit de près de 80% les éclaboussures. La déclaration d'impôts automatique figure parmi les « petits nudges » suggérés par Richard Thaler et Cass Sunstein⁷. Tout contribuable reçoit une déclaration pré-remplie par l'administration fiscale qu'il n'a plus qu'à vérifier et à signer. Cette manière de faire permet aux contribuables d'économiser un temps précieux consacré à la préparation de leur déclaration d'impôts, incite à se mettre en règle sans efforts. Les programmes de nudges sont infinis, depuis les programmes de lutte contre l'obésité jusqu'à celui de prévention des grossesses chez les adolescentes, en passant par les « vérificateurs de courtoisie » et la préparations des campagnes électorales. Cet esprit nudge renoue avec les formes de « manipulation sociale librement consentie »

et les stratégies de conditionnement des conduites bien connue des psychologues.

La numérisation est-elle, en soi, le problème ou bien l'usage qu'on en fait ? Ce sont deux manières de penser fréquemment rencontrées.

Je me suis à plusieurs reprises, dans mes derniers ouvrages, exprimé sur ce point : c'est la perversion sociale des logiques de domination qui transforme une découverte scientifique ou technique en dispositif d'asservissement. Pourquoi faut-il qu'à chaque fois, dans l'histoire de l'humanité, les découvertes techniques, potentiellement porteuses d'émancipation sociale et culturelle, se soient elles aussi transformées en dispositifs de servitude et d'exploitation ? Comment, par exemple, la langue numérique, qui peut être la meilleure ou la pire des choses, peut-elle, aujourd'hui, se transformer en vecteur de contrôle social et de normalisation culturelle au service des pratiques de domination ? Sont-ce les techniques ou le langage ontologique qu'elles induisent qui les transforment de médicament en poison ? C'est évident, la modernité a toujours essayé d'utiliser la technique comme moyen de résoudre tout problème humain qui se posait à elle ; ce n'est pas la faute des techniques mais de leur utilisation sociale et politique.

Vous écrivez que « la révolution numérique produit ses propres modes de révolte d'insoumission ». En avez-vous déjà identifié ?

Bien évidemment, tous les usages du numérique ne concourent pas à la servitude puisque ce moyen de connexion entre les humains a servi aussi les causes de révolte, d'insoumission, d'information. De plus, il est difficile de ne pas concevoir le pire de ses usages, comme les *fake news* ou les manipulations des « *ingénieurs du chaos* » (Cf. Da Empoli) comme des modes de révolte et d'insoumission contre les pouvoirs politiques en *sabotant* les machines dont ils se servent pour nous asservir. « Saboter » vient du « sabot » que les ouvriers des usines mettaient dans les machines pour ralentir ou bloquer les cadences qui les aliénaient. Il en va de même avec le sabotage des machines abstraites du numérique.

Comme remède à ce que l'on pourrait considérer comme l'habitus numérique, vous proposez entre autres l'habitus de l'utopie ainsi que l'acte de la création. Pouvez-vous préciser ?

La place du rêve et de cette « pensée humiliée » qu'est l'imagination (Albert Camus) participe de la volonté de changer la vie et de dissoudre en son sein la puissance de l'art, à commencer par celui de la poésie. L'importance des affects, des émotions et des passions, poussés jusqu'aux excès de l'ivresse et de l'extase, de toutes sortes de débordements, signe la *révolte* contre l'affairement à la productivité industrielle du capitalisme, la quantification du temps et la mécanisation de la vie quotidienne. Le conformisme et l'ennui hantent les espaces de rentabilité et d'utilité qui s'incarnent, par exemple, dans l'architecture, les habitations, les programmes scolaires ou les chaînes d'informations. Ce sont ces maladies du rationalisme moderne que combattent les révoltes intellectuelles, du romantisme au situationnisme, en passant par le surréalisme. À charge pour elles de transformer les utopies en mouvements révolutionnaires et en luttes sociales, à quoi elles peinent parfois à parvenir : « *L'utopie est ce qui manque au monde, le seul réalisme capable de dénouer le nœud des impossibles*.⁸ ». Il s'agit pour nous moins de fabriquer de nouveaux projets, de nouvelles fictions, de nouveaux récits d'avenir radieux que d'extraire de toute situation le potentiel révolutionnaire d'inédit, de devenir infini, de possibilités nouvelles que la mise en ordre du monde empêche.

Propos recueillis en ligne par Kaarle Parikka

* psychanalyste, professeur émérite de psychologie et psychopathologie clinique à l'Université d'Aix-Marseille.

1. <https://www.acxionpme.ca/utiliser-big-data-strategie-numerique/>

2. Georges Canguilhem écrit : « *Inutile de relever l'usage, c'est-à-dire l'abus, d'expressions non pertinentes telles que cerveau conscient, machine consciente, cerveau artificiel, ou intelligence artificielle.* » Le Cerveau et la pensée, in Georges Canguilhem. *Philosophe, historien des sciences*, Albin Michel, 1993, p. 21.

3. Roland Gori, *La fabrique de nos servitudes*, Les liens qui libèrent, 2023.

4. Robert Linn, « Assessments an Accountability », *Educational Researcher*, 29 (2), pp. 4-16.

5. « Rien n'est vrai, tout est vivant » est le titre de la dernière conférence publique prononcée par Édouard Glissant le 8 avril 2010 à la Maison de l'Amérique Latine en clôture du séminaire de l'Institut du Tout-Monde.

6. Zygmunt Bauman, « La précarité est le seul élément qui rassemble », *Au fait. Une enquête, un entretien, des enjeux*, juin 2013.

7. Richard Thaler & Cass Sunstein, 2008, *Nudge. Comment inspirer la bonne décision*, Vuibert, 2010.

8. Édouard Glissant & Patrick Chamoiseau, *L'intraitable beauté du monde. Adresse à Barack Obama*, Galaade.com, 2009, p. 35.

Numérisation de l'École, le pacte faustien/d'excellence

« Notre principal effort est de veiller à ce que tout le monde puisse suivre le rythme des changements et à ce que personne ne soit mis de côté lorsque les exigences du travail changent.¹ »

Olaf Scholtz, chancelier de la République Fédérale d'Allemagne.

La numérisation de l'École serait-elle devenue un marronnier ? C'est en tout cas un thème que votre serviteur² a abordé plusieurs fois depuis une douzaine d'années³ en lanceur d'alerte, jusqu'à présent en vain. Car la Fédération Wallonie-Bruxelles n'est pas la Suède. Au printemps dernier, celle-ci a décidé de faire marche arrière — normal, avec un gouvernement de centre-droit, entends-je déjà — en enlevant les écrans et en réintroduisant les manuels scolaires. Il se fait que les derniers tests PISA ne donnaient pas une image très glorieuse du niveau des élèves suédois... L'exemple de politiques reconnaissant leur erreur fera-t-il tache d'huile ? On ne peut que l'espérer. Dans nos contrées, nous n'y sommes pas encore, les zélés de l'École numérique sont toujours au taquet⁴ ; à les écouter, là résideraient un destin et une vertu, celle de l'innovation, et même de la disruption. Pour l'institution scolaire, il s'agit toujours de « préparer les jeunes au monde qui les attend ». Mais quel monde ? Un cauchemar cybernétique répandant H24 un poison aussi intelligent qu'artificiel⁵ ? Et « implémenté » par qui ? Le peuple souverain ? Quoiqu'il en soit, la perspective n'est pas très motivante...

La citation ci-dessus relève à la fois de la langue de bois et de la *realpolitik* néolibérale à laquelle les dirigeants nous ont habitués depuis 4 décennies : marchez ou crevez, braves gens ! Ou dit plus gentiment : adaptez-vous⁶. Nous aurions envie de demander à Scholtz les précisions suivantes :

1. Pourquoi tout le monde devrait-il suivre le rythme des changements ?
2. De quels changements s'agit-il ?
3. Tout changement est-il nécessairement un progrès, *a fortiori* dans le domaine technique ?
4. Qui dicte les exigences du travail ?

Répondons brièvement à sa place.

1. La diversité régnant par définition dans le corps social, tout le monde n'est pas obligé de marcher au pas cadencé. Que ceux qui se pâment devant le « progrès technique » y aillent, grand bien (ou mal) leur fasse ; mais qu'ils fichent la paix aux autres.
2. Des changements surtout technologiques, qui nous sont imposés à la fois d'en haut — UE, OCDE, WEF pour le volet institutionnel, GAFAM et clubs patronaux pour le volet commercial — et d'à côté — tous les agents (famille, amis, collègues) qui *fonctionnent*, se robotisent, oubliant qu'ils sont nés humains et qu'il convient donc de vivre en humain.
3. Bien sûr que non. Citons par exemple la bombe atomique, les mines anti-personnel, les pesticides, la nanotechnologie, les réseaux asociaux d'Internet, le QR-code, les « vaccins » à ARN messenger, la 5G, la monnaie numérique, etc.
4. Les propriétaires des outils de travail, autrement dit, de nos jours, principalement les entreprises transnationales, dont les quatre volontés sont obligeamment relayées par les États et les médias dominants.

DANS LES LIVRES...

Ceux qui ont quitté l'enseignement depuis 2019 — par pension, détachement professionnel ou démission — n'endurent plus la pres-



Illustration : Barbara Lemarchal

sion à la numérisation. S'ils ne sont pas définitivement dégoûtés, ils peuvent lire les chercheurs⁷, universitaires ou non, qui décortiquent l'école numérique et l'addiction aux écrans, comme ces deux Québécois professeurs de philosophie, Eric Martin et Sébastien Mussi, auteurs de *Bienvenue dans la machine. Enseigner à l'ère numérique* (Écosociété, 2023), un essai philosophico-politique à mettre dans les mains de tout enseignant. On peut voir ces auteurs comme des représentants de ce que devrait être une authentique écologie politique, mâtinée de luddisme⁸ et de décroissance. Ils enquêtent sur le cas du Québec à partir de chiffres assez comparables à ceux des pays européens. Ils constatent que « [...] on branche, on arrime l'école sur le développement technico-économique et sur les systèmes autonomes qui ont pris le contrôle de notre monde⁹ » et que « la nouvelle éducation ne sert plus à initier et à inviter les nouveaux venus à la société, à la culture, au monde commun qui lui préexistent ; bien au contraire, elle est mobilisée pour dissoudre le rapport à la société, à la culture locale aussi bien qu'universelle, au politique. Elle produit alors des individus déracinés, hors sol, avant de les repiquer au sein des réseaux informatique et des organisations multinationales du capitalisme globalisé¹⁰ ». Bien que l'école en ligne, généralisée pendant la période covidienne, soit inefficace, les politiques de nos contrées persistent et signent ; l'apprentissage à travers les réseaux (*networking*) est un des chevaux de Troie de la marchandisation de l'école ; l'arrivée de l'intelligence artificielle (comme Chat GPT) signifie l'obsolescence prochaine des professeurs, dont le rôle se bornera à « tenir la main aux enfants qui

devraient subir ce processus de dés-humanisation¹¹ » ; ajoutons-y encore le remplacement du principe de précaution par le « principe d'irresponsabilité », l'extension du contrôle, le déni de démocratie, l'illusion d'une école « verte », le risque cognitif... Voici le règne des « bouffons cybernétiques » acteurs de ce « totalitarisme systémique » dont parlait le sociologue canadien Michel Freitag. Martin et Mussi exhortent à aller résolument à contre-courant de la tendance actuelle, car il s'agit ni plus ni moins de sauver l'École de l'assaut des machines de guerre du transhumanisme.

ET SUR LE TERRAIN

Après la théorie, il était temps d'aller aussi sur le terrain pour rencontrer un acteur qui a allumé des contre-feux pour tenir la bête informatique à distance. Dominique Verlinden est le directeur de l'école communale du centre, à Uccle. Depuis cette rentrée 2023, les compétences numériques font officiellement leur apparition dans l'enseignement primaire, à charge pour les instituteurs/trices de se former rapidement. Mais le directeur ne l'entend pas de cette oreille, ce qu'il avait déjà formulé dans *Le Soir* du 29 août : « En tant que président de l'Union des directeurs d'écoles communales (UDEEC), je suis régulièrement appelé dans les médias. J'ai donc donné une interview dans *Le Soir* qui est tombée à pic. La journaliste ne venait

pas spécialement chercher une contre-argumentation, mais c'est avec celle-ci qu'elle a conclu son article ! L'École devrait s'abstenir de renforcer l'attrait pour les écrans. Pourtant il y a encore, hélas, des établissements qui misent tout sur les machines numériques. À l'inauguration de l'un d'eux, à Bruxelles, j'avais vu un énorme écran avec lequel de jeunes enfants d'une section maternelle s'amusaient, en testant ses multiples possibilités tactiles. Cette mode m'inquiète, elle devient un argument commercial pour attirer les élèves : "Venez chez nous, nous proposons des tablettes et des tableaux blancs interactifs dans les classes !". Mais pour faire quoi de mieux que ce qu'on fait déjà sans l'informatique ? La grande mode est aussi au codage. Des petites boîtes informatiques nous contactent, mais nous déclinons leur offre, comme la demande de certains parents d'intégrer des petits robots à l'apprentissage. Heureusement, la plupart d'entre eux sont de plus en plus sensibles aux arguments contre le numérique à l'école. Dans le cadre du Pacte d'excellence, tous les niveaux de l'enseignement obligatoire ont dû élaborer un "plan de pilotage", qui est une analyse approfondie de leur situation et de leurs pratiques, également à partir de données chiffrées disponibles. L'état des lieux portait évidemment aussi sur le numérique, parmi 15 autres thématiques. Dans un second temps, les écoles ont fixé des objectifs d'amélioration, qui sont évidemment variables d'un établissement à l'autre. Bien qu'on y ait argumenté dans le sens de la plus grande méfiance à l'égard des écrans, le plan de pilotage a pourtant été bien reçu par les autorités, les délégués aux contrats d'objectifs et les directeurs de zones. Est-ce que l'argumentaire a été lu en profondeur ? Je ne sais pas... J'y ai fait un compte-rendu de ce qui existe dans notre école en matière de numérisation scolaire mais en parlant aussi d'autres priorités, comme celle de compenser le syndrome du "manque de nature" particulièrement présent en milieu urbain. J'affichais la couleur et citais de nombreuses références, dont les ouvrages de Michel Desmurget, La fabrique du crétin digital et Faites-les lire !¹² Je suis satisfait d'avoir intégré toutes ces remarques dans ce document officiel, validé par les instances communales et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est une petite victoire symbolique que je peux revendiquer pour résister quelque peu à d'éventuelles pressions à la numérisation. Elle a aussi une dimension politique, au sens noble du terme... Enseigner est en effet un acte politique : dans quelle société veut-on vivre ? »

« J'ai pris conscience du problème de la numérisation de l'école progressivement, car on ne voyait pas les choses arriver directement. Remarquons que le numérique n'est pas seulement présent dans la classe, mais en dehors, dans la préparation des cours. Les enseignants communiquent entre eux sur des réseaux sociaux à propos de leurs pratiques, ce qui est en soi une bonne chose. Mais comme les partages de ressources "pédagogiques" sont pléthoriques, certains vont littéralement "à la pêche" sur Internet, en s'appropriant des outils conçus par d'autres, sans recul ni réflexion... Il y a aussi des enseignants qui utilisent leur smartphone en classe, par exemple pour scanner des QR-codes lors de la correction d'un exercice. En quoi une telle pratique sert-elle la cause ? Certains sont même devenus des "ambassadeurs" de Microsoft en recevant des outils gratuits, perdant du coup leur autonomie et leur liberté de pensée. Ils deviennent de véritables influenceurs ! On est loin de l'enseignant-chercheur que je préconise. D'un autre côté, il y a les questions éthiques et écologiques qui sont bien connues, et qu'il faut intégrer dans la réflexivité des acteurs de l'école. Tout comme les questions économiques, qui montrent des disparités entre les familles. Visons la cohérence et la conscience. Les institutrices et institutrices de mon établissement adhèrent à ce discours en théorie. Même si certains vont quand même ponctuellement "à la pêche sur le Net", aucun ne me demande du matériel informatique, sauf lorsque cela est justifié, par exemple pour un enfant dyslexique ou dyspraxique. Il y a une dizaine d'années, le parc informatique de l'école a été démantelé au profit de projets ayant du sens, comme le rayonnement musical et l'initiation à l'environnement, ou encore tous les projets visant à améliorer le bien-être et le vivre-ensemble. »

« Du côté des enseignants, qui ont un rôle crucial à jouer, je considère qu'ils doivent lire davantage et devenir des enseignants-penseurs-chercheurs aptes à s'affranchir des courants de pensée dominants et à faire des choix assumés. Par exemple, notre établissement possède un jardin dans lequel sont organisées plein d'activités pédagogiques ; ça, c'est bien plus important pour les écoliers que de leur mettre une tablette dans les mains ! Le problème des enseignants non lecteurs, c'est que paradoxalement ils sont chargés de transmettre le goût de la lecture, celle-ci étant au centre de tous les enjeux d'apprentissages. Or les inégalités de lecture sont abyssales entre les écoliers, certains lisant en deux jours ce que d'autres liront en un an ! Pour combattre cette tendance, les enseignants doivent

commencer par lire eux-mêmes, ce qui est hélas loin d'être gagné actuellement, puisqu'ils sont nombreux à n'avoir qu'une faible culture générale, gavés d'émissions et de séries sans intérêt... Il est difficile d'agir directement sur le milieu familial, contrairement à l'école, où il est de mon devoir d'aller à contre-sens de la tendance dominante, de lutter contre l'abêtissement et de développer une vision ambitieuse pour les enfants que nous accueillons et pour la société dans laquelle nous vivons. »

Merci Monsieur Verlinden, tout espoir n'est pas perdu !

Bernard Legros

1. « Un chancelier et un philosophe au travail », in *Philosophie Magazine*, n° 172, septembre 2023, p. 31.
2. Également signataire de l'appel de Beauchastel contre l'école numérique.
3. Cf. *Kairos*, n° 45, été 2020 ; Cédric Biagini, Christophe Cailleaux & François Jarrige (dir.), *Critiques de l'école numérique*, L'Échappée, 2019.
4. Comme Vincent Backeljau, instituteur et « référent numérique », qui estime que le numérique est une compétence que les enfants doivent acquérir « pour avoir une place dans la société actuelle ». Une place de petit robot ? Bruno Humbbeck, professeur de psycho-pédagogie à l'Université de Mons, lui emboîte le pas avec un charabia dont certains académiques ont le secret : « On peut utiliser l'attractivité pour des écrans pour cultiver des pédagogies de l'intérêt à partir d'un média attractif. Le problème de l'attractivité des écrans, c'est quand elle entraîne vers le vide ». Vide toi-même ! In *Le Soir*, 6 octobre 2023, p. 17.
5. Nous arrivons à la fusion de la cybernétique – qui vise l'interdépendance entre l'humain et la machine – et de l'intelligence artificielle – qui vise l'autonomie des machines. Une fois de plus, je ne peux m'empêcher de m'exclamer « quel progrès ! ».
6. Cf. Barbara Stiegler, « Il faut s'adapter ». *Sur un nouvel impératif politique*, Gallimard, 2019.
7. Précédemment Sabine Dufflo, Manfred Spitzer, Michel Desmurget, Hervé Krief, Julia Laina, Nicolas Alep, Fabrice Lebrun, Cédric Biagini, François Jarrige, Bruno Patino, Pièce et main d'œuvre, Philippe Bihouix, Karine Mauvilly, Nicholas Carr, Éric Sadin, les signataires de l'Appel de Beauchastel.
8. Premier mouvement techno-critique, né en Angleterre au début du XIX^e siècle, animé par le légendaire colonel Ludd « briseur de machines ».
9. Eric Martin & Sébastien Mussi, *Bienvenue dans la machine. Enseigner à l'ère numérique*, Écosociété, 2023, p. 164.
10. *Ibidem*, p. 163.
11. *Ibidem*.
12. Aux éditions du Seuil, 2019 et 2023.

Le crédit social en Union européenne : des portefeuilles d'identité au passe sanitaire mondial

La notation sociale des citoyens s'introduit en Union européenne (UE). Systématisée en Chine en 2014, elle se déploie à travers le monde par des instruments numériques de contrôle : portefeuille d'identité, passe sanitaire, etc. État des lieux d'un phénomène totalitaire prenant appui sur nos données.

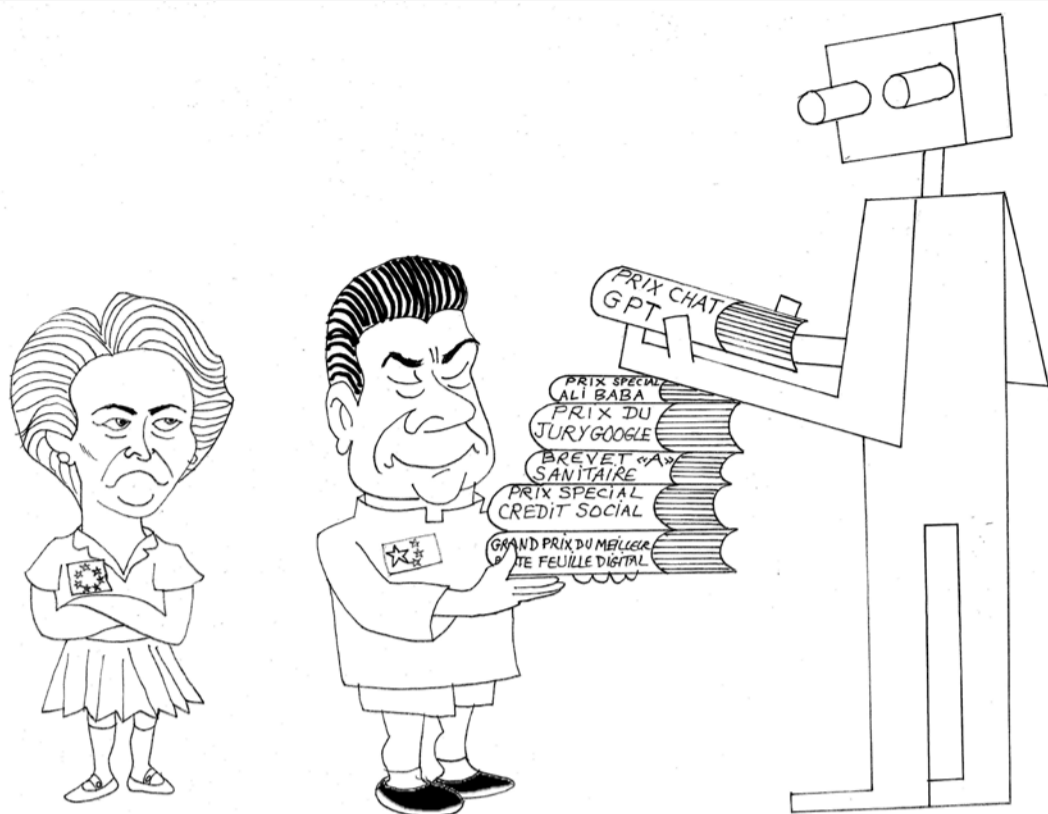
LES INSTRUMENTS DU CRÉDIT SOCIAL EUROPÉEN

Sous couvert d'écologie, de santé et de simplicité, la notation sociale des citoyens est en passe de devenir réalité en Europe. Inspiré de la notation de crédit américaine et européenne, le crédit social s'est développé en Chine avant d'y être érigé en système. Dans l'Empire du Milieu, les citoyens jugés vertueux se voient attribuer de bons points par le parti communiste, tandis que ceux regardés comme indignes voient leur note sociale décroître. Or, si à raison la notation sociale fait office d'épouvantail pour les démocraties occidentales, elle suit en Union européenne les pas de son homologue chinois. Incitative à ses débuts, cantonnée aux récompenses, elle pourrait devenir punitive, comme en Chine. Car derrière cette opposition entre un « bon crédit social européen » et un « mauvais crédit social chinois », les technologies soutenant cette notation s'éta-blissent sur le globe. Quelles sont-elles ?

En UE, la notation sociale repose sur le droit de l'intelligence artificielle (IA), des portefeuilles d'identité et des essais locaux. Tout d'abord, la proposition de règlement sur l'IA de la Commission européenne qui devait servir de moratoire contre le crédit social permet en réalité son introduction. Par principe, est interdite « la mise sur le marché, la mise en service ou l'utilisation, par les pouvoirs publics ou pour leur compte, de systèmes d'IA destinés à évaluer ou à établir un classement de la fiabilité des personnes physiques [...] en fonction de leur comportement social ou de caractéristiques personnelles ou de personnalités connues ou prédites¹ ». Mais cette interdiction est limitée à deux cas de figure. La notation sociale n'est prohibée que si le traitement est « préjudiciable ou défavorable » aux personnes : d'une part, dans les « contextes sociaux dissociés du contexte dans lequel les données ont été générées² », et d'autre part,

si ce traitement est « injustifié ou disproportionné par rapport [au] comportement social [de la personne] ou à la gravité de celui-ci³ ». Dit autrement, une note sociale favorable est possible. Même préjudiciable, une note issue du contexte de la collecte des données est permise, tout comme celle qui serait justifiée et proportionnée aux agissements de la personne. Ce régime d'exceptions généralise ainsi la notation sociale !

Parallèlement, deux essais facultatifs de crédit social ont vu le jour dès 2022 en Italie, à Bologne et à Rome. Les municipalités proposent à leurs habitants un « *Smart Citizen Wallet* » qui leur assure de cumuler de bons points s'ils respectent les comportements jugés éco-responsables. Concrètement, les citoyens qui n'auraient pas d'amende, qui trieraient leurs déchets, qui utiliseraient les transports en commun ou qui respecteraient les normes énergétiques⁴ sont récompensés par la ville : les points leur donnent accès à moindre coût à des services et produits d'entreprises partenaires de la ville. Toutefois, contrairement à l'actuel système chinois, ce portefeuille « intelligent » est pour le moment facultatif et grati-



fiant, excluant toute sanction. Selon ses concepteurs, il s'accorde d'ailleurs avec les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations unies.

Plus généralement, la révision du règlement eIDAS⁵ proposée par la Commission institue un portefeuille d'identité numérique : « Une identité fiable, que tout citoyen pourra utiliser partout en Europe⁶ », affirme la présidente Ursula von der Leyen. Certes optionnel, il concernera 80% des citoyens d'ici 2030. Contenant état civil, permis de conduire, diplômes, données financières, certificats de santé⁷, ce portefeuille sera utilisé dans « les domaines des transports, de l'énergie, des services bancaires et financiers, de la sécurité sociale, de la santé, de l'eau potable, des services postaux, des infrastructures numériques, de l'éducation ou des télécommunications⁸ ». Ses titulaires auront la possibilité de s'authentifier sur les grandes plateformes en ligne, telles que Meta, Amazon, Apple ou Google⁹. En outre, d'après la Commission, les européens dotés de ce portefeuille¹⁰ accéderont plus facilement à des prêts bancaires. Avec le futur règlement sur l'IA, ce portefeuille d'identité pourrait préfigurer la généralisation européenne des essais de crédit social en Italie. Cette notation de la fiabilité des personnes restera-t-elle facultative et non punitive ?

UN AIR DE DÉJÀ-VU

Avant de devenir coercitif, le crédit social chinois s'est imposé par étapes, en surfant justement sur l'incitation. Dans les années 1990, le Parti communiste chinois (PCC) s'inspire des systèmes de notation de crédit américains et européens : développant son économie de marché, le PCC souhaite évaluer la solvabilité des petits emprunteurs. Lin Jinyue, théoricien du crédit social, remet en 2000 son rapport au PCC : « Vers le système national de gestion de crédit ». Crédit social et crédit financier se confondent dans les discours du PCC : son secrétaire Jiang Zemin veut en 2002 « établir un système de crédit social compatible avec une économie de marché moderne¹¹ ». Mais en 2014, la notation sociale est consacrée par le « Schéma directeur pour la construction d'un système de crédit social¹² » du Conseil d'État. Au nom de la fiabilité, la note sociale des

citoyens regardés comme indignes de confiance diminue, celle de ceux reconnus fiables augmente. Dès lors, les « mauvais citoyens » ne peuvent plus accéder à certains postes, voyager, consommer, contacter leurs proches, etc.

Or à cette période, le crédit social se concrétise par des initiatives locales et diverses. En 2015, plusieurs villes adoptent un système partenaire des entreprises. Le géant chinois Alibaba propose le crédit Sésame, disponible sur l'application de paiement Alipay. Rembourser son prêt bancaire, acquérir des produits ou des services valorisés par Alibaba rapporte des points qui réservent des avantages lors de prochains achats. Par exemple, la ville de Hangzhou permet à ses citoyens de verser leur note Sésame sur leur carte municipale pour obtenir de nouveaux privilèges¹³. Tandis qu'en 2018 seul 25% de la population est notée, la Banque centrale chinoise élabore Baihang, un système étatique de notation, en association avec huit entreprises. Si les institutions publiques et privées collectent et partagent les données, en 2020 pourtant, 20% des territoires chinois¹⁴ sont exempts de notation sociale.

Progressive, la mise en œuvre technologique du système chinois connaît cependant un coup d'accélérateur phénoménal par la crise de la Covid-19. Désormais, le pays compte une caméra de surveillance pour trois habitants. Un code QR est alloué à chaque personne. La population est soumise au fichage biométrique et génomique¹⁵. Néanmoins, contrairement aux idées reçues, le système de crédit social chinois est loin d'être uniforme sur le territoire : en 2023, il n'existe aucun système central de notation¹⁶, quand la reconnaissance faciale en temps réel reste exceptionnelle¹⁷. Alors que le système chinois fait figure de bête noire pour l'Occident, face au règlement sur l'IA, aux essais italiens et aux passeports numériques, force est de constater que cette posture sert le progrès d'un système comparable en Europe. La portée incitative des instruments du crédit social européen pourrait se muer en coercition. Pire, la forte densité de la population européenne, ses technologies et ses nombreux réseaux d'échanges rendraient possible une application punitive bien plus rapide qu'en Chine. Faut-il la craindre ?

DES PRÉTENTIONS INTERNATIONALES

La crise de la Covid-19 est à l'origine de contraintes mondiales exercées sur les citoyens par des passes sanitaires, bientôt pérennisées. Pour faire état de son statut de santé, de nombreux États ont dans un premier temps conditionné les libertés à un passe sanitaire, obtenu soit par un test de dépistage (RT-PCR, auto-test), soit par son statut vaccinal (1 puis 2 doses). Toutefois, certains pays, tels la France, la Belgique ou l'Australie, ont transformé ce passe sanitaire¹⁸ en passe vaccinal¹⁹ : uniquement les « bons » citoyens vaccinés pouvaient accéder aux lieux publics et privés (restaurants, trains, etc.) ou encore conserver leur travail en lien avec le public²⁰. Plusieurs commentateurs²¹ ont alors comparé ce passe à un proto-crédit social : préserver ses droits et libertés en décrochant ce sésame « facultatif » supposait de se soumettre à l'inoculation de multiples doses de produits en phase III d'essai clinique²².

Si ces législations ne sont plus en vigueur, le passe sanitaire sera demain planétaire. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UE ont annoncé le 5 juin 2023 la création d'un passe sanitaire mondial²³ à partir du certificat COVID européen²⁴. Et ce document sera intégré au portefeuille d'identité numérique²⁵ ! Or, contrairement aux passes vaccinaux, trois options sont prévues par le certificat COVID : la vaccination²⁶, le test (PCR, auto-test, etc.)²⁷ ou une attestation de rétablissement²⁸. Plus clémente avec ses tests de dépistage, la même architecture technologique sera-t-elle retenue pour ce passe mondial ?

Quoiqu'il en soit, les technologies utiles à ce passe global participent de l'instauration d'un système mondial de crédit social, par le truchement de l'écologie et de la santé. En réaction à la Covid-19, l'OMS ébauche un accord sur la prévention, la préparation et la riposte en cas de pandémie. Le passe sanitaire n'est pas mentionné *stricto sensu* dans l'accord mais fait partie des « interventions non-pharmaceutiques²⁹ » et des « produits liés à la pandémie³⁰ ». Élargissant les pouvoirs dévolus à l'OMS, ce traité oblige notamment les États signataires à une coopération en matière de transfert de technologies et de partage de données. De façon inédite, il introduit l'« approche One Health³¹ ». Ce mouvement né d'associations de santé³² aux États-Unis dans les années 2000 et porté depuis par les Nations unies³³ conjugue la santé publique à la santé animale et environnementale. Bien que vertueuse, cette approche holistique de la santé interroge par sa mise en pratique technologique. Le passe sanitaire mondial s'étendra-t-il à d'autres domaines que la santé par l'approche ?

CONCLUSION

L'efficacité de ces systèmes technologiques de contrôle est remise en cause. Le passe vaccinal n'a pas fait montre de son utilité pour lutter contre la Covid-19. Pire, le coût environnemental de ces technologies est occulté, tout comme son incidence pour la santé publique, et ce, à l'encontre des objectifs affichés ! Enfin, la généralisation de la notation sociale annihile les valeurs démocratiques, en renforçant les inégalités économiques et en favorisant le déterminisme contre l'égalité en droits. Pour résister à ce totalitarisme paré d'écologie et de santé, refusons les moyens d'identification qui unifient les composantes de nos identités en ligne.

Victorien Solae, conseiller sur les données de santé à l'hôpital Lariboisière, Paris.

1. Art. 5 1. (c) Proposition de règlement établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle.

2. Art. 5 1. (c) i) *ibid.*

3. Art. 5 1. (c) ii) *ibid.*

4. Raffaele Gareri, « Citizen Wallet: la piattaforma che ti premia », *Comune.roma [en ligne]*, date inconnue. Giada Guida, « Bologna una città sempre più digitale: arriva lo Smart Citizen Wallet », *Bolognaindiretta*, 2022.

5. Proposition de règlement modifiant le règlement (UE) n° 910/2014 en ce qui concerne l'établissement d'un cadre européen relatif à une identité numérique.

6. Commission euro., « Discours sur l'état de l'Union de la présidente von der Leyen en session plénière du Parlement européen, 2020.

7. Commission euro., « EU Digital identity: 4 projects launched to test EUDI Wallet », 2023.

8. *op. cit.*

9. Commission euro., « Une identité numérique fiable et sécurisée pour tous les Européens », 2023.

10. Commission euro., « Une identité numérique pour tous les Européens. Un portefeuille numérique personnel pour les citoyens et résidents de l'UE », date inconnue.

11. 16^{ème} Congrès du Parti communiste chinois, rapport de Jiang Zemin, 2002.

12. Circulaire du Conseil d'État sur la distribution du schéma de planification pour la construction d'un système de crédit social (2014-2020), *Guofa*, 2014.

13. René Raphaël, Ling Xi, « Bons et mauvais Chinois. Quand l'État organise la notation de ses citoyens », *Le Monde diplomatique*, 2019.

14. Jessica Reilly, Muyao Lyu, Megan Robertson, « China's Social Credit System: Speculation vs. Reality », *The Diplomat*, 2021.

15. Josh Chin, Liza Lin, *Surveillance State*, St. Martin's Press, New York, 2022, 312 p.

16. Zeyi Yang, « China just announced a new social credit law. Here's what it means. », *MIT Technology Review*, 2022.

17. Yu-Jie Chen, Ching-Fu Lin, Han-Wei Liu, « Rule of trust: the power and perils of China's social credit megaproject », *Columbia Journal of Asian Law*, 2018.

18. Art. 1 à 11 Loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire.

19. Décret n° 2021-1343 du 14 octobre 2021.

20. Art. 12 à 19 Loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire.

21. Cyrille Dalmont, « Le passe vaccinal et l'engrenage d'une notation des citoyens », *Le Figaro*, 2022. Nathan Devers, « Le pass sanitaire est la porte ouverte à n'importe quelle mesure de crédit social », *CNEWS*, 2022.

22. Asma Maad, « Covid-19 : les essais de phase 3 des vaccins sont-ils terminés depuis des mois », comme l'affirme Olivier Véran ? », *Le Monde*, 2021.

23. Organisation mondiale de la santé, « La Commission européenne et l'OMS lancent une initiative historique en matière de santé numérique pour renforcer la sécurité sanitaire mondiale », 2023.

24. Règlement 2021/953 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19.

25. 1.5.2. Valeur ajoutée de l'intervention de l'Union, Proposition de règlement modifiant le règlement (UE) n° 910/2014.

26. Art. 3 1. a) Règlement 2021/953.

27. Art. 3 1. b) *ibid.* Voir aussi Art. 2 4) *ibid.*

28. Art. 3 1. c) *ibid.*

29. Art. 1. 1. (e) Bureau's text of the WHO convention, agreement or other international instrument on pandemic prevention, preparedness and response (WHO CA+).

30. Art. 18. 2. *ibid.*

31. Art. 1 1. (c) et art. 5. *ibid.*

32. American Medical Association ; American Veterinary Medical Association ; American Academy of Pediatrics ; American Nurses Association ; American Association of Public Health Physicians ; American Society of Tropical Medicine and Hygiene ; Centers for Disease Control and Prevention, etc.

33. Organisation mondiale de la santé, Organisation mondiale de la santé animale, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, Programme des Nations Unies pour l'environnement.

De l'ère coloniale à l'ère des colonies qui ont réussi : des Amériques au Pacifique en passant par la Palestine

« Peut-être est-ce un sujet sur lequel on ne peut donner aucune règle déterminée, mais l'admiration pour la domination sans bornes est une erreur ruineuse ; il n'est point de cas peut-être où l'on se méprend plus complètement sur le véritable intérêt du genre humain.

On doit souvent prendre la mesure de l'agrandissement souhaitable pour un État particulier de la condition de ses voisins. Là où plusieurs États sont contigus, ils devraient être proches de l'égalité afin d'être les uns pour les autres des objets mutuels de respect et de considération et pour posséder cette indépendance en laquelle consiste la vie politique d'une Nation. »¹

Adam Ferguson

Depuis le XV^e siècle, avec la conquête de l'Amérique, l'Europe a inauguré une nouvelle ère historique. Il s'agissait bien de conquête, c'est-à-dire d'une appropriation d'une nouvelle contrée, ce que les autochtones n'avaient pas fait. Pour eux la propriété privée n'existait pas, ou de façon très réduite. Une ère coloniale s'ouvrait. Certes, d'autres peuples avaient déjà colonisé, par exemple les Chinois au Tibet ; ils avaient même eu des aventures coloniales en Asie du Sud et jusqu'en Afrique au XV^e siècle. Mais ce fut sans lendemain et sans appropriation.

En Amérique, donc, privatisation de la terre, extermination des autochtones, remplacement et confinement dans des réserves.

Mais l'Amérique nous a réservé d'autres surprises, et c'est là que réside la nouveauté historique, ce fut la naissance de « colonies qui ont réussi » comme les États-Unis d'Amérique. Ils sont indépendants, mais il s'agit bien de colonies puisque ce ne sont pas les autochtones et leur culture, leurs langues qui ont le dessus, mais celles des colonisateurs. De plus, bien qu'étant des colonies, elles sont reconnues par les autres États. *Sic transit gloria mundi* (i.e. Alors la gloire du monde), aujourd'hui on n'imagine pas que soit possible le départ des centaines de millions de « colons » peuplant les Amériques, à l'instar de ce qu'ont fait les Français à deux reprises. La première fois en Acadie, d'où ils furent chassés par les Anglais lors du « grand dérangement », nom d'une sorte de génocide commis en 1755 ; une seconde fois avec les « pieds noirs » d'Algérie, Européens qui ont tous quitté leur pays de naissance. Reconnaissons quand même qu'ils l'avaient bien cherché : racisme, ségrégation, refus de donner les mêmes droits à des gens qui s'étaient installés avant eux, mais les colons aux Amériques ont fait « mieux », puisque en plus d'avoir pratiqué la même politique ségrégationniste, eux ont pu rester dans leur pays d'adoption...

Il est important de bien distinguer la nuance entre une « colonie » et une « colonie qui a réussi », car une fois reconnue par quasiment tous les États, il devient impossible d'exiger le départ des ex-colons. Personne n'en voudrait, étant donné qu'on a concédé le statut d'État indépendant à cette ex-colonie. Une « colonie qui a échoué », c'est par exemple l'Algérie qui a vu tous les Européens, colons et prolétaires quitter ce pays, où les Français n'ont remplacé ni exterminé aucun peuple (je ne parle pas d'individus). Mais l'Algérie française n'a jamais été indépendante et n'a donc jamais été acceptée par aucun État.

Il en fut différemment d'Israël, colonie jusqu'en 1948, puis « colonie en cours de réussite » à partir de cette date, puisque reconnue par de plus en plus d'États, y compris arabes, et notamment par le Fatah qui représentait la majorité des Palestiniens en 2003, à l'occasion des accords d'Oslo. Cependant, bien que passée par des



ENSEMBLE, OEUVRONS POUR DES COLONIES RÉUSSIES

habitants d'une « colonie qui a réussi » et un peuple colonisé, la voie tracée par le traité d'Oslo était bonne, car elle pouvait renforcer les tendances modérées dans les deux camps, laissant espérer une solution à deux États ou en tout cas des droits égaux pour tous. Tout cela pour dire qu'il est primordial pour tous les Palestiniens de pouvoir retourner à la table des négociations. Mais pour négocier il faudrait que le groupe de plus en plus majoritaire, le Hamas reconnaisse l'État d'Israël, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il faudrait aussi qu'en face on accepte l'idée qu'il puisse y avoir deux États, ce qui n'est pas le cas non plus.

Comment est-on passé d'une Palestine dominée par un parti laïque qui avait accepté l'État d'Israël en 2003 à cette situation sans issue ? D'après Tanya Reinhardt, la responsabilité viendrait d'Ariel Sharon qui aurait tout fait pour détruire les modérés (assassinats ciblés de leaders palestiniens modérés comme Hassini) et qui n'aurait accepté les accords d'Oslo « que pour gagner du temps, construire le mur (qui ne suit pas la ligne verte mais annexe des territoires palestiniens) et multiplier les colonies en Cisjordanie ». La seule solution eut été peut-être la non-violence totale de tous les Palestiniens, espérant ainsi faire descendre la tension et susciter une évolution de l'électorat israélien vers des partis plus pacifistes : mais peut-on demander à un peuple colonisé de faire preuve de tant d'abnégation ? Peut-on attendre une telle unanimité dans une population ? Car l'extrême droite israélienne et les militaires veillaient, prêts à fustiger et à prendre prétexte de la moindre incartade... Et surtout elle tuait pour un oui ou pour un non : assassinats ciblés, harcèlement des Palestiniens des territoires occupés. Elle « déclara une guerre à tout va contre le Hamas, dont elle tua tous les principaux dirigeants politiques et militaires [...] ». Plus tard, « Sharon allait mettre en œuvre un grand projet de nettoyage ethnique dans la partie de la

Cisjordanie mitoyenne avec Israël ». D'après Tanya Reinhardt, l'armée détiendrait le véritable pouvoir en Israël. Mais ne pourrait-on pas aussi ajouter la responsabilité du Hamas qui n'a jamais accepté ni la démocratie ni Israël² ?

Comme aux Amériques, l'enjeu est maintenant la survie des autochtones en attendant des jours meilleurs, ce moment où les Palestiniens modérés pourront discuter avec des Israéliens modérés. Car ils existent. Alors peut-être pourra-t-on espérer qu'ils obtiennent les mêmes droits que les citoyens israéliens, la reconnaissance de leurs actes de propriété datant de l'ère ottomane, etc., peut-être même un État. Pour l'instant les Palestiniens vivent dans des bantoustans, ils ne peuvent pas se déplacer librement chez eux, ils sont l'objet de harcèlement. La colère est compréhensible, mais la stratégie du Hamas est condamnable. Les attaques du 7 octobre ont fait plus de mal aux Palestiniens qu'à Israël. Le Hamas est un parti d'extrême droite fondamentaliste qui réduit l'identité palestinienne à une religion, qui veut créer une théocratie où les lois viendraient de Dieu — alors qu'elle viennent du peuple dans une démocratie — et qui, au-delà de son refus de reconnaître Israël, ne reconnaît ni la réalité ni finalement l'Autre⁴.

J'aimerais ajouter une dernière chose relative à la Nouvelle Calédonie, colonie française du Pacifique. Un jour, espérons-le, elle passera du statut de colonie à celui de « colonie qui a réussi », car elle sera indépendante, reconnue par les États du monde entier mais toujours colonie, car sa langue officielle sera le français et sa culture, productiviste. Elle sera la première colonie française « qui a réussi ». Espérons encore qu'un jour ses habitants lassés de l'extractivisme et du productivisme s'inspireront de la culture des autochtones pour décroître et vivre plus en harmonie entre eux. C'est aussi le même espoir pour toutes les « colonies qui ont réussi » : qu'elles s'inspirent un jour des cultures autochtones, qui sont non productivistes la plupart du temps. C'est alors qu'elles auront leur revanche sans agressivité, simplement parce que ce sont souvent ces cultures qui avaient raison. L'espoir viendrait-il finalement des « colonies qui ont réussi » ?

Jean-Luc Pasquinet

1. Essai sur l'histoire de la société civile, ENS, 2013, p. 60.

2. Cf. Tanya Reinhardt, *L'héritage de Sharon. Détruire la Palestine*, La Fabrique, 2006, p. 8.

3. Il est délicat d'établir une dichotomie pure entre Israël et le Hamas et de les présenter comme des ennemis, alors que de nombreux faits attestent d'une collaboration dès l'origine entre des factions du Hamas et le gouvernement israélien/Mossad. A ce titre, certains évoquent une attaque sous faux drapeau le 7 octobre. Voir à ce sujet l'interview de Michel Chossudovsky sur notre site.

4. Rappelons à ce titre que le gouvernement israélien peut être considéré comme d'extrême droite. Concernant l'instrumentalisation de l'extrême droite, notamment européenne, par Israël, lire sur notre site: "Israël" et l'extrême droite pro-sioniste".

TRIUMVIRAT

Un des traits caractéristique de notre temps désolé est la confusion généralisée, sorte de brouillard persistant, imprégnant les esprits. S'il paraît peu contestable que les réseaux dits sociaux, conjugués aux injonctions consenties à passer nos journées entières devant un écran, sont les marqueurs les plus évidents de cet imbroglio qui nous submerge, ce phénomène semble surtout la conséquence du mouvement convergent de trois évolutions des sociétés modernes que je vais tenter de décrire.

Pour bien les comprendre, il convient, dans un premier temps, d'en appréhender les racines, à travers les mutations technologiques et philosophiques qui ont marqué la fin de la Seconde Guerre mondiale. Tout d'abord, ce fut l'invention et la réalisation de la bombe atomique aux États-Unis.

Sa mise en pratique immédiate en juillet et août 1945 et ses développements civils et militaires ultérieurs ont défini une inversion « orwellienne » impensable jusque-là : promouvoir la mort, l'anéantissement, pour défendre la vie. Ensuite, la cybernétique, et les investissements colossaux dans l'informatique et l'Internet qui lui sont consubstantiels, a proposé une nouvelle gouvernance qui aurait probablement fait bondir tous les grands philosophes passés : déléguer aux machines la conduite de nos sociétés. Enfin, s'est installé, sous l'impulsion des grands penseurs de la gauche française des années 1960/70, le déplacement de la question sociale vers celle des minorités.

Ce glissement a fait passer progressivement les opposants déclarés au capitalisme industriel de la rupture, du refus, à l'assimilation, avec comme condition de cette reddition, le partage de la richesse et l'intégration de toutes les minorités au monde-machine dont l'État est le garant.

Ainsi, tous ceux qui souhaitent préserver la dignité, la beauté, la poésie, la mesure humaine, le labeur et l'autonomie vis-à-vis de l'État et de son monde-machine, et aussi vis-à-vis des industriels et de la marchandisation intégrale de nos vies, se heurtent-ils désormais à un triumvirat, association de trois courants stratégiques cherchant à s'accaparer le pouvoir¹, d'une complémentarité et d'une efficacité redoutables. Cette dernière est renforcée par une sorte de jeu de rôles dans lequel les uns prétendent s'opposer aux autres en offrant la parodie d'une démocratie avec ses pouvoirs et ses contre-pouvoirs, ses partisans et ses opposants. Ils sont, en réalité, trois rouages essentiels du même système technicien moderne et ils provoquent la destruction de la condition humaine, l'avènement du *Smart World*, tout en perpétuant la dévastation de la Terre et des éléments nécessaires à la vie terrestre.

Le premier élément de ce triumvirat qui nous plonge au fond d'un océan machinal et glacial englobant l'humanité tout entière, est constitué des multinationales et des grands groupes industriels, servis par la recherche scientifique dévoyée. Leur puissance conjuguée, qui a pris naissance avec l'essor industriel anglais puis français et européen au XIX^e siècle, est telle qu'elle leur permet d'infléchir très nettement l'organisation sociale des pays occidentaux afin de permettre un contrôle de plus en plus intrusif et coercitif sur des populations rendues à l'état de pions dans un jeu de dupes.

À l'instar de la *holding* Alphabet (Google), ils proposent, par ailleurs, une vitrine lisse et pernicieuse mettant en lumière le développement personnel à la sauce écolo où les individus sont sommés de trouver une vie apaisée et riche par eux-mêmes pour s'inscrire dans un mouvement général qui, on se demande bien comment, changera le monde pour en faire l'Éden tant attendu. On entreperçoit ici une conséquence de la troisième mutation évoquée précédemment et que l'on va retrouver dans les deux éléments suivants. Le collectif et le politique s'effacent afin de déplacer la responsabilité des agissements à la plus petite partie, l'indivisible, c'est-à-dire l'individu.

Le second élément de ce triumvirat est l'État moderne. Il est appuyé, pour nous qui avons le privilège de vivre en France, par une instance supranationale, l'Union européenne. L'État utilise tous les moyens à sa disposition, notamment l'armée, la police et la bureaucratie numérisée, pour imposer, de gré ou de force, l'organisation sociale modifiée sans cesse qui doit s'adapter aux



Illustration : Cassou

innovations permanentes du système technicien. Le portefeuille d'identité numérique, promis pour l'année prochaine par les technocrates européens, en est le dernier exemple. Notre caractère humain devra, si nous voulons continuer à vivre selon les modalités imposées par l'État, se réduire à notre « citoyeneté numérique ». Le virtuel remplacera alors notre inscription physique dans l'espace et le temps ; et la notation de tous nos faits et gestes conditionnera l'accession aux services de l'État comme à ceux des entreprises privées. Cette infamie ne peut se mettre en place qu'en raison de l'acceptation massive de tous, ou presque, à l'aliénation, mêlée de fascination, aux smartphones connectés. Alors qu'ils sont complémentaires, le jeu consiste à donner à croire que l'État, commandé par l'UE, est là pour réguler la domination des industriels et, ainsi, imposer à ces derniers une conduite vertueuse et respectueuse des droits supposés des citoyens. En se référant encore à Alphabet, l'observation détaillée de cette comédie à l'italienne est succulente. C'est une tartufferie sans limite où le gentil (l'UE) fait semblant de frapper avec sa trique le méchant (Google), exactement comme dans Guignol. Le résultat, quant à lui, est désespérant puisqu'il signifie un sauf-conduit absolu. Les directives européennes sont, en réalité, une copie conforme des recommandations et des *desiderata* des multinationales².

La troisième composante de ce trident acéré est la supposée opposition au capitalisme triomphant. Celle-ci, que l'on peut nommer par habitude la « gauche », peut se diviser en deux camps non étanches. Les entités institutionnelles, partis politiques et syndicats, d'un côté, les alternatifs libertaires et les radicaux, de l'autre. Pour les premiers, la messe est dite depuis bien longtemps et leur conversion à l'économie de marché comme à la religion du progrès technologique ne se discute plus. La transformation des

activités syndicales en France en offre une bonne illustration. Alors que les statuts de la CGT, lors de sa création en 1905, indiquaient la sortie du capitalisme et du salariat comme objectifs de la lutte syndicale, à partir de 1968, avec les accords de Grenelle, les directions successives deviendront, peu à peu, des co-gestionnaires du système industriel capitaliste en partenariat avec les chefs d'entreprise. La CFDT, quant à elle, en abandonnant l'autogestion dans les années 1970, suivra un chemin analogue. Les partis politiques de « gauche » désirent, pour leur part, uniquement que le partage des richesses produites soit plus équitable, et que l'innovation technologique et numérique soit « verte ». Ils ne semblent nullement gênés par la contradiction entre l'écologie sociale et le système technicien, pourtant merveilleusement mis en lumière et en perspective par Bernard Charbonneau et Jacques Ellul. Leurs attitudes, très proches durant l'épisode covid, montrent assez clairement qu'ils défendent l'ordre industriel, dont la tyrannie sanitaire fut un formidable accélérateur, qui nous conduit, hélas, vers l'anéantissement de la condition humaine.

Pour les seconds, les alternatifs libertaires comme les radicaux, ils ont muté progressivement vers une analyse de la société complètement dépolitisée. Pour les uns, leur seul horizon semble être la volonté affichée de défendre toutes les minorités, aussi réduites fussent-elles, afin de permettre leur intégration, comme les autres, au monde-machine. C'est ainsi qu'ils en sont venus à défendre l'Internet et les smartphones, la recherche biologique et industrielle, les vaccins ou encore la destruction de la nature à travers la négation du fondement de l'humanité, la distinction mâle-femelle. Sous prétexte de lutter contre des maux bien réels (patriarcat, colonialisme, racisme, pauvreté...), ils imposent un despotisme extrêmement violent qui les conduit à œuvrer pour faire taire par la force tous

ceux qui dénoncent leur idéologie simpliste et totalitaire. Ils sont les dépositaires d'un ministère de la Vérité, version alternative, complémentaire de celui du gouvernement. Ils sont ainsi devenus, sans le savoir, des alliés du pouvoir³, défendant la mutation actuelle vers le transhumanisme et vers l'incarcération des humains dans une société du contrôle et de la contrainte, entièrement numérisée.

Ce renversement, qu'évoque Michel Bounan à propos de Napoléon III, se trouve partagé par toute la « gauche » actuelle. Il consiste à prétendre établir la justice sociale, sans s'attaquer aux racines du capitalisme industriel, en imposant une dictature abjecte⁴. Celle qui impose l'égalité d'humains standardisés, numérisés, à l'intérieur d'une société automatisée, privés de la beauté de l'âme, de l'enracinement dans la terre et de l'amour de l'autre dans toute sa diversité. Enfin, pour les radicaux, à leur tête se trouvent des petits groupes assoiffés de pouvoir et capables de manipuler et de manœuvrer une grande partie de ceux qui désirent sincèrement lutter contre le pouvoir. Ces « activistes du spectacle »⁵ mettent en scène une médiatisation outrancière, suivant des codes très précis⁶ et appuyée par des avocats invités par les grands médias. Celle-ci est accompagnée de campagnes publicitaires particulièrement efficaces. Ils entendent ainsi mener les masses vers l'obéissance mais leurs méthodes comme leurs discours révèlent une absence complète de réflexions politiques et de perspectives réelles⁷, à l'exception de l'ambition, vide de sens, de « sauver la planète ». Leur aliénation à la vie connectée, aux smartphones et à la vie qu'ils produisent,

pourtant en contradiction avec leur seul leitmotiv, indique assez clairement leur soumission inconsciente au monde-machine. La violence qu'ils assument et revendiquent, prête à sacrifier des vies humaines, ne fait que renforcer et légitimer la violence assumée de l'État et des armées à son service.

Face à ce triumvirat et face à la confusion qu'il engendre, il me semble que nous devons, plus que jamais, défendre la mesure humaine et ses limites, refuser l'aliénation aux machines et le joug de l'État. Restaurer progressivement, pas à pas, l'autonomie à travers la création de communes libres et sociales⁸ respectant les humains, la nature, le cosmos et ouvertes à l'autre et au dialogue. Rester debout et résister du mieux possible pour tenter de préserver la poésie, l'amour, le labeur, la joie d'être au monde afin d'habiter ce dernier autrement. Sans oublier, à un échelon très local, de tenter de préserver de la dévastation industrielle la terre sur laquelle nous vivons. Nous pourrions alors nous inscrire dans l'héritage des « naturiens » anarchistes de la fin du XIX^e siècle⁹ et dans celui de Charbonneau¹⁰ et Ellul qui, en s'opposant à l'État et aux machines, ont su tracer un chemin vers la dignité et la modestie humaine.

Hervé Krief

Nouvel essai, *La Béatification. Sa lente survenue de Napoléon III au crédit social*, Quartz, 2023.

1. Selon *Le Larousse*, 1978.
2. Bruno Poncelet, *La révolution numérique : créatrice ou destructrice d'emplois ?*, CEPAG, 2017.
3. « Ce procédé [...] permet de conserver la structure d'une analyse politique (dont on sait qu'elle rencontre déjà trop d'esprits disposés à la comprendre) mais d'en modifier la cible et d'entraîner ainsi un courant d'opposition qui risquerait de devenir dangereux vers des actions inoffensives ou même utiles aux manipulateurs. » Michel Bounan, *L'État retors*, Allia, 1992.
4. Georges Bernanos, *La France contre les robots*, Plon, 1970 (1^{ère} édition 1945).
5. En référence à Guy Debord.
6. « ... Ces performances politiques sonnent comme de la publicité... » *Le Monde diplomatique* 826, janvier 2023.
7. *Contre le phagocytage des luttes par les Soulèvements de la Terre*, par des anciens de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, avril 2023.
8. Cf. *Ombres et lumières. La faible lueur d'une bougie est préférable aux ténèbres de la modernité connectée*, Quartz, 2021.
9. Cf. François Jarrige (présentation), *Gravelle, Zisly et les anarchistes naturiens contre la civilisation industrielle*, Le Passager clandestin, 2016.
10. Cf. Bernard Charbonneau, *Le Système et le Chaos. Où va notre société ?*, Anthropos, 1973.

FILS DE PUB

Alain Adriaens

Nouveaux créneaux pour la publicité

Les autorités prônent la sobriété. Déjà, seuls les ménages sont priés de réduire leur consommation. Les commerces et les sociétés, eux, ne sont pas soumis aux mêmes prescriptions. Mais, folle incohérence, la publicité va à l'encontre de ces conseils destinés à réduire l'effet de serre qui augmente de plus en plus. Un exemple de ce qu'il ne faudrait pas faire est la publicité pour une voiture Audi. En une vidéo de 1 minute, cette publicité est le comble de ce qu'il ne faudrait pas dire. Voyons ce que nous émet cette publicité : « Cette voiture éveille nos sens, innovation et créativité, immersif qui vous connecte au monde et perspectives inédites, inspiration, fusion fascinante, intelligente, digitale, dimension nouvelle, cadre technologique des plus durables, vision haut de gamme du progrès. » Quelques substantifs pour paraître un peu écolo, mais surtout la panoplie des conseils futuristes de l'innovation qui innove.

EFFETS DE LA PUBLICITÉ SUR LE WEB...

Il n'est pas facile d'évaluer l'effet des publicités sur les internautes, notamment celles qui défilent sur internet. Certains, comme votre serveur, évitent les produits vantés. En effet, on sait que la publicité coûte cher : idées de base, élaboration du scénario, réalisation, mise en ligne sur internet... Tout cela coûte cher et, inévitablement, ce coût supplémentaire est financé en l'incorporant dans le prix du produit. Et puis, regarder une vidéo ou un clip, interrompu par des encarts publicitaires, cela peut sérieusement énerver.

Une étude sur la question va débiter. C'est bien nécessaire, car 85% des Européens ont accès à internet à leur domicile et plus de 5 milliards de personnes dans le monde possèdent un smartphone. Cette hyperconnexion a évidemment suscité l'intérêt des publicitaires qui ont bien vite envahi le secteur.

La pression sur les internautes qui en résulte n'est guère analysée. Cependant, une étude vient d'être lancée. Cette recherche

est financée par l'Agence nationale de la recherche et elle dispose d'un budget de 380.000€ sur 48 mois. La responsable de l'étude, Sandra Camus, à qui on a confié la recherche, est directrice du Groupe de Recherche Angevin en Économie et Management (*Grænem*). Cette unité de recherche s'intéresse aux effets insidieux des images publicitaires et promotionnelles sur les internautes. Sandra Camus précise l'objet de l'étude : « L'objectif est de comprendre comment les stratégies de communication visent à améliorer le caractère attractif et distrayant des images digitales et à optimiser le ciblage bouleversent la société en impactant, sous certaines conditions, négativement les individus. Il existe très peu de travaux sur leurs effets indésirables pour les consommateurs, surtout lorsqu'il s'agit d'images au contenu a priori anodin. Pourtant, même pour des images en apparence inoffensives, des effets négatifs insidieux peuvent être identifiés. »

Sandra Camus ambitionne à terme de proposer des actions de communication et des préconisations à l'attention des utilisateurs, des organisations et des pouvoirs publics. Ce projet s'inscrit aussi dans la logique des travaux à finalité sociétale de la recherche francophone en *marketing* et des projets de loi en cours de la Commission européenne sur les plateformes digitales visant à mieux protéger les consommateurs et leurs droits fondamentaux.

LES RAPPEURS UTILISÉS

Il n'aura pas fallu beaucoup de temps pour que les publicitaires se rendent compte du potentiel commercial des rappeurs qui sont, pour certains, les artistes les plus suivis par la jeunesse, au même titre que certains footballeurs.

On observe que la moitié du *rap-game* actuel développe la réclame pour les pronostiqueurs de paris sportifs, activité largement décriée et contrôlée. Mais la nouvelle grande tendance dans le rap est de voir leurs prestations se transformer en moments très gênants de pub non dissimulée pour des pronostiqueurs de paris sportifs. Bien sûr, être rétribué pour se filmer 30 secondes avec son

téléphone, ça ne mange pas de pain, mais cela perturbe ceux qui suivent lesdits rappeurs.

En effet, ce décalage entre l'image de l'artiste et celle de l'enseigne représentée peut s'avérer assez spectaculaire. Pas toujours bien reçus par le public, ces spots publicitaires portés par certains rappeurs ont offert quelques moments de discordance amusants, la plupart du temps au détriment du rappeur en question...

Les informations qui précèdent ont été obtenues grâce à la Résistance à l'agression publicitaire (RAP), organisation qui, depuis 30 ans, lutte contre le système publicitaire. Avec le temps, plusieurs de leurs revendications ont été réalisées, ce qui incite RAP à se battre avec encore plus de détermination. C'est ainsi qu'ils organisent des actions non violentes. Ils réalisent régulièrement des actions dans l'espace public, les transports en commun ou dans les différents lieux comportant de la publicité agressive. Parmi celles-ci, on retrouve, entre autres, des actions de recouvrement de panneaux publicitaires ou écrans, des actions d'extinctions d'enseignes, des manifestations contre l'installation de nouveaux supports publicitaires.

Et pour ce qui est des recouvrements des panneaux publicitaires, un exemple belge vient de se dérouler autour de l'ULB : on y a vu fleurir, sur les dispositifs publicitaires de rue, de très esthétiques affiches artisanales et multicolores avec le slogan « *Fin de la publicité à Bruxelles* ». Les activistes antipub sont toujours bien présents.

Alain Adriaens

Vivre et habiter en pratiquant l'autonomie

Notre monde est dans la démesure et le gigantisme. « *Un homme est riche en proportion des choses dont il peut se passer* », disait Henry David Thoreau. Aveuglé par ses succès technologiques, le monde d'aujourd'hui n'est plus ni tranquille, ni stable, ni prévisible. Nous sommes là, au bord du gouffre, et nous nous engluons dans un monde d'une technicité et d'une complexité de plus en plus difficile à gérer. Ces technologies nous asservissent et nous n'avons pas d'autre alternative que de les absorber en nous mettant en conformité avec elles. Mais tout l'art consiste à gérer les techniques sans l'intervention de spécialistes, en prenant conscience que plus un système est petit, plus facile il sera à assimiler, et au mieux il va prospérer. À nous de restreindre nos idées de grandeur en veillant à ne pas nous engouffrer dans des technologies qui nous dépassent, et en nous ingéniant au contraire à trouver celles qui nous permettent le plus d'autonomie possible. Quand on pense « habitat », avec un rien de bon sens, il va de soi qu'au plus notre maison ou nos espaces seront petits, au plus facilement nous serons en mesure de tout gérer et au plus rapidement elle sera, par exemple, chauffée. Acceptons le fait qu'aujourd'hui nous ne sommes plus capables d'habiter comme autrefois, que nous allons devoir restreindre nos ambitions. Que ferons-nous en cas de coupure de courant ? Maîtrisons-nous tous les éléments de notre habitation ? La vie se complique et on peut avoir tendance à se décourager. On imagine que les choses sont difficiles et insurmontables. Autrefois on ne remettait pas ses rêves en question, on y allait avec moins d'hésitation et maintenant il nous faut toutes sortes d'assurances, afin de nous garantir que nous n'aurons pas de problèmes.

REVENONS-EN DONC À DE PETITS ESPACES BIEN ARTICULÉS

« *Les petites maisons renforcent l'esprit, les grandes l'affaiblissent* », Léonard de Vinci.

Le logement devient de plus en plus inabordable en Europe. La vie se concentre dans les grandes villes, avec une densité urbaine difficile à vivre. En dix ans le prix des logements a augmenté de 48%, tandis que le nombre de sans-abri a augmenté de 70%. Les hommes ne sont pas faits pour vivre en grands troupeaux en ville, mais en petites cellules. « *Les hommes sont comme les pommes, plus on les entasse plus elles pourrissent* », disait Mirabeau. D'où l'idée pour certains de s'entourer d'un cocon de nature et de vivre à la campagne. Car ce n'est qu'en réconciliant l'homme avec la nature que nous pourrions redonner enfin au monde saveur et légèreté. Ce sera l'occasion d'adopter un mode de vie plus écologique en s'offrant plus d'indépendance, notamment dans le domaine alimentaire, en ayant par exemple un potager. Une fois dans cette nature, il ne nous reste plus qu'à réduire la taille de nos habitats en optant pour une certaine forme de sobriété, un mode de vie plus simple et minimaliste qui repose en partie sur la volonté de devenir auto-suffisant, en ne s'encombrant pas d'objets inutiles. Nous sommes désormais invités à nous désencombrer de tout superflu et à apprendre à habiter dans des espaces condensés réduits à l'essentiel. L'idée même d'habiter « petit » exclut toute notion de richesse car il n'y a pas de place pour accumuler des objets. Habiter « petit » nécessite de concevoir ses espaces intérieurs de manière à y respirer et y vivre plus agréablement. Habiter « petit » demande seulement d'articuler astucieusement les espaces intérieurs, d'éliminer les moindres recoins perdus et de limiter les espaces de circulation.



Cela dit, la surface de l'enveloppe d'une habitation a également tout intérêt à être réduite afin d'être le moins possible exposée aux intempéries, dont le froid. Son volume doit être compact et orienté vers le Sud, de manière à engranger la chaleur. Chaque lieu est unique, chaque porteur de projet également. À chacun donc de concevoir le *design* de son petit habitat, de le dessiner de manière à ce qu'il corresponde au mieux à ses besoins, de le réinventer pour qu'il reflète ses paysages intérieurs. C'est un peu dans ce sens que le philosophe Gaston Bachelard nous invite à nous laisser guider par la rêverie « miniaturante », où tout deviendra plus apaisant, voire thérapeutique¹.

CULTIVONS L'ART DE LA MODÉRATION OU LE BONHEUR DANS LA SIMPLICITÉ

« *Le plus riche des hommes est celui dont les plaisirs sont les moins coûteux* », Henry David Thoreau.

Nous avons tous été programmés pour un monde de consommation, dans l'optique d'un « toujours plus » où la compétition l'emporte sur la coopération, où ceux qui réussissent font ce qu'on attend d'eux. Nous n'avons plus d'autre alternative que de revoir les choses à la baisse, d'essayer de diminuer notre niveau de vie en essayant de tout réduire, de passer d'une économie de la quantité à une économie de la qualité. Manger, travailler, consommer, se déplacer et voyager moins mais mieux ! Ainsi en toute logique, s'il s'agit de consommer le moins d'énergie possible, ce qui sera le cas si la maison est petite. On construit souvent tout bien trop grand, avec des espaces de circulation trop nombreux et démesurés, par exemple des cages d'escalier d'un mètre vingt de large, alors qu'on peut se contenter d'une largeur de 70 cm. Tout réduire ne sauvera pas forcément le monde, mais on peut montrer que l'on peut être heureux avec moins, sans trop impacter la planète. Il est essentiel d'essayer de comprendre la relation qui existe entre nos habitudes de consommation et les problèmes environnementaux et sociaux qui en découlent. Comme Pierre Rabhi le suggère,

soyons les acteurs du changement en cultivant la modération ou la sobriété volontairement consentie. Elle s'impose comme le seul choix possible, en nous amenant à consommer moins, mais peut-être également à vivre mieux en travaillant moins. Cette simplicité volontaire ne sera pas évidente tout de suite et fera violence à notre quotidien. Mais tôt ou tard nous y serons obligés, en remettant les technologies à leur juste place, en n'en étant plus esclaves et en acceptant que l'abondance s'éloignera. La modération ne signifie pas revenir en arrière, mais au contraire aller de l'avant. Dès l'instant où l'on apprend à créer le bonheur dans la modération, tout se simplifie et on s'allège la vie. Une grande partie de nos consommations et activités sont excessives et inutiles, elles amènent rapidement insatisfaction et lassitude. Avant tout achat demandons-nous s'il nous rendra plus heureux, parce que le bonheur de posséder est éphémère et est rapidement suivi d'un autre besoin. Nous allons devoir apprendre l'art d'être heureux avec ce que l'on a déjà et le vivre bien, à éprouver de la gratitude et savourer la chance qu'on a, à apprécier les choses à leur juste valeur. Moins les enfants ont de jouets et plus ils jouent, sont plus calmes et développent leur imaginaire. Ne serait-il pas urgent d'activer une économie plus circulaire et d'en revenir à des objets qui puissent être réparés ou recyclés, en leur offrant une seconde vie, un autre usage ? Dépenser moins au lieu de consommer, ce fameux bonheur n'est pas bien compliqué à trouver ! Nous le retrouverons aussi à travers les contacts humains, les échanges et les rencontres.

PRENONS LE TEMPS DE VIVRE LA LENTEUR ET LE SILENCE

« *Il ne peut pas y avoir de joie profonde dans l'agitation* », Frédéric Lenoir.

Si nous avons découvert l'essentiel, la solidarité, ajoutons-y la lenteur et le silence. Aujourd'hui tout doit aller vite et cette immédiateté signera notre propre fin. L'hyper-mobilité semble devenue un besoin vital. La cadence augmente, nous sommes constamment sollicités, on nous propose de plus en plus d'informations, de produits culturels ou de biens de consommation. Nous vivons à un rythme effréné, dans un monde envahi d'innovations techniques que nous ne sommes plus en mesure de suivre, que nous subissons et absorbons en nous mettant en conformité avec elles. La technologie censée nous libérer, en nous permettant de gagner du temps, est au contraire en train de nous asservir. À l'heure qu'il est nous ne vivons plus que pour travailler et gagner toujours plus (ou seulement maintenir notre niveau de vie), aussi le stress nous gagne. Peut-être serait-il temps de revenir à un mode de vie plus paisible qui nous offre du temps libre, nous permettant de rencontrer nos voisins. La décroissance demande de lutter contre la dictature de la vitesse, de limiter nos besoins en déplacements. Elle passe par le besoin de ralentir en vivant dans le calme et la douceur, en prenant soin de la vie sous toutes ses formes. Cette obsession de la croissance, de la performance et de la consommation a pour conséquence d'éprouver un sentiment de dispersion. Or les choses simples et lentes gardent un rythme humain.

À suivre...

Christian La Grange, architecte d'intérieur, acteurs des habitats alternatifs, il est notamment l'auteur de "Cabanons à vivre", "Habitat plume", "Mini Maisons et Tiny Houses".

1. Gaston Bachelard, *La poétique de l'espace*.

Le pape remet les couverts écologistes

Cher lecteur, rassure-toi, *Kairos* ne s'est pas subitement transformé en bulletin paroissial. Nous tenons toutefois à attirer ton attention sur l'exhortation apostolique à l'approche de la prochaine COP 28, à Dubaï en décembre prochain. D'emblée, François précise que son appel, *Laudate Deum*, ne s'adresse pas seulement aux catholiques, mais « à toutes les personnes de bonne volonté sur la crise climatique ». Rappelant que « le monde qui nous accueille s'effrite et s'approche peut-être d'un point de rupture », le pape insiste sur la dimension sociale d'une crise qui menace la dignité humaine. Il incrimine en premier lieu le *paradigme technocratique*, qui consiste à penser « comme si la réalité, le bien et la vérité surgissaient spontanément du pouvoir technologique et économique lui-même ». Ayant déjà établi ce constat en 2015 avec son encyclique *Laudato si'*, il voit que ledit paradigme s'est « alimenté lui-même de façon monstrueuse », notamment au travers de l'intelligence artificielle, qui postule un être humain « sans aucune limite, dont les capacités et les possibilités pourraient être étendues à l'infini grâce à la technologie ». Par ailleurs, il dénonce « la logique du profit maximum déguisée en rationalité, en progrès et promesses illusoires », qui rend impossible tout souci sincère de la Maison commune — c'est ainsi qu'il nomme notre planète — et toute préoccupation pour les laissés pour compte de la société. Spécifiquement François regrette que, loin d'apporter des changements salutaires, les stratégies déployées lors de la crise financière de 2007-2008 puis de celle

du Covid-19 « semblent avoir visé plus d'individualisme, plus de désintégration, plus de liberté pour les vrais puissants qui trouvent toujours la manière de s'en sortir indemnes ». Il dénonce ainsi la mondialisation menée par des élites qui « préservent les droits des plus forts sans se préoccuper des droits pour tous ». Déplorant que les engagements pris lors de la COP 21 de Paris n'aient pas été respectés et que les COP suivantes se soient réduites à un chapelet de vœux pieux, il appelle à un sursaut lors de la COP 28. Tout en refusant de céder au désespoir — ce qui serait « suicidaire car cela exposerait toute l'humanité, en particulier les plus pauvres, aux pires impacts du changement climatique » —, il ne semble pas trop y croire lui-même. Par ce qui ne peut apparaître que comme une dénonciation radicale du paradigme technocratique et transhumaniste, il termine son exhortation en explicitant son titre : « *Louez Dieu parce qu'un être humain qui prétend prendre la place de Dieu devient le pire danger pour lui-même* ».

Cette courte exhortation apparaît surtout comme une piqure de rappel du message énoncé dans *Laudato si'*. Il nous semble urgent de lire ou relire cette encyclique qui constitue l'un des textes politiques majeurs de notre XXI^e siècle, qui n'a pas eu l'impact qu'il mérite. Mis sous le tapis par la bourgeoisie catholique bien-pensante, il a aussi été largement ignoré par la gauche radicale aveuglée par ses œillères laïcardes, alors même que, déjà, le pape insistait sur le fait que son appel n'était pas réservé aux

seuls croyants, mais qu'il s'adressait à tous ses frères et sœurs en humanité. Dans l'esprit de François d'Assise qui insistait sur la dignité égale, non seulement de tous les êtres humains, mais aussi de toutes les créatures vivantes, le pape s'y livre en effet à une dénonciation radicale du système techno-capitaliste, qu'il qualifie de « *civilisation du déchet* ». Avec des mots simples, mais directs et puissants, il montre comment celle-ci exploite, dévaste et dévore tant la nature que les hommes, à commencer par les plus pauvres, tous traités comme des « *ressources* » et considérés comme des déchets. Son appel à habiter et construire ensemble une Maison qui soit enfin commune, guidée par le respect du bien commun et du vivant, est plus que jamais d'actualité.

S. Kimo

Laudate Deum, exhortation apostolique du pape François (4 octobre 2023)

A ce sujet, montrant les "incohérences" du pape, lire dans le journal *La Décroissance*, novembre 2023, "Pape bis".

https://www.vatican.va/content/francesco/fr/apost_exhortations/documents/20231004-laudate-deum.html

BRÈVES

L'ÉLECTRO HYPER-SENSIBILITÉ SUR PELLICULE

Remembering Nearfield, un film d'animation sur l'électro-hypersensibilité (EHS) réalisé par Sean A. Carney, a remporté le prix du meilleur film sur la santé au Festival des films du monde de Cannes en juillet. À l'heure actuelle, l'EHS est un handicap toujours négligé par les pouvoirs publics et la majeure partie du monde scientifique, qui compromet la capacité des patients à mener à bien leurs activités quotidiennes. Une piste de solution est le maintien ou la création de « zones blanches » où le rayonnement électromagnétique est faible ou nul. En attendant la solution radicale d'« éteindre le moteur de la civilisation thermique », comme le suggère le scientifique Guy McPherson

B. L. —

IMPOSSIBLE MONDE SANS ORDIPHONE

Le Soir du 3 octobre 2023 consacre 2 pages à la gloire du smartphone. Le journaliste Philippe Laloux ne porte apparemment aucun jugement de valeur, se cantonne au factuel, mais va jusqu'au prophétique : « *La transformation du smartphone en portefeuille électronique est inscrite dans les astres* ». Nous voilà prévenus. C'est comme ça ! Le 10 octobre, un publi-reportage : « *Le nouveau smartphone, plutôt Apple ou Google ?* ». Les médias dominants sont les vecteurs enthousiastes du monde tel qu'il va. Pour (essayer de) le faire aller autrement, lisez aussi nos confrères de Suisse, *Moins !*, et de France, *La décroissance*.

B. L. —

MINES DE RIEN...

Le mardi 19 septembre dernier à Namur, les DoMineurs, des citoyens opposés à la réouverture des mines en Belgique, ont rencontré pour la deuxième fois la Ministre Céline Tellier au sujet du Code de gestion des ressources du sous-sol wallon, actuellement proche de sa finalisation et devant bientôt être voté au Parlement wallon. Une action a été entreprise auprès des députés. Pour eux, voici un dossier à creuser !

B. L. —

URSULA VON DER LEYEN ET LES RECORDS DE DÉBILITÉ PROFONDE

On aurait pu croire que la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen n'allait pas pouvoir ajouter grand-chose encore à son palmarès d'idioties et de malfaisances (collabo en chef du pouvoir étatsunien, collusion avec Pfizer, alimentation zélée de la guerre en Ukraine, etc.). Elle vient de prouver le contraire en s'attaquant au statut d'espèce protégée dont le loup bénéficie dans l'UE (in *Le Soir*, 04/09/2023). Elle n'atteindra sans doute pas son but, mais ça nôte pas à la chose sa gravité. On repense à la formule d'un personnage de *L'homme à l'envers* de Fred Vargas sur les ennemis du loup : elle les qualifie en effet de « *vieux cons arriérés* », expression s'appliquant tellement bien, dans le cas présent...

D.Z. —

ESPÈCE EN VOIE DE RÉAPPARITION

Une bonne nouvelle (ça arrive) : elle concerne le takahé, oiseau qui avait vécu en Australie durant 12.000 ans au moins, avant qu'on le considère comme éteint depuis 1898, suite à l'introduction par les colons de prédateurs de cet animal. On avait cependant découvert quelques survivants au milieu du XX^e siècle. Ceux-ci ont pu se reproduire en captivité. Et en août 2023, pour la première fois, des takahés ont été relâchés dans des zones naturelles, où leurs prédateurs avaient été capturés. En outre, cette réintroduction est l'aboutissement d'un long combat juridique d'une communauté indigène, les Ngāi Tahu, pour lesquels cet oiseau est une part de leurs terres ancestrales. (in *Reporterre*, 04/09/2023).

D.Z. —

DÉMOCRATURE

« *La démocratie était l'idéal de tous les États dans le monde, et aujourd'hui, au contraire, il y a une demande d'autoritarisme, y compris parfois chez nous, une défiance vis-à-vis de la démocratie avec l'impression qu'elle ne protège pas assez les citoyens* », se plaint Georges Dallemagne, député fédéral des Engagés, dans *Le Soir* du 26 septembre 2023. Rappelons-nous que c'est le même qui avait réclamé la vaccination « automatique » pour le personnel soignant. C'est pas de l'autoritarisme, ça ? À moins que ce ne soit un acte « démocratique » pour « protéger les citoyens »...

B. L. —

AUX RIA, L'OUBLI D'UN « A »...

En juillet dernier à Saint-Imier (Suisse), les rencontres internationales (anti ?)-autoritaires (RIA) ont réuni 5.000 anarchistes. Ce n'est pas peu dire qu'elles ont tourné à la pagaille, et au cauchemar pour l'historique Fédération anarchiste (lire le compte-rendu circonstancié par Tomjo et Mitou sur www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/mes_vacances_a_saint-imier.pdf). Tout n'est évidemment pas pourri au royaume de l'anarchie, loin de là ! On visitera avec intérêt la revue libertaire en ligne *Divergences*, qui garde la tête froide en ces temps troublés (dans le genre).

B. L. —

PARIS TROTINETTISÉ, PARIS SMARTPHONISÉ, PARIS NUMÉRISÉ, MAIS PARIS LIBÉRÉ !

Nous saluons la venue d'un tout nouveau confrère français engagé dans la résistance, *Stop ! Le Paris débranché*, à destination des citadins qui n'ont « pas encore totalement abdiqué de [leur] côté humain pour se fondre dans les cohortes de zombies électro-trotinettisés au cerveau piloté par un smartphone », lit-on à la Une du n° 1 (octobre/novembre 2023). Nous leur souhaitons déjà longue vie. En toute cohérence, pas de courriel ni de site, seulement une adresse où s'abonner : 7 bis, rue Jules Parent – F-92500 Rueil Malmaison.

B. L. —

VROUM VROUM, ÇA CHAUFFE !

Le Soir du 29 septembre 2023 se demande s'il faut continuer à promouvoir la Formule 1 dans le contexte du réchauffement climatique. Même en l'absence de celui-ci, la F1 devrait être supprimée, déjà parce qu'elle encourage le gaspillage des ressources métalliques et fossiles, le comportement agressif des « hommautos », qu'elle exalte la « virilité », la vitesse, la frénésie, le vacarme, toutes choses qui vont à l'encontre d'une société décente et respectueuse du bien commun. Seulement, « *quant à savoir pourquoi on continue : parce que cela marche. Après plusieurs années de déclin, la Formule 1 a connu une seconde jeunesse [...] En Belgique, le circuit de Spa-Francorchamps a ainsi vu son chiffre d'affaires augmenter de près de 40 % en 2023* ». Désolé de vous annoncer une mauvaise nouvelle de plus.

B. L. —

CANARD BOITEUX ET GENTIL CHIEN

L'ère Covid-19 nous aura permis de distinguer avec une évidence rare les conformistes qui se donnaient des airs de libre-penseur, déversant désormais sans plus aucune vergogne leur mépris sur quelques intransigeants qui ne pensent pas comme eux. Ainsi du *Canard enchaîné*, qui titre une de ses brèves « Des doigts et du souffre à LFI » (30 août 2023), usant des méthodes de la « grande presse » pour stigmatiser Alexis Poulin : « Cet ancien du "Média" Insoumis était invité à débattre [...] de la liberté de la presse, "entre algorithmes et oligarques" (sic). Un véritable expert ! Cet habitué des canaux préférés de l'extrême droite conspirationniste (Boulevard Voltaire, TV Liberté) et de RT France, la télé favorite de Poutine, avait qualifié Gabriel Attal de "[jeune] leader passé au Bilderberg" [...] ; « Dans une interview au très obscur canal Tribunal populaire » [...] ; « Sans oublier quelques saillies répétées sur les "politiques fascistes" telles que l'obligation vaccinale pour les soignants ». Florilège des méthodes dénigrantes (en gras) de la « presse libre »... Il ne nous en faudra pas plus pour comprendre comment *Le Canard Enchaîné*, malgré les apparences, est, comme le toutou Médor, au service de son maître. *Ce qui s'avère vrai.

A. P. —

MUSK-ZELENSKY, PIPI-CACA

La Libre Belgique publiait le 2 octobre une information captivante : Elon Musk, propriétaire de X a diffusé un « mème » (élément de communication se diffusant largement sur Internet, notamment sur les réseaux sociaux) afin de se moquer de Volodymyr Zelensky. L'image était accompagnée de la phrase suivante : « Quand cela fait 5 minutes que vous n'avez pas demandé un milliard de dollars d'aide ». Le parlement ukrainien ne tarda pas à riposter en publiant à son tour un mème accompagné du texte suivant : « Quand cela fait 5 minutes que vous n'avez pas diffusé de propagande russe ». Ou quand les hommes les plus influents du monde jouent à pipi-caca dans le bac à sable des réseaux sociaux. Soit dit en passant, ceci en dit long sur la néantisation de la société, d'autant plus que, selon la RTBF, le francophone absorberait en moyenne 5 h 37 de vidéo par jour !

K. C. —

IN MEMORIAM HUBERT REEVES, ET PLUS ENCORE ALBERT JACQUARD

Hubert Reeves est mort le 13 octobre, à l'âge de 91 ans. Célèbre astrophysicien franco-québécois engagé dans la cause écologique depuis une vingtaine d'années avec son essai *Mal de Terre* (2003), il refusait pourtant avec obstination d'envisager l'hypothèse de la décroissance, contrairement à son collègue Albert Jacquard (1925-2013), qui, lui, avait montré de l'intérêt envers elle.

B. L. —

IL N'EST TOUJOURS PAS L'HEURE DE CESSER DE CHANGER D'HEURE...

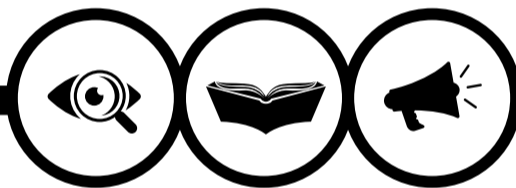
Cela fait maintenant plusieurs années que l'Union européenne a annoncé l'abandon du changement d'heure, et la résolution n'est toujours pas « implémentée ». On peut se demander les raisons de tels attermoissements quand on a vu que les « autorités » sont, quand elles le veulent, très rapides pour prendre des décisions autrement lourdes de conséquences (confinement, couvre-feu, injection de la population, financement de l'effort de guerre de l'Ukraine...).

B. L. —

ACCOUPEMENT MAGIQUE

Yves Coppieters, docteur médiatiquement inconnu avant la crise du covid-19 devenu une star pendant la pandémie, sera candidat aux prochaines élections fédérales pour les Engagés. Maxime Prévot, pour qui cette nouvelle recrue est « un gage incontestable de sérénité, de crédibilité et de bienveillance », est content. Et jure qu'il n'y a aucune collusion entre le monde scientifique et politique (comme il n'y en a bien entendu aucune entre le monde du journalisme et la politique, n'est-ce pas, Hadja Lahbib — ancienne présentatrice de télévision et ministre des affaires étrangères) ?

K. C. —



Il n'y va pas de main morte, Thierry Jobard, quand il dénonce ici avec une ironie mordante toutes les croyances et pratiques alternatives qu'il range sous le substantif d'« ésotérisme ». Rien n'échappe à sa vindicte : « néo-chamanisme, néo-druidisme, pierres et cristaux, cercle de lune, déesse-mère, aura, chakras, géométrie sacrée, runes, angéologie, et la bonne vieille astrologie ». On en passe beaucoup et des plus étonnantes. Il regrette la progression des ventes dans ce secteur depuis une dizaine d'années, avec une croissance de 7,5% en 2022. Le sous-titre « *Le grand bazar des croyances contemporaines* » ne laisse aucun doute : on va avoir un procès à charge. On ne serait pas étonné que l'auteur soit un adepte de la zététique, qui est présentée comme « l'étude rationnelle des phénomènes présentés comme paranormaux, des pseudosciences et des thérapies étranges » ou comme « l'art de faire la différence entre ce qui relève de la science et ce qui relève de la croyance ». Avec ce type d'approche, suite au déclin des religions traditionnelles, on assiste à la désinstitutionnalisation et au règne de l'individualisme. Ils sont alors légion ceux qui s'engagent dans une voie « ésotérique ». En effet, alors qu'ils ont entamé une carrière dans la publicité ou dans le marketing, après des années d'exercice, beaucoup se rendent compte que leur expérience professionnelle manque cruellement de sens. Ils sont dès lors mûrs pour entrer dans la « nébuleuse mystique-ésotérique ». Même le développement personnel ne trouve pas grâce aux yeux de Jobard. Ils sont nombreux ceux qui ont besoin de croire en quelque chose et ce besoin amène ceux qui sont en recherche d'une spiritualité alternative à souvent passer d'une croyance à une autre ou même de plusieurs en parallèle. Il se crée dès lors un marché où se « vendent » des théories et des pratiques concurrentes. Dans une logique capitaliste, les nombreuses croyances tentent de convaincre toujours plus d'adeptes qui ne croient pas vraiment, mais recherchent un moyen d'approcher le bonheur, le bien-être et la santé.

Thierry Jobard, *Je crois donc je suis. Le grand bazar des croyances contemporaines*, Rue de l'Échiquier, 2023, 87 pages, 12€.

A.A. —



Malgré des approches intéressantes, une publication très « mainstream ». Il y a de bonnes surprises, comme la (relative) prise au sérieux d'une analyse des responsabilités occidentales dans la guerre en Ukraine. Sur ce sujet, on trouve aussi une présentation d'une vision de la Russie du XIX^e s., par un intellectuel français de l'époque, Custine. Ses observations peuvent être en partie pertinentes, mais se limitent au négatif ; l'auteur de l'article, Michel Eltchaninoff (un des rédacteurs en chef de *Philosophie Magazine*) reconnaît cette unilatéralité, tout en étant en fait aussi partial ; il avance que la Russie actuelle incarnerait pleinement les constats et prédictions de Custine ; l'article évoque par exemple une soif de conquête qui habiterait le peuple russe. On se demande ce que l'auteur aurait déclenché s'il avait osé une telle réflexion sur certains autres peuples... Une des contributions très intéressantes : le rappel d'approches philosophiques classiques qu'on pourrait considérer comme de vrais complotismes (le mythe de la caverne de Platon, le malin génie de Descartes...) Mais là aussi, les limites de cette revue se révèlent : ces pensées se distingueraient toujours des théories du complot, en ce qu'elles manifestent la volonté d'émancipation et non de contrôle, le fait d'être ouvert à sa propre contestation, et une curiosité aventureuse plutôt qu'une rage de conclure. Mais en quoi un chercheur prenant au sérieux une théorie du complot, comme base d'investigations, serait-il forcément privé de ces qualités ? En outre, les auteurs ne semblent pas dérangés par le fait que, dans les mêmes pages, l'un d'eux théorise sur le fait que, depuis des siècles, les Russes prépareraient l'invasion du monde. Mais c'est avec le covid que le sommet de la bien-pensance est atteint : évoquant une discussion avec un non-vacciné et critique des vaccins, l'auteur écrit : « Les conséquences du complotisme peuvent être délétères, votre ami prenant en l'occurrence le risque de faire une forme grave de Covid »...

Philosophie Magazine, n°169, mai 2023, 98 pages.

D.Z. —

Il faut lire l'entièreté du livre que les éditions Antidote viennent de consacrer à l'isolement cellulaire aux USA pour se faire une idée de la situation. Puis en tirer certaines conclusions soi-même. Le livre ne s'embarrasse pas de théories. Il présente les faits assez simplement, commence par un historique. Comment faire

DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU PREMIER MINISTRE

Discours de politique générale du Premier ministre Alexander De Croo du 11 octobre 2023 :

« *La guerre en Europe relègue peut-être au second plan la lutte contre les changements climatiques mais elle n'en atténue pas pour autant l'urgence* ».

« *Nous sommes la première génération à ressentir les effets de la crise climatique, mais aussi la dernière génération capable de la contenir* ». C'est sûr qu'en reléguant au second plan la lutte contre les changements climatiques à cause de la guerre, on va y arriver.

« *Un État qui se veut protecteur des générations futures et défenseurs des libertés, doit reposer sur des fondements solides. Pour notre pays, cela veut dire des pouvoirs publics plus performants, plus de gens au travail et des carrières plus longues* ». Ou quand la liberté, c'est la multiplication du travail aliéné.

« *Si nous voulons que les investissements soient rentables, nous devons oser rationaliser* ». N'est-ce pas la rationalisation osée qui provoque un effondrement sans précédent du système des soins de santé ?

« *Nous ne vous laisserons pas tomber. L'Ukraine gagnera cette guerre* ».

« *S'il y a bien une leçon à tirer de la guerre en Ukraine, c'est qu'à vouloir à tout prix avoir raison, on finit par la perdre* ». La guerre, la raison, ou les deux ?

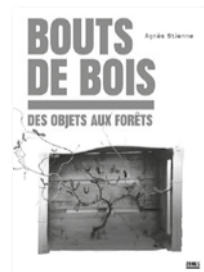
Heureusement que nous n'avons recueilli que certains propos énoncés en français ; autrement, cette brève aurait été certes deux fois plus remplie, mais aussi deux fois plus vide. Bref, elle aurait été à l'image du discours du Premier : paradoxale.

K. C. —

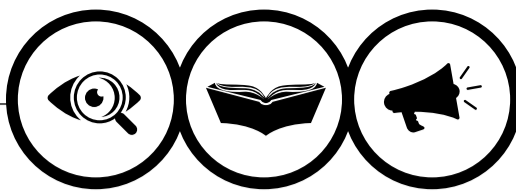
autrement ? Les unités de contrôle où sont enfermés les prisonniers en isolement diffèrent substantiellement d'une prison à l'autre. Les raisons pour lesquelles on enferme des prisonniers dans ces unités sont mouvantes, évoluent. Il s'agit principalement d'individus difficiles à contrôler, jugés dangereux ou perturbateurs. Des innocents qui rouspètent parce qu'ils ont été condamnés injustement. Ou des prisonniers dont les principales raisons pour lesquelles on les incarcère sont politiques, même s'il n'en est pas question. La prison est un monde à part où une sorte de logique extra-judiciaire s'applique. L'isolement carcéral est donc un moyen rêvé d'étouffer l'une ou l'autre lutte, en portant atteinte aux droits de la défense, à la liberté d'expression et en rendant toute communication avec le monde extérieur pratiquement impossible. Les comptes-rendus réalisés par des prisonniers qui y ont survécu évoquent les cris permanents et l'aggravation des tendances suicidaires. Mais ces cris ne sont pas ceux de gens que l'on torture. Pas du moins de manière conventionnelle. Les souffrances physiques occasionnées le sont par les seules conditions de détention : l'exiguïté de la cellule, l'isolement, le caractère sommaire du mobilier, le manque d'activités physiques, de sorties, de communication. Des souffrances psychologiques sont infligées. Environ un tiers des prisonniers en isolement sont mentalement atteints. Certains comme les membres de gangs sont mis en isolement parfois pendant des décennies. Il y a plus de 100.000 prisonniers en isolement si l'on compte les migrants. Et la proportion de Noirs est de 80 % environ.

Jean Casella et James Ridgeway, *Voix des enterrés vivants. Faits et témoignages sur l'isolement carcéral aux États-Unis, Antidote, 2023*.

Paul Willems —



Au-delà du plaisir qu'il procure, un bon livre comme celui-ci a le pouvoir de transformer le regard de son lecteur. Avec une plume subtile, Agnès Stienne nous apprend à regarder autrement le bois et ses multiples usages, lesquels façonnent le monde qui nous entoure, ainsi du modeste bois à cagette que l'on jette aussitôt après usage (cageots pour fruits et légumes, bourriches pour huîtres, boîtes à camembert...). Il est issu de la « popiculture », c'est-à-dire de plantations de peupliers élevés de manière industrielle, lesquelles couvrent plus de 200.000 hectares en France. Taillés et élagués pour les mener en fûts, des troncs sans branches, ces arbres n'ont pas le temps de développer leur potentiel écologique car ils sont coupés vers 20 ans pour la fabrication d'emballages. Anecdote ? Non, car en même temps, on délaisse la culture en taillis, le long des berges, de ces



VU, LU, ENTENDU

arbres qui n'ont pas leur pareil pour retenir les sols et réguler le cours des rivières, tout en limitant sécheresses et inondations. Et quel plaisir aussi de flâner à l'ombre de leur feuillage bruissant doucement dans le vent ! Outre les cagettes, A. Stienne nous invite à regarder différemment – ou plutôt à regarder enfin – les palettes (8 milliards dans le monde), les traverses de chemins de fer, les fûts, les tonneaux, les bouchons de liège, les granulés de bois, le papier et le carton. Artiste plasticienne, elle illustre son propos de cartes et de dessins précis, informatifs, beaux et même poétiques. En excellente cartographe, elle multiplie ainsi les focales et les changements d'échelle, en mettant à jour les interactions entre les différents niveaux, du plus local au plus global. Naturaliste, elle nous guide depuis son jardin, par les bois et les champs pour nous expliquer l'impact des usages industriels du bois sur nos forêts, qu'elle décrit au moyen de termes précis dont l'énumération est tout à la fois poétique et jubilatoire. Car le fusain, aussi appelé « bonnet de prêtre, bois à lardoire, bonnet d'évêque ou bonnet carré, se pare de discrètes inflorescences en corymbe dont les fleurs en forme de bonnet d'évêque s'illuminent d'orange en automne ». L'auteure conclut par un éloge de cités anarchistes à bâtir ensemble et où, libérées des affres de l'exploitation et de la monoculture, les forêts pousseront en liberté. En attendant, son livre est un objet magnifique dont le papier est bien sûr issu de forêts gérées de manière durable.

Agnès Stienne, Bouts de bois. Des objets aux forêts, La Découverte, 2023, 183 pages, 23€.

F. M.



Attention, ouvrage déstabilisant du sociologue français Raphaël Liogier ! Si d'un côté nous ne pouvons que rejoindre les nombreuses critiques de l'industrialisme qui sont formulées au travers des 280 pages du livre (l'auteur blâmera par ailleurs la gestion calamiteuse de la crise sanitaire, ce qui est un fait assez rare), de l'autre, le sociologue perdra *in fine* notre alliance, tant le discours employé se révèle paradoxal. Par exemple, si Liogier semble critiquer le capitalisme, il n'hésite pas à faire l'apologie de l'*hybris* (le capitalisme abolirait selon lui l'*hybris* en tant que dépassement de soi) et prend ainsi le contrepied de penseurs et critiques radicaux du modèle capitaliste aussi importants que Cornelius Castoriadis, Anselm Jappe ou encore Dany-Robert Dufour. De même, si l'industrialisme en prend pour son grade, aucun mot n'est écrit sur la marchandisation du changement de sexe mis en œuvre dans nos sociétés contemporaines, tandis que le phénomène trans (en tout genre) est loué sans trop y toucher au nom d'une foi aveugle en l'*Ouvert*. Voir certains passages de l'auteur : « *La modernité ne désenchant pas le monde. C'est au contraire un enchantement torrentiel, un déchainement. Le moment où tout devient possible* » ; « *Rien n'est a priori exclu, aucune frontière n'est a priori infranchissable ; aucune forme, aucune morphologie n'est a priori monstrueuse* ». Celui-ci nous invite finalement à redevenir modernes dans le sens où les promesses de la modernité n'ont jamais été réalisées. C'est ainsi qu'il serait prétendument nécessaire de retrouver une *offre de jouissance infinie qui aurait été détournée*. On apprendra par ailleurs qu'il existe un mauvais et un bon transhumanisme (un transhumanisme non industrialiste dont il ne sera finalement enseigné pas grand-chose au lecteur), tandis que si l'intelligence artificielle est réprimandée, elle ne l'est pas de trop non plus (tant qu'elle ne reste qu'un instrument, pas de problème – le pourfendeur du système technicien, Jacques Ellul, ne serait certainement pas d'accord avec cette vision des choses). Bien que l'ensemble soit tout de même plaisant à lire d'un point de vue purement stylistique, il n'est pas sûr que nous dévorions avec *hybris* les deux prochains tomes prévus prochainement en librairie.

Raphaël Liogier, Khaos, la promesse trahie de la modernité, Les liens qui libèrent, 2023, 280 pages, 21€.

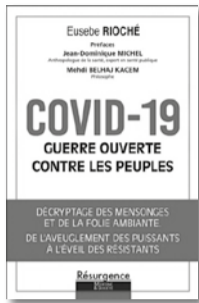
K. C.



Ceci n'est pas une biographie de l'artiste polyvalent et communiste hétérodoxe Pier Paolo Pasolini (1922-1975). L'historien Piero Bevilacqua se penche sur son œuvre littéraire, moins connue du public que son œuvre cinématographique, mais d'un intérêt majeur pour saisir l'air du temps d'alors : une mutation anthropologique majeure dans la modernité de l'après-guerre que Pasolini a si bien décrite, poétiquement, à partir de son sentiment personnel d'une perte irrémédiable, d'une nostalgie inconsolable du monde de sa jeunesse, avant l'essor de la consommation de masse qu'il voyait comme une nouvelle forme de fascisme bien plus efficace que le mussolinisme, car elle changeait l'âme du peuple et pas seulement ses comportements, ainsi que les gestes, les visages et les corps, de plus en plus « mécanisés ». « *Ainsi, soutenait-il, la nouvelle culture de la société de consommation est le nouveau totalitarisme le plus répressif que l'on ait jamais vu* ». Bevilacqua prend surtout en considération les réflexions pasolinienne qui concernent la critique du mythe de la croissance – d'où la préface de Serge Latouche. L'éditeur propose en fin de livre des extraits des *Écrits corsaires* et des *Lettres luthériennes*, ainsi que la dernière interview que Pasolini donna à *La Stampa* quelques heures avant son assassinat. Ce visionnaire qui refusait de vivre avec son époque s'est cependant trompé sur un point, quand il pronostiquait le déclin du pouvoir de l'État. Qu'importe, il reste une inspiration pour tout résistant de nos jours, aux côtés de Weil, Camus, Arendt, Orwell, Anders, Patočka...

Piero Bevilacqua, Serge Latouche (préface), Pasolini ou la modernité insensée, Libre et solidaire, 2023, 147 pages, 13€.

B. L.



À l'instar de Christophe De Brouwer et de Pierre Chailot, Eusèbe Rioché (pseudonyme) examine les statistiques officielles en France, en 73 figures et tableaux, pour conclure qu'il ne s'est rien passé d'exceptionnel sur le plan sanitaire pendant cet épisode covid, « *l'année 2022 serait de loin la moins mortelle de toute l'histoire de France* ». Par contre, une stratégie biopolitique de terreur a été décidée : masques, confinements, couvre-feu et vaccination expérimentale sont des procédés non scientifiques et iatrogènes n'ayant servi qu'à domestiquer les masses (avec succès, hélas). À son pic en 2020, le covid a représenté au maximum 7,5% de l'occupation hospitalière ; la science a été corrompue par l'argent, en mutant en scientisme ; les vagues de vaccination sont synchronisées avec celle de la mortalité dans toutes les classes d'âge. Toutes ces informations capitales, et d'autres encore, ont déjà été dévoilées ailleurs. L'originalité de l'essai réside dans la thèse d'un géronticide programmé dans le cadre d'un Nouvel Ordre Mondial qui n'est « *ni un secret, ni même un complot, mais une politique officielle, assumée* ». Avec une « *crapulerie désinhibée* », les abandons de soins des seniors ont caractérisé, entre autres, la soi-disant gestion de cette crise, au point de les avoir tenus à l'écart des soins intensifs pour leur administrer le léthal Rivotriol^{MD}. Car la longévité en Occident est devenue un risque financier que l'oligarchie ne veut plus prendre, l'idéal pour elle étant que les travailleurs meurent dès le début de leur retraite, entre 65 et 70 ans. Pour l'auteur, « *les "pandémies" servent de parachute de secours à la haute finance depuis plus de 20 ans* ». Parallèlement, le moindre des maux n'est pas l'instauration d'une nouvelle morale : « *Doxa, dogme, morale, contrôle de la sexualité, infantilisation, atomisation... Le Covid-19 est le plan qui a fait basculer la société occidentale dans une religion totalitaire sous l'empire d'une morale perverse et dominée par une caste d'ecclésiastiques chargés de décider du bien et du mal* ». Cette pandémie n'en finit pas d'être débunkée avec talent !

Eusèbe Rioché, Jean-Dominique Michel et Mehdi Belhaj Kacem (préface), Covid-19, guerre ouverte contre les peuples, Résurgences/Marco Pietteur, 2023, 252 pages, 20€.

B. L.



Figure de la N-VA, du nationalisme flamand et bourgmestre d'Anvers, Bart De Wever met à contribution sa formation d'historien pour fustiger le wokisme, avatar du postmodernisme, dont il a pris la peine de bien observer les traits, à partir du cas de la Flandre : le wokisme attaque la culture européenne via la déconstruction de son histoire, hait la liberté de pensée et d'expression, assimile toute critique envers lui à de la violence ; l'État de droit se transforme en État de revendications, la société est ségrégée entre bourreaux et victimes. Nous pouvons éventuellement discuter de son désir de refonder une communauté de normes et de valeurs partagées, mais nous larguons les amarres quand il en appelle à poursuivre l'idéologie d'un progrès (sic) qui passe par toujours plus de technologies : « *En Chine, en Inde et en Indonésie, plus de 90% des jeunes citent la technologie comme étant le facteur qui donne le plus d'espoir en l'avenir* », se réjouit-il. Vous avez certainement là un gros point commun avec le wokisme, M. De Wever, le saviez-vous ? L'objectif d'une économie à bas carbone l'amène à soutenir l'énergie nucléaire, à affirmer que la fusion fonctionne déjà (!) et à s'inscrire généralement dans un capitalisme verdâtre – Il n'aime pas non plus l'écologie – relocalisé, tournant le dos à la mondialisation néolibérale. La Flandre doit continuer à croître, en avant toute ! L'annexe témoigne de la progression de la « *cancel culture* » dans les universités flamandes. On sourira aussi de lire une circonlocution comme « *personnes non hétérosexuelles* ». Enfin, De Wever en profite aussi pour prendre à quelques reprises ses distances avec l'extrême droite, principalement son rival le Vlaams Belang. On aura compris qu'il y a à boire et à manger dans cet essai qui semble avoir été rapidement écrit (entre un conseil communal et une inauguration).

Bart De Wever, Woke, Kennes, 2023, 154 pages, 19,90€.

B. L.



Génie du cinéma, Pier Paolo Pasolini fut aussi un penseur politique de premier plan dont l'analyse acérée de nos sociétés dites modernes n'en finit pas de nous éclairer. La preuve par ce brillant essai commis par Fabrizio Tribuzio-Bugatti dans lequel le rédacteur en chef de la revue pasolinienne *Accattone* file la métaphore politique des Lotophages, ce peuple étrange qu'Ulysse rencontra lors de son Odyssée. Apathiques, oublieux d'eux-mêmes et de leur propre histoire, les Lotophages ne vivent que pour le lotus, dont la consommation incessante les plonge dans une béatitude amorphe. « *En lotocratie, le Lotophage transforme tout ce qu'il touche en vulgaire marchandise, en consommable* ».

N'est-ce pas là l'image parfaite de notre société de consommation, promue à longueur d'émissions de divertissement pré-formatées et d'écrans publicitaires ? Aristote avait montré comment la démocratie était susceptible de dégénérer en ochlocratie, c'est-à-dire en un gouvernement par la foule ou, plutôt, en un gouvernement de démagogues qui prétendent la représenter tout en servant leurs propres intérêts. Immortalisée par son ennemi Cicéron, la figure de Catilina, qui surgit à la faveur des troubles de la fin de la république romaine et préfigurant l'empire, nous en offre un bel archétype. Aujourd'hui, le délitement politique dénoncé par les auteurs classiques a atteint un nouveau palier : lorsque la consommation, qui assimile tout, digère tout, réifie tout, devient le seul acte existentiel possible, la foule se transforme en une foule de Lotophages et l'ochlocratie en lotocratie. Pour libérer ses compagnons de l'emprise mortifère du lotus, Ulysse dut les « *entraîner par force vers leurs creux navires et, malgré leurs larmes, les attacher avec des cordes sur les bancs des rameurs* ». Mais aujourd'hui, il n'y a plus ni Ulysse ni Ithaque. Selon l'auteur, il est trop tard, et, tels des *Rôhîn*, ces samourais sans maître, les quelques hommes qui résistent au pouvoir du lotus ne peuvent qu'errer et contempler la fin du monde.

Fabrizio Tribuzio-Bugatti, Le futur était déjà fini. Essai sur la lotocratie, L'Esprit du Temps, 2022, 133 pages, 16€.

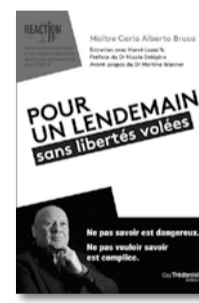
F. M.



C'est avec un parti pris positif que Sébastien Bourdon, journaliste à Mediapart, a entrepris une enquête sociologique dans les milieux français de l'antifascisme, interviewant ses militants pour comprendre leurs pratiques, motivations et personnalités : des individus plutôt jeunes – un de ces groupes s'appelle la Jeune Garde –, blancs et masculins (même s'il existe un féminisme antifasciste), provenant majoritairement de familles populaires de gauche, et non de la petite-bourgeoisie, comme on pourrait étonnement le préjuger. Collectivement, l'anonymat est généralement la règle, on est coopté par affinité dans des petits groupes informels où il est de bon ton d'adopter une sub-culture et un aspect vestimentaire particulier, comme les polos Fred Perry ou les K-Way noirs. Un certain pluralisme existe au sein de la galaxie antifa, entre les « institutionnels » qui collaborent avec les partis et les syndicats, et les « autonomes » qui veulent surtout en découdre dans la rue avec les « fafs » (militants de droite extrême, « la France aux Français ») et parfois la police, estimant que leur violence propre n'est que seconde, une réponse légitime à la violence première des fascistes. La culture politique sur le temps long n'étant pas leur fort, ils se réfèrent à ces deux moments inauguraux que furent la mort de Clément Meric en 2013 et les manifestations contre la Loi Travail en 2016. Hélas, aucun des protagonistes interviewés, ni l'auteur, ne cherche à redéfinir avec précision les contours de l'extrême droite actuelle, comme si le concept d'une essence fasciste transhistorique suffisait pour la cerner. De même ne figure qu'une seule et timide allusion à la période covidienne. Serait-ce un tabou ? Sur le plan philosophique, la lecture de cet essai ne nous aura pas fait avancer d'un pouce.

Sébastien Bourdon, Une vie de lutte plutôt qu'une minute de silence. Enquête sur les antifas, Seuil, 2023, 217 pages, 18,50€.

B. L.



Le livre est une interview de Carlo Alberto Brusa – avocat reconnu pour s'être opposé aux mesures sanitaires pendant la crise du Covid-19 mais aussi pour avoir défendu des joueurs de foot tels que Didier Deschamps ou encore Zinedine Zidane – réalisée par le collectif Réaction 19. Nous rejoignons Brusa sur de nombreux points : critiques et combats juridiques des mesures scandaleuses qui ont été adoptées pendant la pandémie ; critique de l'hyper-numérisation de la société et de l'homme suite à la crise ; critique du délabrement des soins de santé dont les politiques sont clairement responsables ; critique de la jouissance. Mais nous nous éloignons de sa pensée sur d'autres propos : discours trop binaire à notre goût (il y aurait d'un côté le bon peuple et de l'autre les élites maléfiques qui souhaiteraient une réduction drastique de la population – cette thèse fait fi que le capitalisme aura toujours besoin de consommateurs en masse afin d'écouler sa production ; réduire la population équivaudrait par conséquent à se tirer une balle dans le pied malgré la présence de plus en plus importante de la finance) ; thèse du vaccin qui contiendrait des substances permettant la numérisation explicite des individus via Bluetooth ; discours parfois naïf et (trop) plein d'optimisme malgré les derniers événements que nous avons connus. Bref, voici un livre assez facile à lire qui dévoile le combat fort légitime d'un écorché vif dont les explications à une problématique complexe nous apparaissent néanmoins trop simples.

Carlo Alberto Brusa, Pour un lendemain sans libertés volées, Guy Trédaniel, 2023, 158 pages, 18€.

K. C.

Dilemme

DU PAP (NDIAYE) À L'ARCHANGE GABRIEL (ATTAL)

Je vous dois un aveu : j'ai deux passions. L'une occupe mes journées, l'autre accapare mes soirées d'hiver. D'un côté, le gratin dauphinois ; de l'autre, ce qui a trait à l'éducation et à l'enseignement. Dans la mesure où je ne peux me substituer à Lignac pour les conseils culinaires, j'ai résolu de me pencher sur un territoire de réflexion que j'arpente, en théorie et en pratique, depuis trois ou quatre quinquennats.

Dans votre journal favori, on parle régulièrement de l'éducation et de l'enseignement. C'est un mystère pour peu de gens : ces domaines sont qualifiés d'essentiels mais, *en même temps*, sont dévalorisés par les discours et dégradés par les pratiques gouvernementales. Nous adopterons dans ce papier – et dans ceux qui vont suivre ! – une perspective ingénue, genre sainte-nitouche. Le ton employé sera donc essentiellement crédule (et ironique ? Mais non).

Dans l'épisode précédent, je me proposais d'aborder, presque 10 ans après son lancement, le Pacte pour un enseignement d'excellence en Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique, comprenant Bruxelles et la Wallonie. Et si on jouait au même puzzle pour la France, me suis-je donc dit dans un enthousiasme débridé ? *Il y a des jours où on ferait mieux de rester au lit*, chantait Michel Delpech, en des temps que les moins de 53 ans ne peuvent connaître. En marche, répond Emmanuel M., aidé par les judicieux conseils d'un bureau pas franco-français. *Quoi ?*, rétorque Beethoven, qui n'a pas entendu.

NOUS SOMMES EN GAULE ...

En l'an de grâce 2022, voilà un pays peuplé de 67 millions de Gaulois (réfractaires ?), dont 860.000 professeurs et 12 millions d'élèves, la situation est grave. À cause des crises, l'école n'est pas au diapason du reste de la société qui est en marche vers un avenir radieux. Les résultats sont pitoyables, les élèves décrochent, les professeurs craquent, les vocations tardent à se faire jour, et le fonds Marianne de Marlène ne fonctionne pas – alors qu'il avait été lancé suite à l'assassinat de Samuel Paty, un prof d'histoire-géo.

Comme si cela ne suffisait pas, l'inflation vient s'en mêler, les élections arrivent, la barre n'est ni trop haut, ni assez à gauche, ni assez à droite. La France a besoin d'un redresseur. Du haut de son siège élyséen, « Dieu est avec nous » réfléchit. Quand il est passé au Panthéon, il s'est penché sur le tombeau de Jean Moulin. Quelle coïncidence ! Celui-ci avait fondé le Comité national de la Résistance. C'est décidé : fondons le Conseil national de la Refondation... Sitôt le match retour Manu contre Marine gagné, en septembre 2022, le Conseil est sur les rails et une des priorités sera l'école. Les concertations démarrent, menées tambour battant. Ainsi en a décidé le Chef, aidé (sans doute ?) par quelques conseillers très au fait des nouvelles pédagogies. Son ministre de l'éducation y prend-il part ? Quel ministre ?

C'est un fait : le ministre de l'Éducation, universitaire brillant, brille par sa discrétion. Mais il présente très bien, rassure les professeurs, il dialogue bien avec tout le monde et porte la parole du chef de l'Olympe gaulois, tel Mercure ; mais c'est plus souvent Jupiter qu'on voit sur le terrain multiplier les annonces et interventions. Pap Ndiaye est un esprit intelligent, mais peu provocateur, au contraire de Jean-Michel Blanquer qui avait tenu 5 ans à coups de provocations et de coups de tête. Il doit assurer le service après-vente du programme de Macron, prometteur sur le monde scolaire, ses scléroses, ses névroses et son administration ankylosée : revalorisation des salaires des enseignants, lutte contre le harcèlement scolaire, travail à l'efficacité du système scolaire dans son ensemble, accueil de toutes et tous dans une école inclusive, réforme du lycée professionnel, meilleure formation continue... C'est un marathon, avec un calendrier serré qui plus est – logique du néolibéralisme – veut payer mais avoir des résultats très rapides et des retours sur investissement.

Ndiaye a le temps de lancer le *Pacte enseignant* et des critiques sur CNews puis il quitte la rue de Grenelle. Le règne de Pap a duré un peu plus d'un an. Pap ne suffisait plus ; il fallait viser plus haut, avec une compétence réelle et symbolique plus forte.

Logiquement, Gabriel Attal, qui doit connaître aussi bien l'école que moi les méthodes de flocage de vêtements, est nommé – certains diraient : parachuté, mais ce sont des méchants – à ce ministère explosif par les attentes qu'il génère. L'économiste et juriste de formation, fruit de l'école (privée) de Strasbourg, à Paris, fut un (très éloquent) porte-parole et un (très plein de maîtrise) ministre des comptes publics. À ceux qui s'inquiètent d'une droïtisation de la gestion dans ce secteur régalié, on répond : mais si, rappelez-vous, il a été socialiste autrefois. C'est bien une preuve ! Et le ministre (porteur du prénom d'un archange annonciateur d'un heureux événement et performatif) se met à la tâche directement : il faut réformer, vite et vite. En premier lieu : mettre à flot le fameux *Pacte enseignant* et renforcer l'attractivité du métier ainsi que l'efficacité de cette profession.

Ah, je vous vois sourire. Si, si, ne niez pas. Je sais repérer le sourire du lecteur à la manière qu'il a de plier le journal puis de s'installer dans son fauteuil, la mine gourmande. Vous lisez « pacte », vous êtes des lecteurs fidèles, vous vous rappelez que j'ai évoqué ce mot il y a deux mois, en l'appliquant au Pacte pour un enseignement d'excellence. Mais vous objectez, toujours avec ce sourire qui commence à m'irriter : je n'ai pas expliqué ce qu'est un pacte ! À moi de sourire. N'allumez pas la lumière, cette explication sera éclairante, mieux que les illuminations de Noël. « Pacte » vient du latin *pactum*, lui-même participe passé d'un verbe dont la signification est « ficher, figer, planter avec force ». Un pacte est donc quelque chose qui est figé et implanté ; son emploi sera associé à des contextes de relations sociales ou d'accords après des conflits. Dans l'histoire, il ne me paraît pas inutile d'évoquer le pacte de non-agression, de triste mémoire... Signer un pacte n'est jamais anodin. Il s'agit d'aller plus loin que de faire la paix : s'engager dans des promesses d'actes concrets. Sans doute est-ce pour cela qu'on utilise beaucoup ce terme aujourd'hui, qui incite à agir.

Pour le sujet qui nous occupe ici, le Pacte enseignant concerne des missions supplémentaires que les enseignants peuvent accepter de faire, pour le bien-être de la communauté éducative : remplacements de courte durée, surveillance des « devoirs faits », sortes d'écoles de devoirs en 6^{ème} année, prise en charge de projets, travail à l'inclusion... les champs sont nombreux, les domaines, très étendus, mais l'offre, *a priori*, alléchante : « travailler plus pour gagner plus »... Avec un gain maximal de 1.000 euros environ par an. Mais, insiste-t-on bien, sur base volontaire. Sera-t-on étonné que l'offre séduit peu l'école publique française, et beaucoup plus le secteur privé ? Et, dans l'école publique, beaucoup plus les professeurs de la filière professionnelle que des filières classiques ?... Est-ce uniquement cela dont les professeurs avaient besoin ?

PAR ATTAL DE COURRIX !

Pap Ndiaye présente ça fin avril 2023, entre autres projets menés depuis le CNR, et causant chez bien des acteurs de l'éducation de la lassitude, de l'agacement, voire, pour certains syndicats, la sensation de se faire tourner en bourrique par des gouvernants peu au fait de la réalité enseignante et des missions, de plus en plus nombreuses et assorties de démarches paperassières-administratives. Mais ça passe encore. Ndiaye passe de la crème et facilite le dialogue avec les enseignants, les troupes sont pacifiées, le pacte (et le reste) peuvent se mettre en marche. Sera-ce sous la direction de l'ancien directeur du musée de l'immigration (où il avait été placé en 2021 dans un but, là aussi, de pacification) ? Que nenni...

Le remaniement passe et Ndiaye « trépassé ». Attal débarque et prend comme première mesure l'interdiction de l'abaya et de la qamis dans les écoles. Les journaux ne parlent que de ça pendant deux semaines. Habile stratégie qui lui permet d'endosser le costume et de potasser ses dossiers, le temps que la polémique retombe.

Ainsi, Gabriel Attal connaît les chiffres, il a du dynamisme autant que Ndiaye avait de la délicatesse ; il est écouté par Macron, là où Ndiaye avait une audition polie. Il mêle ses deux facettes, celle de *golden boy* moderne, parangon d'un libéralisme qui veut rendre la fonction publique efficace, performante et productive ; et celle de l'ancien élève d'une école où il a acquis des références intellectuelles, culturelles et sociales, au profil bien lisse, à l'homosexualité bien invisible (peu clivant pour les franges réac de la droite). Il sait parler, le fait bien et beaucoup, il ose prendre une posture fondée sur l'autorité, le respect et la loi, et il aime présenter une laïcité revendicative, des mesures fortes, des chiffres avec assurance, des études en surabondance ; il assume de demander aux professeurs de se former en dehors des heures de cours, que l'État pilote et contrôle tout, avec les relais départementaux et régionaux. Mais la confiance règne, répète-t-il *ad nauseam* ; il veut et va agir vite et fort. En guise d'exemple, il (se) donne 8 semaines pour réfléchir à élever le niveau des élèves...

Il paraît que les Gaulois l'aiment déjà. Du moins, pour le *symbolix*...

Jean-Guy Divers

**KAIROS EST VOTRE MÉDIA,
CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE.
VIVE LA PRESSE LIBRE !**

Pour d'infos sur www.kairospresse.be/abonnement

Abonnement belge à partir de 30 € pour 5 numéros,
53 € pour l'europe (frais de ports de 23€ inclus, sauf Suisse 30€)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS

NE PAS JETER!
PARTAGER!